

CONSEIL

Cent neuvième session

RAPPORT FINANCIER

DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017

TABLE DES MATIERES

RAPPORT DE LA DIRECTION	2
OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES.....	3
DONNEES FINANCIERES.....	6
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE	11
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE.....	12
ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	13
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	14
ETAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS (PROGRAMMES D'OPERATIONS).....	15
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGETAIRE (PROGRAMME ADMINISTRATIF).....	16
NOTES AUX ETATS FINANCIERS	17
APPENDICES	
Appendice 1 Contributions assignées (programme administratif)	58
Appendice 2 Contributions assignées restant dues (programme administratif)	62
Appendice 3 Etat de la performance financière par service	65
Appendice 4 Sources et application des revenus de soutien opérationnel	66
I. Général.....	66
II. Mécanisme de sécurité du personnel.....	67
III. Fonds de l'OIM pour le développement	68
Appendice 5 Dépenses par pays/lieu.....	69
Appendice 6 Fonds de prêt aux réfugiés	73
Appendice 7 Liste des contributions volontaires par donateur (programmes d'opérations).....	75
Appendice 8 Liste des contributions volontaires par donateur et par programme/projet (programmes d'opérations) (en anglais seulement).....	77
Appendice 9 Gouvernement du Guatemala – Fonds fiduciaire du Guatemala	120

RAPPORT DE LA DIRECTION

Le 20 avril 2018

RAPPORT DE LA DIRECTION

Le Rapport financier de l'OIM présente les informations financières de l'Organisation de manière transparente et accessible. Il est un élément important du système d'obligation redditionnelle et d'intégrité financière de l'Organisation.

Les états financiers et les informations connexes ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), au Règlement financier de l'OIM et aux résolutions pertinentes adoptées par les organes directeurs de l'Organisation. Les contributions émanant des gouvernements et d'autres sources ont été utilisées uniquement aux fins pour lesquelles elles avaient été expressément mentionnées. Toutes les opérations ont été dûment justifiées.

Le système de contrôle interne concernant l'information financière vise à fournir une assurance raisonnable à l'égard de la fiabilité de l'information financière et de l'élaboration des états financiers à des fins externes conformément au Règlement financier. Ce système comprend les politiques et les procédures qui : i) ont trait à la tenue de registres qui décrivent les opérations avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée ; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont inscrites de la manière voulue pour permettre l'établissement des états financiers, et que les encaissements et les décaissements sont effectués conformément aux autorisations de la Direction, dans le respect du Règlement financier ; et iii) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de l'Organisation. En raison des limites inhérentes à une organisation décentralisée, le contrôle interne de l'information financière ne permet peut-être pas de prévenir ou de déceler toutes les déclarations erronées.

A notre connaissance, ces états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de l'Organisation au 31 décembre 2017. Durant le processus de vérification externe des comptes, l'OIM a communiqué au Service de vérification des comptes du Ghana toutes les informations pertinentes et l'accès convenus dans la mission de vérification des comptes. L'opinion du Vérificateur externe des comptes, le Vérificateur général des comptes du Ghana, est reproduite à la page suivante.

William Lacy Swing
Directeur général

Joseph Samuel Appiah
Directeur du Département de la gestion
des ressources

Andrea Verhas
Chef de la Division
de la comptabilité

OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES

REPUBLIQUE DU GHANA

LE VERIFICATEUR GENERAL DES COMPTES

Notre n° de réf. : **AG/IOM/03**

Votre n° de réf. :

Le 28 mai 2018

Monsieur le Directeur général,

**RAPPORT DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES SUR LES ETATS
FINANCIERS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES
MIGRATIONS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017**

J'ai l'honneur de vous communiquer les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017, que j'ai vérifiés et sur lesquels j'ai exprimé une opinion.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma très haute considération.

Daniel Yaw Domelevo
Vérificateur général des comptes

M. William Lacy Swing
Directeur général
Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
CH-1211 Genève 19
Suisse

OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (SUITE)

RAPPORT DU VERIFICATEUR INDEPENDANT

Au

**CONSEIL DE
L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS REUNI
POUR SA CENT NEUVIEME SESSION**

Rapport sur les états financiers

Nous avons vérifié les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), constitués de l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, de l'état de la performance financière pour l'exercice 2017, de l'état des variations des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie, de l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels, de l'état de la performance financière et de rapprochement budgétaire, et des notes aux états financiers pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017, ainsi que d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

Il incombe à la Direction de l'OIM d'établir et de présenter fidèlement les états financiers, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur privé (IPSAS). Elle est ainsi chargée de concevoir, de mettre en place et d'exploiter des mécanismes de contrôle interne appropriés pour l'établissement d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de choisir et d'appliquer les méthodes comptables voulues, et de faire des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du vérificateur des comptes

Notre tâche consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre vérification. Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit, qui nous imposent de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les faits présentés dans les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes.

Une vérification des comptes consiste à mettre en œuvre des procédures en vue de recueillir des éléments probants sur les montants et les informations figurant dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur des comptes, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le vérificateur

OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (SUITE)

des comptes prend en considération les contrôles internes exercés pour l'établissement et la présentation fidèle des états financiers par l'entité, afin de définir des procédures de vérification appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles internes. Une vérification des comptes comporte également une appréciation du caractère approprié des méthodes comptables adoptées et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même qu'une évaluation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Organisation internationale pour les migrations au 31 décembre 2017, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Par ailleurs, à notre avis, les opérations effectuées par l'Organisation internationale pour les migrations qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier de l'OIM.

Conformément à l'article 12.1 du Règlement financier, nous avons établi un rapport détaillé sur notre vérification des comptes de l'Organisation internationale pour les migrations.

Daniel Yaw Domelevo
Vérificateur général des comptes du Ghana
Vérificateur externe des comptes

Le 28 mai 2018

DONNEES FINANCIERES

APERCU GENERAL

1. Le total combiné des produits comprenant les contributions assignées au titre du programme administratif et les contributions volontaires au titre des programmes d'opérations, y compris les produits d'intérêts et autres produits sans affectation, s'est élevé à 1 614,7 millions de dollars E.-U. en 2017, ce qui représente une légère baisse de 0,9 million de dollars E.-U. par rapport à 2016, où le montant total des produits s'était situé à 1 615,6 millions de dollars E.-U.. Les produits différés enregistrés au titre des programmes d'opérations, qui correspondent aux contributions reçues des donateurs avant exécution pour des activités devant être achevées après 2017, se sont élevés à 929,8 millions de dollars E.-U. au 31 décembre 2017, contre 760 millions de dollars E.-U. en 2016, ce qui témoigne d'une augmentation globale des financements obtenus pour des activités opérationnelles.

2. En 2017, le total combiné des dépenses correspondant au programme administratif et aux programmes d'opérations s'est élevé à 1 605,4 millions de dollars E.-U., ce qui représente une légère augmentation – de 3,1 millions de dollars E.-U. (ou 0,19 %) – par rapport au résultat de 2016, qui se situait à 1 602,3 millions de dollars E.-U.).

Dépenses	Millions de dollars E.-U.		Différence	
	2017	2016	Dépenses totales %	Millions de dollars E.-U.
Programme administratif	53,6	46,3	0,45 %	7,3
Programmes d'opérations	1 551,8	1 556,0	(0,26 %)	(4,2)
Total des dépenses pour l'exercice (compte non tenu des variations de change)	1 605,4	1 602,3	0,19 %	3,1

3. Si les dépenses totales n'ont augmenté que modérément entre 2016 et 2017, des changements notables ont été enregistrés tant dans la répartition géographique des activités opérationnelles que dans les secteurs de services.

4. Les activités menées dans le domaine de la migration régulée ont augmenté (de 34,1 millions de dollars E.-U.), essentiellement en raison de l'aide au retour fournie aux migrants et aux gouvernements, et des activités de lutte contre la traite, de gestion des frontières et de coopération technique en Afrique et en Europe. Les programmes d'opérations ont, eux aussi, globalement augmenté au titre de la gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise (19,1 millions de dollars E.-U. à l'échelle mondiale), essentiellement en raison d'une hausse des opérations d'urgence en Europe, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique et en Asie, qui a été partiellement compensée par un recul des activités d'aide à la réinstallation en Amérique du Nord de migrants au départ du Moyen-Orient et de l'Afrique.

5. Les augmentations précitées ont été compensées par une diminution (de 45,1 millions de dollars E.-U.) des programmes d'opérations en Amérique latine et dans les Caraïbes, due essentiellement à l'achèvement de plusieurs grands programmes d'infrastructure en Argentine et au Pérou (pour lesquels l'OIM fournit une assistance technique et administrative), une situation qui explique également le recul des activités de migration et développement (baisse de 31,6 millions de dollars E.-U. à l'échelle mondiale) et une baisse des activités dans les secteurs Migration et santé et Migration régulée (essentiellement des programmes d'aide sociale en Colombie et au Pérou). Les activités de santé dans le contexte migratoire ont également enregistré une forte baisse (de 23,9 millions de dollars E.-U. à l'échelle mondiale), principalement en raison de l'achèvement de programmes de grande envergure concernant l'assistance sanitaire aux populations migrantes vivant une situation de crise en Afrique de l'Ouest, et d'un recul des activités de promotion de la santé et d'assistance sanitaire en Colombie.

6. Les crises qui sévissent au Bangladesh, en Iraq, en Libye, au Nigéria, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne et au Yémen ont obligé l'OIM à continuer de fournir une assistance humanitaire considérable tout au long de 2017.

7. Trois nouveaux Etats sont devenus Membres de l'OIM en 2017, portant à 169 le nombre total d'Etats Membres (contre 166 en 2016). Le nombre de projets financièrement actifs s'est chiffré à 2 925 pendant cette année (contre 3 020 en 2016). Au 31 décembre 2017, on dénombrait 2 277 projets actifs (contre 1 710 en 2016). En 2017, l'OIM a employé 10 978 membres du personnel (à l'exclusion des consultants), déployés dans 412 structures extérieures réparties dans le monde entier (contre 10 184 membres du personnel déployés dans 408 structures extérieures en 2016). La majorité de l'effectif de l'OIM (97 %) continue de travailler sur le terrain, et seulement 3 % est basé au Siège à Genève.

8. L'OIM a reçu du Service de vérification des comptes du Ghana une opinion selon laquelle les états financiers, les notes correspondantes et les autres informations donnent une image exacte et fidèle de la situation financière de l'exercice clôturé le 31 décembre 2017.

PROGRAMME ADMINISTRATIF

9. Le programme administratif ne représente toujours qu'une très petite partie de l'allocation budgétaire totale, s'élevant à seulement 3 % des dépenses combinées en 2017.

10. Au 31 décembre 2017, le total des contributions assignées restant dues s'élevait à 8 319 013 francs suisses (contre 4 846 263 francs suisses en 2016), soit une augmentation de 3 472 750 francs suisses. Quatre Etats Membres ont conclu des échéanciers de paiement, qui représentent 538 777 francs suisses du montant total restant dû (voir la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2017 à l'appendice 2).

11. Conformément à la hausse des contributions assignées restant dues, la part du solde en souffrance correspondant au montant des sommes dues de longue date (contributions pour 2016 et les années antérieures) a elle aussi augmenté par rapport à l'année précédente, à hauteur de 1 685 105 francs suisses (contre une baisse de 678 757 francs suisses en 2016). Le total des contributions assignées restant dues nécessitant un provisionnement a ainsi augmenté, pour passer à 3 588 674 francs suisses au 31 décembre 2017 (contre 1 903 569 francs suisses en 2016).

12. L'allocation du programme administratif pour 2017, constituée par les contributions assignées, s'est élevée à 50 690 324 francs suisses au total (contre 45 459 030 francs suisses en 2016). Les dépenses engagées au titre du programme durant l'exercice se sont élevées à 50 516 555 francs suisses (contre 45 559 478 francs suisses en 2016), entraînant un excédent de 173 769 francs suisses (contre un dépassement de crédits de 100 448 francs suisses en 2016) avant provision pour créances douteuses. Après intégration de l'augmentation précitée de la provision pour créances douteuses de 1 685 105 francs suisses (contre une baisse de 678 757 en 2016) et de l'excédent de charges reporté en début d'exercice de 578 309 francs suisses, le programme administratif a affiché un déficit de 2 089 645 francs suisses (contre 57 215 francs suisses en 2016).

13. La partie administrative du budget bénéficie d'une couverture naturelle car la plupart des dépenses sont effectuées dans la même monnaie que les produits, à savoir le franc suisse.

PROGRAMMES D'OPERATIONS

14. La réactualisation succincte du Programme et Budget pour 2017 (document C/108/15) prévoyait, sur la base des informations disponibles à l'époque, des dépenses pour les programmes d'opérations de l'OIM estimées à environ 1 738,2 millions de dollars E.-U..

15. Le total des dépenses engagées au titre des programmes d'opérations a diminué de 4,2 millions de dollars E.-U., passant de 1 556 millions de dollars E.-U. en 2016 à 1 551,8 millions de dollars E.-U. en 2017, soit une diminution globale de 0,26 %.

16. Les représentations sur le terrain dont les niveaux de dépenses étaient les plus élevés sont, par ordre décroissant, l'Iraq, la Grèce, la Turquie, le Soudan du Sud, la Colombie, la Somalie, la Jordanie et l'Indonésie. Les dépenses totales par représentation sur le terrain sont indiquées à l'appendice 5.

17. Les dépenses totales, par secteur géographique, sont résumées dans le tableau suivant.

Programmes d'opérations Dépenses par secteur géographique	Millions de dollars E.-U.		
	2017	2016	Augmentation/ (diminution)
Asie et Océanie	276,6	271,2	5,4
Afrique	402,0	388,5	13,5
Europe	361,6	306,0	55,6
Amérique latine et Caraïbes	148,3	193,4	(45,1)
Moyen-Orient	267,8	307,2	(39,4)
Amérique du Nord	18,3	24,7	(6,4)
Appui et services à l'échelle mondiale	77,2	65,0	12,2
Total	1 551,8	1 556,0	(4,2)

18. Les dépenses totales, par secteur de services, sont résumées dans le tableau suivant :

Programmes d'opérations Dépenses par secteur de services	Millions de dollars E.-U.		
	2017	2016	Augmentation/ (diminution)
Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	927,4	908,3	19,1
Migration et santé*	138,5	162,4	(23,9)
Migration et développement	40,3	71,9	(31,6)
Migration régulée	355,4	321,3	34,1
Migration assistée	59,3	58,5	0,8
Politiques migratoires et recherche	8,3	7,2	1,1
Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations	9,4	17,4	(8,0)
Appui aux programmes de caractère général	13,2	9,0	4,2
Total	1 551,8	1 556,0	(4,2)

* Les questions de santé sont communes à tous les domaines d'action de l'OIM. Ces chiffres ne reflètent que les activités axées sur la santé des migrants et ne comprennent pas les dépenses de santé intégrées dans d'autres services.

19. Les principales fluctuations par secteur de services, telles qu'elles apparaissent dans le tableau ci-dessus, peuvent être résumées comme suit :

- Les dépenses au titre de la migration régulée ont augmenté de 34,1 millions de dollars E.-U., essentiellement en raison d'une hausse des activités d'aide au retour à l'intention des migrants et des gouvernements en Afrique ; d'une augmentation du nombre de projets de lutte contre la traite et d'interventions d'urgence en Grèce ; et d'un soutien accru en matière de gestion des migrations, des frontières et de l'asile dans les Balkans et en Europe de l'Est. Un recul des activités a été enregistré en Amérique du Sud en raison de l'achèvement de projets de protection sociale au Pérou.
- Les dépenses au titre de la gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise se sont accrues de 19,1 millions de dollars E.-U., essentiellement en raison d'une augmentation de l'assistance multisectorielle et de l'aide à la réinstallation en Grèce ; d'une augmentation de l'aide humanitaire apportée aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays au Bangladesh, en Haïti, en Iraq et au Soudan du Sud ; et du développement des activités de stabilisation communautaire dans divers pays africains. Cet accroissement a été compensé par un recul de diverses activités de réinstallation de migrants en Amérique du Nord au départ du Moyen-Orient et de l'Afrique.
- Les dépenses au titre des politiques migratoires et de la recherche ont enregistré une augmentation de 1,1 million de dollars E.-U. par rapport à 2016, en raison d'un nombre accru de programmes relevant des activités de politique migratoire, qui a été compensée par une diminution dans le domaine de la recherche et des publications en matière migratoire dans diverses régions.

- Les dépenses au titre de la migration assistée ont augmenté de 0,8 million de dollars E.-U., essentiellement en raison d'une hausse des activités relatives à l'appui administratif apporté aux centres de demande de visa en Afrique de l'Ouest dans le contexte de mouvements en direction de l'Amérique du Nord, qui a été compensée par de légères variations dans toutes les régions.
- Les programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations ont enregistré un recul de 8 millions de dollars E.-U., essentiellement en raison d'une diminution continue des activités connexes en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que d'une légère baisse en Europe.
- Pour ce qui est du secteur Migration et santé, les dépenses ont diminué de 23,9 millions de dollars E.-U., principalement en raison du recul des activités d'assistance sanitaire aux populations migrantes vivant une situation de crise en Afrique de l'Ouest, ainsi que de la diminution des activités de promotion de la santé et d'assistance sanitaire en Colombie.
- Les dépenses concernant le couple migration et développement ont diminué de 31,6 millions de dollars E.-U., essentiellement en Argentine et au Pérou, où d'importants programmes d'infrastructure pour lesquels l'OIM fournit une assistance technique et administrative sont arrivés à terme.
- Les dépenses au titre de l'appui aux programmes de caractère général ont augmenté de 4,2 millions de dollars E.-U., essentiellement par suite d'une hausse des activités menées dans le secteur de l'appui et des services à l'échelle mondiale, y compris les initiatives informatiques telles que PRIMA, et en raison d'une allocation de crédits approuvée au titre du budget des revenus de soutien opérationnel différente par rapport à 2016.

20. Le résultat net des programmes d'opérations à la fin de 2017, selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), se présente comme suit :

- a) Un report de 6 198 488 dollars E.-U. au titre du mécanisme de sécurité du personnel (contre 2 853 938 dollars E.-U. en 2016). Le montant reporté a augmenté de 3 344 550 dollars E.-U..
- b) Une augmentation de la réserve de revenus de soutien opérationnel de 4 725 330 dollars E.-U. (contre 8 167 361 dollars E.-U. en 2016), portant le montant total de la réserve à 37 901 228 dollars E.-U..

21. Les revenus de soutien opérationnel se composent de la commission pour frais généraux liés aux projets et des revenus divers (contributions sans affectation spéciale versées par les gouvernements, intérêts créditeurs nets et autres revenus). Ils sont utilisés pour assurer le financement des structures de base, de l'allocation annuelle au Fonds de l'OIM pour le développement et d'autres besoins prioritaires de l'Organisation que ne couvre pas la partie administrative du budget.

22. Le budget des revenus de soutien opérationnel a été fixé pour l'exercice à 79,8 millions de dollars E.-U.. Le montant de ces revenus varie d'une année à l'autre, les revenus tirés de la commission pour frais généraux variant selon le volume des activités déployées. C'est pourquoi des fonds peuvent devoir être retirés de la réserve de revenus de soutien opérationnel si le montant des revenus de soutien opérationnel disponible à la fin de l'exercice financier est inférieur au montant budgétisé.

23. Le montant réel des revenus de soutien opérationnel, non compris la part affectée à la sécurité du personnel, s'est élevé à 78,6 millions de dollars E.-U. (contre 70,8 millions de dollars E.-U. en 2016), tandis que la partie de la commission pour frais généraux affectée à la sécurité du personnel s'est élevée à 13,9 millions de dollars E.-U. (contre 12,7 millions de dollars E.-U. en 2016), ce qui porte le montant total des revenus de soutien opérationnel en 2017 à 92,5 millions de dollars E.-U. (contre 83,5 millions de dollars E.-U. en 2016). Ce montant effectif de 92,5 millions de dollars E.-U. a dépassé de 12,7 millions de dollars E.-U. le budget total des revenus de soutien opérationnel (79,8 millions de dollars E.-U.). Cet excédent est imputable avant tout à des rentrées, plus importantes qu'il n'était prévu, provenant de la commission pour frais généraux liés aux projets et à des intérêts créditeurs plus élevés. Dans l'appendice 4.I, les ressources inscrites au budget sont mises en regard des sources réelles et de l'application des revenus de soutien opérationnel en 2017.

24. En application de la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012 et de la résolution du Conseil n° 1240 du 27 novembre 2012 approuvant les décisions du Comité exécutif, l'excédent de revenus de soutien opérationnel est versé dans la réserve de revenus de soutien opérationnel après : a) application des dispositions relatives au Fonds de l'OIM pour le développement et au mécanisme de sécurité du personnel ; et b) comblement de tout déficit non budgétisé et imprévu au cours de l'exercice. Compte tenu de ces critères, les revenus de soutien opérationnel excédentaires de 12,7 millions de dollars E.-U. (c'est-à-dire le montant effectif moins le montant budgétisé) ont été alloués comme suit :

- 2,2 millions de dollars E.-U. ont été affectés au mécanisme de sécurité du personnel. Voir l'appendice 4.I – Sources et application des revenus de soutien opérationnel, et l'appendice 4.II – Mécanisme de sécurité du personnel.
- 1,6 million de dollars E.-U. ont été alloués à l'appui des Etats Membres en développement et de ceux dont l'économie est en transition au titre du Fonds de l'OIM pour le développement (ligne 2), pour utilisation en 2018. Voir aussi l'appendice 4.I – Sources et application des revenus de soutien opérationnel, et l'appendice 4.III – Fonds de l'OIM pour le développement.
- 2,3 millions de dollars E.-U. – Cette somme représente le solde net des activités inscrites au budget lorsque les lignes budgétaires approuvées des revenus de soutien opérationnel ont été dépassées en raison de dépenses additionnelles. Voir aussi l'appendice 4.I – Sources et application des revenus de soutien opérationnel.
- 1,9 million de dollars E.-U. a été alloué aux déficits de projet imprévus et non inscrits au budget, qui étaient essentiellement dus à : a) des dépassements budgétaires et à des dépenses irrécouvrables d'environ 1,5 million de dollars E.-U. concernant des projets achevés ; et b) 0,4 million de dollars E.-U. correspondant à des déficits de cofinancement et à des dépenses de projet jugées irrecevables à la suite de vérifications de projets précis effectuées par les donateurs. Voir aussi l'appendice 4.I – Sources et application des revenus de soutien opérationnel, et la section de la note 23 relative aux annulations.
- Le montant restant de 4,7 millions de dollars E.-U. a été versé dans la réserve de revenus de soutien opérationnel, en application des dispositions de la résolution du Conseil n° 1240 précitée. Voir aussi l'appendice 4.I – Sources et application des revenus de soutien opérationnel.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2017

Etat I (en dollars E.-U.)

	Notes	Dollars E.-U.	
		2017	2016
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	644 645 356	507 748 124
Placements à court terme	4	425 018 405	311 365 629
Créances – Opérations sans contrepartie directe :			
– Contributions volontaires	5	149 633 844	160 239 380
– Contributions assignées	5	4 409 021	2 414 177
– Autres	5	12 276 066	14 879 362
Stocks	6	5 980	272 716
Immeubles de placement	7	858 896	865 979
Autre actif à court terme	8	113 919 137	64 522 968
Total de l'actif à court terme		1 350 766 705	1 062 308 335
Actif à long terme			
Créances – Opérations sans contrepartie directe :			
– Contributions assignées	5	427 726	456 743
– Autres	5	2 829 567	2 305 831
Immobilisations corporelles	9	54 991 366	59 203 170
Immobilisations incorporelles	10	872 656	264 310
Autre actif à long terme	8	1 842 827	1 691 243
Total de l'actif à long terme		60 964 142	63 921 297
TOTAL DE L'ACTIF		1 411 730 847	1 126 229 632
PASSIF			
Passif à court terme			
Produits différés – Contributions volontaires	11	929 768 258	759 957 757
– Contributions assignées	11	597 082	573 483
– Autres	11	16 156 519	13 850 627
Passif au titre des avantages du personnel	12	15 257 550	12 717 902
Sommes dues aux fournisseurs	13	131 467 669	108 323 191
Emprunts – Prêt immobilier	14	376 892	359 610
Autre passif à court terme	13	15 746 848	17 629 935
Total du passif à court terme		1 109 370 818	913 412 505
Passif à long terme			
Passif au titre des avantages du personnel	12	92 650 420	81 222 116
Emprunts – Prêt immobilier	14	5 653 402	5 753 783
Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres des Etats-Unis	Appendice 6	28 172 685	22 677 030
Autre passif à long terme	13	3 315 592	3 321 926
Total du passif à long terme		129 792 099	112 974 855
TOTAL DU PASSIF		1 239 162 917	1 026 387 360
ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES			
Solde cumulatif	16	70 437 189	(1 484 480)
Réserves	17	79 056 852	78 252 863
Réserve de réévaluation de l'actif	9	23 073 889	23 073 889
TOTAL DE L'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES		172 567 930	99 842 272
TOTAL DU PASSIF et de l'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES		1 411 730 847	1 126 229 632

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017

Etat II (en dollars E.-U.)

	Notes	Appendices	2017		2016	
			TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMME D'OPERATIONS	TOTAL
PRODUITS						
Contributions à affectation spéciale						
Contributions volontaires – à affectation spéciale	23	7, 8	1 442 724 624	1 442 724 624	1 459 358 028	1 459 358 028
Contributions assignées	23	1	49 453 975	49 453 975	45 887 855	45 887 855
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	23	7, 8	94 380 161	94 380 161	100 666 871	100 666 871
Contributions en nature	23	7, 8	7 353 202	7 353 202	2 193 742	2 193 742
Total partiel - Contributions à affectation spéciale			1 593 911 962	1 544 457 987	1 608 106 496	1 562 218 641
Contributions sans affectation spéciale						
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale	23	7, 8	5 909 544	5 909 544	4 072 400	4 072 400
Contributions volontaires – sans affectation spéciale	23	7, 8	14 880 494	14 880 494	3 455 096	3 455 096
Total partiel - Contributions sans affectation			20 790 038	20 790 038	7 527 496	7 527 496
TOTAL DES PRODUITS			1 614 702 000	1 565 248 025	1 615 633 992	1 569 746 137
CHARGES						
Aide au transport	23	5	218 420 134	218 420 134	317 729 811	317 729 811
Assistance médicale	23	5	27 579 176	27 579 176	33 982 281	33 982 281
Autre aide directe aux bénéficiaires	23	5	212 915 159	212 915 159	196 438 314	196 438 314
Transferts aux partenaires d'exécution	23	5	85 485 178	85 485 178	63 932 599	63 932 599
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	23	5	341 036 395	3 959 674	345 173 443	2 869 633
Traitement et avantages du personnel	23	5	463 953 163	41 650 638	407 473 229	37 802 279
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	23	5	44 634 737	2 143 412	45 797 560	1 857 527
Fournitures et produits de consommation	23	5	191 562 173	3 548 977	174 281 985	3 975 097
Amortissement et dépréciation	9, 10, 23	5	15 641 095	128 317	15 265 100	139 612
Créances douteuses	23	5	2 177 171	1 712 505	(669 386)	(669 386)
Autres charges	23	5	1 948 531	436 809	2 902 481	353 945
TOTAL DES CHARGES			1 605 352 912	53 580 332	1 602 307 417	46 328 707
EXCEDENT/(DEFICIT) DE L'EXERCICE avant les variations de change			9 349 088	(4 126 357)	13 326 575	(440 852)
Ajustement lié à la réévaluation du programme			1 954 231	1 954 231	271 545	271 545
Gains/(pertes) de change	16		59 140 858	59 140 858	562 208	562 208
EXCEDENT/(DEFICIT) DE L'EXERCICE après les variations de change			70 444 177	(2 172 126)	14 160 328	(169 307)
Y compris les soldes suivants :						
Programme administratif			(2 172 126)	(2 172 126)	(169 307)	(169 307)
Réserve de revenus de soutien opérationnel			4 131 435	4 131 435	7 830 918	7 830 918
Sécurité du personnel			3 141 338	3 141 338	1 177 147	1 177 147
Transfert vers :						
les excédents/(déficits) cumulés			5 316 078	5 316 078	1 571	1 571
les excédents/(déficits) cumulés – opérations avec contrepartie directe			2 364 086	2 364 086	5 903 395	5 903 395
les conversions monétaires (gains/(pertes))			59 140 858	59 140 858	562 208	562 208
la réserve pour cessation de service			(1 477 492)	(1 477 492)	(1 145 604)	(1 145 604)
EXCEDENT/(DEFICIT) DE L'EXERCICE			70 444 177	(2 172 126)	14 160 328	(169 307)
EXCEDENT/(DEFICIT) DE L'EXERCICE			70 444 177	(2 172 126)	14 160 328	14 329 635

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017

Etat III (en dollars E.-U.)

	Notes	Dollars E.-U.			TOTAL
		Solde cumulatif (note 16)	Réserves (note 17)	Excédent de réévaluation (note 9)	
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2017		(1 484 480)	78 252 863	23 073 889	99 842 272
Résultat net pour l'exercice en cours (Etat II)		71 921 669	(1 477 492)		70 444 177
Réserve pour cessation de service	17		2 691 430		2 691 430
Fonds de réponse rapide pour les transports	17		5 720		5 720
Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	17		(415 669)		(415 669)
Total partiel : Mouvements en 2017		71 921 669	803 989		72 725 658
Solde de clôture au 31 décembre 2017		70 437 189	79 056 852	23 073 889	172 567 930

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017

Etat IV (en dollars E.-U.)

	Notes	Dollars E.-U.	
		2017	2016
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'EXPLOITATION			
Excédent (déficit) pour l'exercice		70 444 177	14 160 328
Mouvements sans effet de trésorerie			
Effet des variations de change sur le solde de devises étrangères		(3 866 817)	(14 220 701)
Ajustement lié à la réévaluation du programme administratif		(1 954 231)	(271 545)
Instruments financiers – Produits dérivés	15	1 219 802	(826 040)
Dépréciation et amortissement	9, 10	15 641 095	15 265 100
(Gains)/pertes à la vente d'immobilisations corporelles	9	(98 688)	14 006
Provision pour créances douteuses	5	2 177 171	(669 386)
(Augmentation)/diminution des placements à court terme	4	(110 553 859)	(100 921 833)
(Augmentation)/diminution des créances – Opérations sans contrepartie directe – contributions volontaires	5	13 174 698	(35 342 607)
(Augmentation)/diminution des créances – Opérations sans contrepartie directe – contributions assignées	5	(3 342 952)	942 007
(Augmentation)/diminution des créances – autres	5	1 638 043	(3 723 393)
(Augmentation)/diminution des stocks	6	266 736	(127 993)
(Augmentation)/diminution des immeubles de placement	7		(865 979)
(Augmentation)/diminution de l'autre actif à court terme	8	(48 429 736)	(6 880 504)
(Augmentation)/diminution de l'autre actif à long terme	8	26 149	(761 338)
Augmentation/(diminution) des sommes dues au titre des avantages du personnel	12	13 855 164	3 780 258
Augmentation/(diminution) des produits différés – Contributions volontaires	11	169 810 501	92 399 023
Augmentation/(diminution) des produits différés – Contributions assignées	11	5 742	35 356
Augmentation/(diminution) des produits différés – Autres	11	2 038 478	188 403
Augmentation/(diminution) des sommes dues aux fournisseurs	13	21 597 460	42 117 722
Augmentation/(diminution) de l'autre passif à court terme	13	(2 447 073)	(1 101 054)
Augmentation/(diminution) de l'autre passif à long terme	13	(6 335)	(18 899)
Augmentation/(diminution) de l'excédent administratif	15		(78 667)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION		141 195 525	3 092 264
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE PLACEMENT			
Achat d'immobilisations corporelles	9	(11 993 245)	(15 502 257)
Vente et transfert d'immobilisations corporelles	9	746 980	504 767
Achat d'actifs incorporels	10	(692 684)	(93 499)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE PLACEMENT		(11 938 949)	(15 090 989)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Augmentation/(diminution) des emprunts	14	(368 969)	(373 833)
Contributions provenant du/(remboursements au) Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres des Etats-Unis	Appendice 6	5 495 655	(8 854 022)
Contributions/remboursements au/(transferts du) Fonds de réponse rapide pour les transports	17	5 720	2 865
Contributions/remboursements au/(transferts du) Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	17	(415 669)	813 401
Augmentation/(diminution) de la réserve pour cessation de service	17	2 691 430	15 455 595
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		7 408 167	7 044 006
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE		136 664 743	(4 954 719)
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE		507 748 124	495 351 783
Effet des variations de change sur le solde de devises étrangères – Gains/(pertes)		232 489	17 351 060
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	3	644 645 356	507 748 124

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

ETAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017 (PROGRAMMES D'OPERATIONS)

Etat V.a (en dollars E.-U.)

	Dollars E.-U.				
	Montants budgétés*			2017 Montants réels exprimés aux fins de comparaison	Différence
	2017 Programme et Budget (C/107/6/Rev.1)	2017 Révision du Programme et Budget (S/20/11)	2017 Réactualisation du Programme et Budget (C/108/15)		
Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	578 045 900	855 637 500	1 003 300 200	924 476 556	78 823 644
Migration et santé	123 653 800	152 518 800	165 773 400	136 930 325	28 843 075
Migration et développement	43 285 300	48 531 200	53 875 000	39 080 949	14 794 051
Migration régulée	195 910 800	328 896 600	410 810 100	353 788 072	57 022 028
Migration assistée	53 701 700	63 663 900	61 177 100	58 027 636	3 149 464
Politiques migratoires et recherche	1 372 600	5 727 000	8 278 500	7 461 287	817 213
Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations	26 034 800	27 084 200	15 988 900	9 307 587	6 681 313
Appui aux programmes de caractère général	12 127 100	14 007 800	18 961 800	17 531 039	1 430 761
Total	1 034 132 000	1 496 067 000	1 738 165 000	1 546 603 451	191 561 549
Ajustements comptables nets				5 169 129	
Total selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS)				1 551 772 580	

* Les montants indiqués dans l'état de la performance financière sont classés selon leur nature, alors que les documents budgétaires sont présentés par catégorie de services.

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGETAIRE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)

Etat V.b (en francs suisses)

	Francs suisses		
	BUDGET 2017	2017	2016
PRODUITS			
Contributions assignées des Etats Membres		50 689 766	44 164 770
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres		558	1 294 260
TOTAL DES PRODUITS		50 690 324	45 459 030
CHARGES			
Traitements et avantages du personnel	39 842 000	38 927 078	35 934 366
Indemnités de cessation de service	700 000	1 007 436	264 360
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 170 000	1 690 921	1 437 184
Total des traitements et avantages du personnel et des indemnités pour frais de voyage et de représentation	41 712 000	41 625 435	37 635 910
Location et entretien des bâtiments	1 353 760	1 900 797	1 278 752
Equipement informatique et maintenance	2 384 000	2 258 393	2 391 557
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipement et véhicules	735 000	228 783	752 028
Total des frais généraux de bureaux	4 472 760	4 387 973	4 422 337
Formation	892 586	843 867	781 909
Services contractuels	806 978	1 129 645	1 748 462
Total des services contractuels	1 699 564	1 973 512	2 530 371
Communications	471 000	457 915	450 000
Secrétariat des réunions	435 000	349 188	520 860
Frais de participation aux coûts afférents à l'ONU	1 900 000	1 722 532	
TOTAL DES CHARGES (avant provision pour créances douteuses)	50 690 324	50 516 555	45 559 478
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE en francs suisses (avant provision pour créances douteuses)		173 769	(100 448)
(Augmentation)/diminution de la provision pour créances douteuses (appendice 2)		(1 685 105)	678 757
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE en francs suisses (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))		(1 511 336)	578 309
Excédent de ressources/(charges) reporté au début de l'exercice		(578 309)	(635 524)
EXCEDENT/(DEFICIT) A LA FIN DE L'EXERCICE en francs suisses (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))		(2 089 645)	(57 215)
Dollars E.-U.			
EXCEDENT/(DEFICIT) A LA FIN DE L'EXERCICE en dollars E.-U. (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire)) 0,978 (2016 : 1,025)		(2 109 537)	(77 091)
Ajustement pour excédent de charges reporté en début d'exercice, appliqué selon la comptabilité budgétaire en dollars E.-U.		564 204	641 295
Ajustements nets sur comptes et résultats		(626 793)	(733 511)
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE en dollars E.-U. (selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS))		(2 172 126)	(169 307)

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITES

Gouvernance, buts et fonctions

25. L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 sous le nom de Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Son acte constitutif a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954. Des amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989, et le nom de l'organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. Celle-ci possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. Elle compte actuellement 169 Etats Membres (contre 166 en 2016).

26. Les organes de l'Organisation sont le Conseil et son sous-comité, le Comité permanent des programmes et des finances, ainsi que l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque Etat Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif a été aboli après l'entrée en vigueur, le 21 novembre 2013 (voir la résolution du Conseil n° 1262), des amendements à la Constitution adoptés le 24 novembre 1998 à la soixante-seizième session du Conseil (résolution n° 997). Le Comité permanent des programmes et des finances, en sa qualité de sous-comité du Conseil, est ouvert à l'ensemble des Membres. Depuis l'adoption de la résolution du Conseil n° 1263 du 26 novembre 2013, il assume les fonctions exercées précédemment par le Comité exécutif.

27. L'Administration, qui comprend un directeur général, un directeur général adjoint et un personnel dont l'effectif est déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion de l'Organisation, conformément à la Constitution et aux orientations et décisions du Conseil et du Comité permanent des programmes et des finances. Le Directeur général, qui est la plus haute autorité de l'Administration, ainsi que le Directeur général adjoint sont élus par le Conseil pour un mandat de cinq ans.

28. Les buts et les fonctions de l'OIM sont conformes à sa Constitution. L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société. Elle s'efforce de : contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration, promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration, et veiller au respect effectif des droits humains et au bien-être des migrants.

29. Conformément à la stratégie de l'OIM, adoptée par le Conseil en juin 2007, l'OIM a pour but premier de faciliter la gestion ordonnée et respectueuse de la dignité humaine des migrations internationales. S'appuyant sur son savoir-faire et son expérience, et en coordination avec d'autres organisations internationales, elle continue d'œuvrer en sa qualité d'organisation mondiale chef de file plus particulièrement dans le domaine de la gestion des migrations. L'Organisation continuera de traiter le phénomène migratoire dans une perspective globale, y compris du point de vue de ses liens avec le développement, afin d'en tirer tous les avantages possibles et d'en atténuer les effets négatifs.

Structure

- **Siège**

30. Le Siège est chargé de formuler la politique institutionnelle, des directives et une stratégie, d'établir des normes et des procédures de contrôle de la qualité et de superviser. Il est composé des quatre départements ci-après, placés sous l'autorité du Bureau du Directeur général :

- Département de la coopération internationale et des partenariats
- Département de la gestion des migrations
- Département des opérations et des situations d'urgence
- Département de la gestion des ressources

NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITES (suite)

31. Le Département de la coopération internationale et des partenariats est chargé d'appuyer et de coordonner les relations de l'Organisation avec ses Etats Membres, les organisations intergouvernementales, la société civile et les médias. En outre, il donne des conseils et apporte un appui en ce qui concerne les relations avec les donateurs gouvernementaux, multilatéraux et ceux du secteur privé. Le Département dirige et coordonne les activités de forum de l'OIM, notamment le Dialogue international sur la migration, le soutien apporté par l'OIM aux processus consultatifs mondiaux et régionaux, ainsi que la préparation des sessions annuelles des organes directeurs de l'Organisation. Il est également responsable des fonctions de communication et d'information de l'OIM. L'une des tâches principales du Département consiste à faire fonction de premier interlocuteur des partenaires extérieurs, répondant aux demandes de renseignements, organisant des réunions d'information et, plus généralement, fournissant des informations sur l'Organisation.

32. Le Département de la gestion des migrations définit les lignes d'action des bureaux extérieurs, formule les stratégies mondiales, fixe les normes et veille au contrôle de la qualité. En outre, il gère les connaissances relatives aux « grands » secteurs de la migration, dont la migration de main-d'œuvre et la migration assistée, le couple migration et développement, la lutte contre la traite, le retour volontaire assisté, la santé dans le contexte migratoire, l'aide aux migrants vulnérables, la gestion de l'immigration et des frontières, et le renforcement général des capacités en matière de gestion des migrations. Il gère aussi le Fonds de l'OIM pour le développement.

33. Le Département des opérations et des situations d'urgence est chargé de la supervision des activités de l'OIM mises en œuvre dans les domaines suivants : réinstallation, transport, logistique, préparation et réponse aux crises migratoires et aux situations d'urgence humanitaire par des mesures transitoires et de redressement. Il coordonne la participation de l'OIM aux réponses humanitaires et fournit des services de migration dans des situations d'urgence ou d'après-crise en vue de répondre aux besoins des personnes et des communautés déracinées, contribuant ainsi à leur protection.

34. Le Département de la gestion des ressources est chargé de formuler et d'appliquer les politiques en matière de ressources humaines et financières et de technologie de l'information dont l'Organisation a besoin pour exécuter ses activités avec efficacité. Il conçoit et applique des mesures propres à garantir une gestion saine des finances et des ressources humaines ; formule des propositions financières et budgétaires en vue de leur diffusion auprès des parties prenantes internes et externes ; coordonne les politiques administratives et financières et celles concernant la technologie de l'information et les ressources humaines ; et assiste le Directeur général dans la prise de décisions concernant la gestion globale.

• Hors Siège

35. Les bureaux extérieurs de l'Organisation se répartissaient en trois grandes catégories en 2017 :

- Les bureaux régionaux
- Les bureaux spéciaux de liaison
- Les bureaux de pays

36. En 2017, neuf bureaux régionaux ont supervisé, planifié, coordonné et appuyé les activités de l'OIM dans leur région. Ils étaient chargés d'examiner et d'approuver les projets, et d'apporter un soutien technique aux bureaux de pays, notamment en matière d'élaboration des projets.

37. Les deux bureaux extérieurs ci-après, désignés bureaux spéciaux de liaison en reconnaissance de leur rôle important dans ce domaine, étaient chargés d'assurer la liaison avec des organismes multilatéraux : Addis-Abeba (Ethiopie), pour assurer la liaison avec l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, et l'Autorité intergouvernementale pour le développement ; et New York (Etats-Unis d'Amérique), en tant qu'observateur permanent auprès des Nations Unies.

38. L'OIM dispose d'un réseau mondial de bureaux de pays et de bureaux auxiliaires qui mettent en œuvre un large éventail de projets visant à répondre à des besoins migratoires spécifiques. Ces bureaux sont financés essentiellement par le budget des projets qu'ils mettent eux-mêmes en œuvre.

NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITES (suite)

39. Pour garantir l'efficacité des appels de fonds et des relations avec les donateurs, certains bureaux de pays qui coordonnent une importante partie du financement des activités de l'OIM déployées à l'échelle mondiale (Berlin (Allemagne); Helsinki (Finlande); Tokyo (Japon); et Washington, D.C. (Etats-Unis d'Amérique)) sont chargés de responsabilités additionnelles aux fins de mobilisation des ressources.

40. Il existe, à l'intérieur des grandes régions géographiques couvertes par chaque bureau régional, des réalités migratoires sous-régionales. Pour s'occuper de ces dynamiques migratoires particulières, certains bureaux ont le statut de bureau de pays à fonctions de coordination. En 2017, ceux-ci étaient au nombre de cinq et leur couverture géographique était, pour : Astana (Kazakhstan) : l'Asie centrale ; Canberra (Australie) : le Pacifique ; Georgetown (Guyana) : les Caraïbes ; Rome (Italie) : la Méditerranée ; et Beijing (Chine). Le Bureau régional de Bangkok (Thaïlande) héberge une sixième fonction de coordination couvrant l'Asie du Sud.

• Centres administratifs

41. Les deux centres administratifs de l'OIM, situés aux Philippines et à Panama, sont considérés comme des annexes du Siège, en application de l'engagement pris par l'Administration de gérer la croissance de l'Organisation sans avoir à trop recourir à de nouvelles ressources.

42. Le Centre administratif de Manille, aux Philippines, joue le rôle de centre d'appui administratif et informatique pour les activités de l'Organisation.

43. Le Centre administratif de Panama, à Panama, apporte un soutien administratif aux bureaux de l'hémisphère occidental, et fournit certains services de soutien à l'échelle mondiale, y compris un appui au personnel sur le terrain.

Description et récapitulation des activités

44. En 2017, les activités de l'Organisation se répartissaient en sept secteurs de services : Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise ; Migration et santé ; Migration et développement ; Migration régulée ; Migration assistée ; Politiques migratoires et recherche ; et Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations, auxquels s'ajoute le secteur Appui aux programmes de caractère général. Tous les projets de l'OIM entrent dans l'un de ces domaines d'activité.

45. **Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise :** Les projets relevant de ce secteur de services consistent à organiser les mouvements sûrs, ordonnés et financièrement avantageux des réfugiés, migrants, migrants de retour et autres personnes retenant l'attention de l'Organisation, et à veiller à ce que l'aide apportée aux migrants forcés et aux communautés d'accueil en matière de préparation aux situations d'urgence et de réponse aux catastrophes naturelles, de gestion et d'atténuation des conflits, de gestion des connaissances, de coordination au sein des groupes sectoriels et de gestion de la logistique suive une approche intégrée. L'un des plus grands programmes dans le domaine des mouvements, mis en œuvre par l'OIM pour le compte du Gouvernement des Etats-Unis depuis le début des années 1950, est le Programme de réinstallation de réfugiés. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : Aide à la réinstallation ; Traitement à l'étranger ; Aide au rapatriement ; Stabilisation communautaire ; Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ; Ex-combattants ; et Soutien en matière électorale.

46. **Migration et santé :** Ces projets visent à répondre aux besoins des Etats Membres en matière de gestion des aspects sanitaires de la migration, et à promouvoir des politiques fondées sur des faits et des programmes intégrés de santé préventifs et curatifs qui profitent et sont accessibles de manière équitable aux migrants en situation de vulnérabilité et aux populations mobiles. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : Evaluation sanitaire dans le contexte migratoire et assistance sanitaire durant le voyage ; Promotion de la santé et assistance sanitaire aux migrants ; et Assistance sanitaire aux populations migrantes vivant une situation de crise.

NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITES (suite)

47. **Migration et développement :** L'OIM s'emploie depuis longtemps à maximiser les liens positifs entre la migration et le développement dans son action. A une époque où la mobilité humaine atteint des niveaux jamais encore égalés, le besoin de mieux faire comprendre les liens entre la migration et le développement apparaît particulièrement urgent, tout comme celui d'agir de manière pratique pour renforcer les avantages que la migration offre dans une optique de développement et mettre au point des solutions durables face aux situations migratoires problématiques. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : Migration et développement économique/communautaire ; Renforcement des capacités par le retour et la réintégration de nationaux qualifiés ; Rapatriements de fonds ; et Migration, environnement et changement climatique.

48. **Migration régulée :** Une approche exhaustive, transparente et cohérente de la gestion des migrations, faisant intervenir tous les pays situés sur le continuum migratoire, peut contribuer à remédier au problème de la migration irrégulière, et notamment au trafic illicite de migrants et à la traite des êtres humains, à réduire au minimum les répercussions négatives de la migration irrégulière et à préserver l'intégrité du phénomène migratoire en tant que processus social naturel. L'OIM aide les gouvernements à mettre au point et à appliquer des politiques, des législations et des mécanismes administratifs en matière migratoire capables de renforcer la gestion des migrations, tout en aidant les migrants par des moyens qui répondent à leurs besoins de protection et s'accordent avec les sensibilités relatives au genre et à l'âge, ainsi qu'avec le besoin d'autonomie. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : aide au retour profitant à la fois aux migrants et aux gouvernements ; lutte contre la traite ; et coopération technique en matière de gestion et de renforcement des capacités dans le domaine migratoire.

49. **Migration assistée :** L'OIM fournit des conseils politiques et techniques aux gouvernements concernant la régulation de la migration de main-d'œuvre et autres mouvements migratoires, et élabore des programmes visant à aider les gouvernements et les migrants en matière de recrutement, de formation linguistique, d'orientation culturelle précédant le départ, de services de soutien préconsulaires, d'accueil à l'arrivée, et d'intégration. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : migration de main-d'œuvre ; et traitement des dossiers et intégration des migrants (y compris les services de soutien préconsulaires et la formation des migrants).

50. **Politiques migratoires et recherche :** Les recherches effectuées par l'OIM sur les questions migratoires visent à améliorer la fourniture de programmes aux Etats Membres et à faire connaître et comprendre les questions relatives à la migration internationale. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : activités en matière de politiques migratoires ; et recherche et publications sur la migration.

51. **Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations :** Ce sont des programmes spécialisés de portée mondiale, au titre desquels une indemnité est versée aux demandeurs qui satisfont aux critères indiqués. L'OIM assure en outre des services d'assistance juridique et technique et de renforcement des capacités dans les domaines relatifs à la restitution des biens et aux dédommagements massifs des victimes, à l'intention des gouvernements nationaux et transitoires et des acteurs internationaux engagés dans la consolidation de la paix dans les situations d'après-conflit et dans le relèvement à la suite de catastrophes nationales.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE

Entité présentant les états financiers

52. Outre les services relatifs aux migrations décrits plus haut et présentés dans ces états financiers, l'OIM fournit des services financiers aux Consultations intergouvernementales sur la migration, l'asile et les réfugiés et au Forum mondial sur la migration et le développement, qui font l'objet d'états financiers distincts présentés à leurs organes directeurs respectifs. Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct, et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM – voir l'appendice 9.

Base utilisée pour l'établissement des états financiers

53. Les états financiers et les tableaux et notes y afférents sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

54. Pour établir des états financiers conformément aux normes IPSAS, il faut recourir à des estimations et hypothèses qui se répercutent sur les montants de l'actif et du passif présentés à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges indiqués durant l'exercice considéré. Citons, à titre d'exemple, les hypothèses relatives à l'assurance médicale à prestations définies et à d'autres obligations en matière de prestations postérieures à l'emploi ; les risques financiers liés aux montants à recevoir ; ainsi que les estimations des produits et charges constatés par régularisation. Bien que ces estimations et hypothèses reposent sur la connaissance que possède la Direction des événements et actions en cours, il se peut que les résultats réels s'écartent finalement de ces estimations.

55. Sauf indication contraire, les états financiers, les notes y afférentes, ainsi que les appendices consolident le programme administratif et les programmes d'opérations.

56. Des tableaux supplémentaires ont été ajoutés, notamment en ce qui concerne le programme administratif, dont le budget est libellé en francs suisses conformément au Règlement financier. Par ailleurs, un état supplémentaire de la performance financière et de rapprochement budgétaire concernant le programme administratif, exprimé en francs suisses, est également reproduit (Etat V. b).

Mise en œuvre de nouvelles normes IPSAS

57. Toutes les normes IPSAS en vigueur à la date de clôture ont été appliquées. La norme IPSAS 39, Avantages du personnel, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018, et la norme IPSAS 40, Regroupements d'entreprises dans le secteur public, le 1^{er} janvier 2019.

Base d'évaluation

58. Les principes comptables adoptés pour évaluer et présenter la performance financière et la situation financière conformément à la comptabilité d'exercice s'appuient, aux fins de l'établissement des présents états financiers, sur les coûts d'origine ou, selon le cas, la juste valeur.

59. L'OIM applique les méthodes comptables particulières énoncées ci-après qui influent dans une large mesure sur l'évaluation de la performance et de la situation financières.

Opérations en monnaies étrangères

60. Toutes les opérations conclues dans d'autres monnaies sont converties en dollars E.-U. sur la base des taux de change des Nations Unies en vigueur à la date de la transaction. Les profits et pertes réalisés ou non réalisés résultant de l'exécution de telles opérations ou de la conversion, à la date de clôture, d'actifs financiers et de passifs financiers libellés dans des devises autres que le dollar E.-U. sont enregistrés, dans un premier temps, dans l'état de la situation financière, puis inclus dans la réserve de conversion monétaire.

61. Les contributions assignées réglées par les Etats Membres sont déterminées en francs suisses conformément au Règlement financier.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

62. La notion de trésorerie et d'équivalents de trésorerie englobe les fonds en caisse et les dépôts à vue conservés pendant une période de 90 jours au plus. D'une manière générale, les disponibilités sont conservées dans des comptes contrôlés par le Siège pour maximiser le potentiel d'intérêts créditeurs. Les intérêts ainsi produits sont portés au crédit des programmes appropriés. Des codes de projet distincts sont utilisés pour contrôler et présenter la performance financière d'activités entreprises par l'Organisation pour le compte d'Etats Membres et d'autres donateurs, de préférence à des comptes bancaires distincts, afin de bien rendre compte de toutes les dépenses liées aux projets.

Placements à court terme

63. Conformément au Règlement financier, les fonds qui ne doivent pas être utilisés immédiatement sont placés dans des dépôts à terme dont l'échéance est supérieure à 90 jours, ou investis dans des placements fortement liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les intérêts ainsi produits sont portés au crédit des programmes appropriés. Les placements à court terme sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**Créances**

64. Les créances sont indiquées à leur valeur estimée de réalisation après provision pour créances douteuses et irrécouvrables. Une provision pour créances douteuses liée aux contributions assignées est enregistrée pour toutes les contributions restant dues depuis deux ans ou plus. Les créances à recouvrer auprès des Etats Membres qui ont négocié un échéancier de paiement à long terme sont calculées initialement à leur juste valeur puis, ultérieurement, évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les sommes dues depuis plus de douze mois à compter de la date de clôture conformément à l'échéancier de paiement sont considérées comme des créances à long terme. Les contributions volontaires à recevoir sont considérées comme des créances « à court terme » si l'accord conclu avec le donateur dispose que le paiement doit être reçu dans les douze mois suivant la date de clôture, ou comme des créances « à long terme » si la contribution, en tout ou partie, n'est due que douze mois après la date de clôture. Pour toutes les autres créances, une provision pour créances douteuses est constituée après examen des montants restant dus à la date de clôture.

65. Toutes avances (ou acomptes) versées par l'OIM à des fournisseurs, des partenaires d'exécution, des membres du personnel, etc. (par exemple, compagnies aériennes, compagnies d'assurance, organisations non gouvernementales locales (ONG)) sont enregistrées comme des créances envers l'Organisation jusqu'à ce que les biens soient remis, les services fournis ou les montants remboursés, selon le cas.

Stocks

66. Le coût des stocks, tels que les stocks mondiaux d'articles non alimentaires détenus dans des entrepôts de prépositionnement en vue de leur transfert futur aux projets et, par la suite, de leur distribution aux bénéficiaires, est évalué au coût le plus bas ou au coût de remplacement actuel. Il est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et englobe les dépenses engagées pour acquérir les stocks et celles afférentes à l'acheminement des stocks jusqu'à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent (par exemple, coût d'achat, transport depuis le fournisseur jusqu'à l'entrepôt, coûts des surestaries, taxes non remboursées et droits de douane). Dans le cas des stocks acquis au titre d'une opération sans contrepartie directe (par exemple, des contributions en nature), la valeur juste à la date d'acquisition est réputée en être le coût.

67. L'OIM vérifie régulièrement ses stocks mondiaux d'articles prépositionnés pour déterminer les quantités disponibles, leur valeur, et les quantités utilisées. Si la vérification fait apparaître des pertes estimatives ou réelles découlant de stocks excédentaires ou obsolètes ou d'une baisse de la valeur des stocks mondiaux d'articles prépositionnés, la valeur est réduite en comptabilisant dans l'état de la performance financière une imputation pour dépréciation.

68. L'OIM achète aussi des articles non alimentaires et alimentaires avec les fonds de donateurs affectés à des projets particuliers. Ces articles sont généralement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM.

Immeubles de placement

69. Les immeubles de placement sont évalués à leur juste valeur, déterminée par une évaluation indépendante. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état de la performance financière. A la vente des immeubles de placement, toute différence entre la valeur comptable nette et le montant effectivement obtenu à la vente est comptabilisée dans l'état de la performance financière

Immobilisations corporelles

70. Les terrains et les bâtiments ont été comptabilisés à leur juste valeur (c'est-à-dire le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale), déterminée par des experts indépendants conformément aux règles d'évaluation internationales.

71. Les améliorations locatives sont comptabilisées à leur coût d'origine et présentées à leur valeur nette comptable. Elles sont capitalisées et comptabilisées à l'actif si leur coût est supérieur ou égal à un seuil fixé à 100 000 dollars E.-U..

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

72. Les autres actifs présentant pour l'Organisation un avantage économique ou un potentiel de service futur sont capitalisés si le coût total d'acquisition est égal ou supérieur à 5 000 dollars E.-U..

73. Les dons en nature importants sont comptabilisés à leur juste valeur au moment du don (lorsque la valeur est égale ou supérieure à 5 000 dollars E.-U.), dès lors que ces actifs auraient été sinon achetés par l'OIM. Un montant équivalent à la juste valeur de tels actifs est simultanément comptabilisé en produit pendant la période considérée au cours de laquelle l'OIM reçoit les biens. La juste valeur de tels actifs est dépréciée par voie d'amortissement pendant la durée d'utilité desdits actifs.

74. L'amortissement des actifs (autres que les terrains) est calculé selon la méthode linéaire pendant leur durée d'utilité estimative, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Classe d'actifs	Durée d'utilité estimative
Terrains	Aucun amortissement
Bâtiments	30-50 ans
Bâtiments – structures mobiles	3-5 ans
Véhicules	3-10 ans
Communications et TI	3-7 ans
Mobilier et agencements	3-12 ans
Améliorations locatives	10 ans ou durée du bail (la période la plus courte étant retenue)

75. L'amortissement est calculé à compter de la date d'acquisition jusqu'à la sortie de l'actif. Les gains ou pertes découlant de la sortie, déterminés après comparaison du produit éventuel avec la valeur comptable, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

76. Chaque bureau effectue des tests de dépréciation pour tous ses actifs lors de l'inventaire annuel des immobilisations incorporelles.

77. Il convient de noter qu'aux fins de présentation des rapports financiers aux donateurs, l'OIM continuera d'appliquer la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée et passera intégralement les immobilisations corporelles en charges au moment de leur acquisition afin d'éviter tout déficit, étant donné le mode de financement de l'Organisation consistant à imputer les dépenses au budget des projets.

Actifs incorporels

78. Les actifs incorporels s'entendent principalement des logiciels acquis, capitalisés lorsque le coût total d'acquisition est égal ou supérieur à 5 000 dollars E.-U., ainsi que des logiciels conçus en interne, capitalisés si le coût total de développement est égal ou supérieur à 100 000 dollars E.-U.. Les actifs incorporels ont été comptabilisés prospectivement à compter du 1^{er} janvier 2012, en conformité avec les dispositions transitoires d'IPSAS. Les dépenses engagées avant cette date avaient été passées en charges précédemment.

79. Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût, moins l'amortissement cumulé et la dépréciation. Les actifs incorporels qui ont été donnés sont, le cas échéant, comptabilisés au coût, compte tenu de leur juste valeur à la date d'acquisition.

80. L'amortissement des actifs incorporels est calculé selon la méthode linéaire pendant leur durée d'utilité estimative, comme indiqué dans le tableau suivant.

Classe d'actifs	Durée d'utilité estimative
Logiciels acquis	3 ans
Logiciels conçus en interne	6-10 ans

81. L'amortissement est calculé à compter de la date d'acquisition en ce qui concerne les logiciels acquis, et à compter de la date d'installation en ce qui concerne les logiciels conçus en interne. Les gains ou pertes découlant de la sortie, déterminés après comparaison du produit éventuel avec la valeur comptable, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

Produits différés (versements effectués avant fourniture/exécution)

82. Les contributions volontaires à affectation spéciale réservées par les donateurs à des programmes d'opérations sont considérées comme des produits différés et sont comptabilisées une fois que les services exigés conformément aux conditions énoncées dans les accords passés avec les donateurs de contributions volontaires sont exécutés.

83. Les contributions assignées reçues avant l'année à laquelle s'applique le barème des quotes-parts sont comptabilisées comme des produits différés.

84. Certains répondants de migrants et certains migrants eux-mêmes versent d'avance des sommes destinées à couvrir les frais de transport et autres dépenses autorisées. Les montants ainsi reçus sont assimilés à des encaissements anticipés jusqu'à ce que les services visés soient fournis.

Avantages du personnel

85. Conformément à la résolution du Conseil n° 1130 du 2 décembre 2005 et à la résolution 61/240 de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Organisation est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et d'autres prestations connexes.

86. La CCPPNU est un régime à prestations déterminées multiemployeurs. Comme indiqué à l'article 3 b) des Statuts de la Caisse, les institutions spécialisées et toutes autres organisations intergouvernementales internationales qui appliquent le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées peuvent s'affilier à la Caisse.

87. Ce régime expose les organisations qui lui sont affiliées à des risques actuariels liés au personnel actif et à la retraite d'autres organisations affiliées, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable pour répartir les obligations, les actifs de régime et les coûts entre les diverses organisations affiliées. L'OIM et la CCPPNU, de même que les autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la part qui revient à l'OIM des obligations, actifs de régime et coûts liés au régime avec une fiabilité suffisante aux fins de comptabilité. C'est pourquoi l'OIM a enregistré ce régime comme un régime à cotisations définies, conformément aux prescriptions de la norme IPSAS 25 - Avantages du personnel. Les cotisations de l'OIM à la Caisse durant l'exercice financier sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

88. Selon les droits des divers membres du personnel, les autres obligations au titre des avantages du personnel sont les suivantes :

- Les indemnités dues à la cessation de service :
 - Congés annuels non utilisés, voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels. Ces éléments sont calculés sur la base des droits réels à l'aide des barèmes des traitements et des estimations de coûts.
 - Allocations de rapatriement et prestations dues à la cessation de service (par exemple, indemnités de départ). Ces éléments sont calculés sur la base d'une évaluation actuarielle indépendante et annuelle.
- Les régimes à prestations définies après la cessation de service, à savoir la contribution de l'OIM aux primes d'assurance maladie après la cessation de service versées au personnel à la retraite de la catégorie des administrateurs et à celui de la catégorie des services généraux participant. Ces éléments sont calculés sur la base d'une évaluation actuarielle indépendante et annuelle. Le passif au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est une obligation au titre des prestations définies qui est comptabilisée à l'aide de la méthode du corridor, qui consiste à amortir, pendant la durée moyenne restante de service du personnel actif, pour chaque prestation, des montants représentant jusqu'à 10 % des écarts de l'obligation au titre des prestations définies se rapportant aux variations des hypothèses actuarielles.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

- Le passif net envers l'OIM est calculé à l'aide de la méthode du corridor, selon laquelle les écarts actuariels sont comptabilisés uniquement s'ils sont de 10 % supérieurs à la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies. La norme IPSAS 39, qui prendra effet le 1^{er} janvier 2018, exigera de comptabiliser immédiatement les gains et les pertes résultant des ajustements actuariels dans un élément distinct de l'actif net. Si la norme IPSAS 39 avait été en vigueur en 2017, la perte actuarielle non comptabilisée de 12,4 millions de dollars E.-U. aurait dû être comptabilisée dans l'état de la situation financière comme une augmentation du passif au titre des avantages du personnel et comme une diminution de l'actif net. L'impact effectif de cette norme en 2018 dépendra du taux d'actualisation déterminé en fonction des conditions du marché financier en vigueur à ce moment-là, ainsi que d'éventuels changements dans les hypothèses actuarielles concernant le taux tendanciel des dépenses de santé et les caractéristiques démographiques du personnel visé en activité ou à la retraite.
- Autres sommes à payer au personnel : traitements et prestations non versés, remboursements dus, etc., à la date de clôture.

89. Les indemnités dues à la cessation de service et les prestations dues après la cessation de service sont collectivement appelées indemnités de cessation de service. Les avantages du personnel devant être payés dans un délai de douze mois suivant la date de clôture sont considérés comme un passif à court terme, et ceux devant être payés plus de douze mois après la date de clôture, comme un passif à long terme.

Sommes dues aux fournisseurs

90. D'une manière générale, l'OIM paie les biens et les services après remise et exécution. Les biens et services sont enregistrés simultanément comme des charges et comme une obligation due au fournisseur. Cette catégorie de sommes dues englobe les provisions pour charges constatées constituées pour d'importants services liés à la consommation (par exemple les coûts des communications et des services essentiels) pour lesquels la facture est reçue après le 31 décembre, et dont le coût peut être estimé avec fiabilité sur la base de factures de fournisseurs récentes.

Coûts d'emprunt

91. Tous les coûts supportés dans le cadre d'un emprunt de fonds sont traités comme des charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus. Aucun coût d'emprunt n'a été capitalisé durant l'exercice considéré.

Provisions

92. Une provision est généralement comptabilisée quand l'Organisation a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour honorer l'obligation et que le montant de celle-ci peut être estimé de manière fiable.

Produits

- **Produits sans contrepartie directe**

93. Les contributions assignées à la partie administrative du budget sont comptabilisées au début de l'exercice auquel se rapporte la quote-part. Le montant des produits est déterminé sur la base du budget approuvé et du barème des traitements approuvé par le Conseil.

94. Les contributions volontaires sont comptabilisées dès la signature d'un accord contraignant avec le donateur. Les produits sont comptabilisés immédiatement lorsque la contribution est sans affectation spéciale ou qu'il n'est posé aucune condition exigeant que les fonds soient utilisés comme il est indiqué dans l'accord ou qu'ils soient rendus à l'entité contributrice. Si des conditions sont posées, les produits sont comptabilisés uniquement après qu'il a été satisfait auxdites conditions du fait de la dépense de la contribution conformément aux dispositions de l'accord. Jusqu'au moment où il est satisfait à ces conditions, un passif (produits différés) est comptabilisé. Les contributions volontaires qui ne font pas l'objet d'un accord contraignant sont comptabilisées en produits à leur réception.

95. Les biens reçus en nature sont comptabilisés à leur juste valeur, calculée à la date à laquelle les actifs donnés sont acquis.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

- Produits avec contrepartie directe

96. Les produits découlant des commissions demandées aux migrants et aux réfugiés qui financent eux-mêmes leur voyage ou à leurs répondants, ou prélevées au titre d'arrangements contractuels de facturation, sont comptabilisés après exécution du service pour lequel la commission est demandée. Un passif est constitué, correspondant au montant estimatif des commissions remboursables aux demandeurs. Des intérêts créditeurs sont comptabilisés au prorata du temps écoulé au cours duquel ils s'accumulent, compte tenu du rendement effectif.

Charges

97. Les charges sont comptabilisées au moment où il est confirmé que les biens et les services (y compris les services convenus, fournis par les partenaires d'exécution) ont été remis ou exécutés.

98. Avec les fonds provenant des donateurs, l'OIM achète des articles non alimentaires et alimentaires généralement en vue de les distribuer lors d'interventions de secours consécutivement à des catastrophes naturelles et dans d'autres situations d'urgence analogues. En tant que tels, les stocks de l'OIM au 31 décembre (non compris les articles de stocks mondiaux détenus dans des entrepôts de prépositionnement) de n'importe quelle année sont normalement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM. Les contributions en nature importantes sont évaluées à leur juste valeur au moment où elles sont données, dès lors qu'elles auraient été sinon achetées par l'Organisation. L'OIM est en outre mandatée par d'autres organisations (par exemple, d'autres institutions des Nations Unies, des ONG) pour distribuer des articles en leur nom. Elle n'enregistre pas ces articles dans les comptes puisque ces fournitures et matériels ne lui permettent pas de tirer des avantages économiques et sont dépourvus de tout potentiel de service.

99. Le matériel acheté pour les bénéficiaires dans le cadre, entre autres, de projets de développement communautaire et économique ou de gestion intégrée des frontières est intégralement passé en charges au moment de l'acquisition. Un suivi est effectué via PRISM aux fins de contrôle interne depuis l'acquisition jusqu'à la cession officielle (par acte de donation signé).

Contrats de location

100. Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple lorsqu'une part significative des risques et avantages attachés à la propriété revient au bailleur. Les paiements effectués au titre de contrats de location simple (nets de toutes mesures incitatives de la part du bailleur) sont comptabilisés dans l'état de la performance financière sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Imposition

101. L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif qui est généralement exonérée de toute imposition dans les pays qui lui ont accordé l'ensemble des privilèges et immunités. Dans les autres pays, les impôts qui ont été payés peuvent être remboursés.

Instruments financiers

102. Un instrument financier s'entend de tout contrat qui donne lieu à la fois à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité. Un instrument financier est décomptabilisé lorsque le droit de recevoir d'une autre entité des flux de trésorerie liés à un actif financier, ou l'obligation de remettre à une autre entité des flux de trésorerie liés à un passif financier sont éteints.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

103. A l'OIM, les actifs financiers s'entendent :

- a) De la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus pendant moins de 90 jours, qui sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture.
- b) Des placements à court terme, qui sont des actifs financiers détenus pendant plus de 90 jours mais moins d'un an, ou contenant des options de vente qui permettent à l'Organisation de racheter les placements à intervalles de 90 jours à leur valeur nominale intégrale, et qui sont classés comme des actifs à court terme dès lors que les dates d'échéance se situent dans un délai de douze mois à compter de la date de clôture.
- c) Des créances inconditionnelles, comprenant les contributions assignées et les autres sommes à recevoir en espèces. Les créances à court terme sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances à long terme concernant les arriérés de paiement des Etats Membres sont évaluées à leur valeur nominale, minorée des provisions pour créances douteuses telles qu'estimées. Les créances assujetties à des conditions sont intégralement compensées par un élément de passif (produits différés) et ne sont pas considérées comme des instruments financiers puisqu'elles sont comptabilisées tout à la fois comme un actif financier et comme un passif financier correspondant pour l'Organisation.
- d) Des produits dérivés, qui permettent de gérer les flux de trésorerie à court terme en monnaie étrangère provenant des contributions volontaires de donateurs versées dans des monnaies autres que le dollar E.-U.. Tous les produits dérivés sont comptabilisés en « juste valeur par excédent ou déficit » compte tenu des gains ou pertes réalisés durant l'exercice, enregistrés dans l'état de la performance financière. Conformément à la norme IPSAS 29 – Financial Instruments : Recognition and Measurement, les gains ou pertes non réalisés à la date de clôture sont enregistrés dans l'état de la performance financière, et en tant qu'actifs (s'il s'agit de gains) ou passifs (s'il s'agit de pertes) dans l'état de la situation financière.

104. A l'OIM, le passif financier comprend :

- a) Les sommes à payer – évaluées à leur valeur nominale en raison de leur caractère à court terme ;
- b) Les emprunts (prêts) – évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Passif éventuel

105. Aux fins de transparence, des informations sur le passif éventuel sont communiquées dans les notes aux états financiers. Le passif éventuel se définit comme suit :

- a) Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ; ou
- b) une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée parce que :
 - i) il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service soit nécessaire pour éteindre l'obligation ; ou
 - ii) le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

NOTE 3 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

106. Des dépôts en espèces sont généralement détenus dans des comptes courants pour éteindre des obligations courantes. Les sommes qui ne doivent pas être immédiatement utilisées sont déposées sur des comptes portant intérêt (90 jours au maximum).

NOTE 3 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (suite)

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Encaisse	512 189	766 433
Dépôts en banque – Non soumis à des restrictions	642 133 167	504 981 691
Total de l'encaisse non soumise à restrictions	642 645 356	505 748 124
Fonds de dotation Sasakawa (note 13)	2 000 000	2 000 000
Total de l'encaisse soumise à restrictions – Fonds d'affectation spéciale	2 000 000	2 000 000
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	644 645 356	507 748 124

107. Environ 70 % de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus à la date de clôture étaient conservés dans des comptes contrôlés par le Siège. Globalement, 80 % environ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie étaient libellés dans des monnaies autres que le dollar E.-U..

108. L'OIM ne dispose pas de lignes de crédit confirmées mais a passé un nombre limité d'accords de découverts informels avec des banques qui possèdent des fonds de l'Organisation en dépôt. Ces accords peuvent être résiliés par les banques à tout moment.

NOTE 4 : PLACEMENTS A COURT TERME

109. Les placements à court terme sont des instruments détenus pendant une période supérieure à 90 jours, qui sont classés en tant qu'actifs courants car ils arrivent à échéance dans les 12 mois suivant la date de clôture. Au 31 décembre 2017, l'Organisation détenait des dépôts à court terme et des fonds communs de placement pour un montant équivalent à 425 018 405 dollars E.-U. (contre 311 365 629 dollars E.-U. en 2016), ainsi qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous.

	(en équivalent dollars E.-U.)					
	2017			2016		
	90 à 180 jours	Plus de 180 jours	Total	90 à 180 jours	Plus de 180 jours	Total
Dépôts à court terme						
USD	30 012 192	235 102 597	265 114 789	10 000 000	140 000 000	150 000 000
EUR		59 737 157	59 737 157		125 828 330	125 828 330
GBP					28 151 775	28 151 775
CAD		3 968 254	3 968 254	7 385 524		7 385 524
Fonds communs de placement						
USD	96 198 205		96 198 205			
Total	126 210 397	298 808 008	425 018 405	17 385 524	293 980 105	311 365 629

NOTE 5 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES

110. Les contributions assignées dues représentent des sommes non recouvrées relevant du programme administratif. Le Conseil établit le budget et, par conséquent, les montants dus en francs suisses par chaque Etat Membre chaque année. Les créances sont réputées être à court terme (ce sont les contributions censées être reçues au cours de l'exercice suivant), sauf si un échéancier de paiement à long terme a été négocié avec un Etat Membre pour lui permettre de s'acquitter de ses arriérés. Les montants dus au titre d'un tel échéancier de paiement à long terme au cours d'exercices financiers ultérieurs à l'exercice suivant sont considérés comme des créances à long terme. Pour de plus amples informations, voir l'appendice 2 – Contributions assignées restant dues. Pour les contributions reçues d'avance, voir la note 11 : Produits différés (contributions reçues d'avance).

111. Les sommes à recevoir de la part de gouvernements et d'institutions bénévoles au titre d'interventions ont augmenté en 2017 pour passer à 149,63 millions de dollars E.-U. (contre 160,24 millions de dollars E.-U. en 2016), dont 90,31 millions de dollars E.-U. (compte tenu des réévaluations) de créances facturées (contre 91,42 millions de dollars E.-U. en 2016), et 59,32 millions de dollars E.-U. de créances non facturées (contre 68,82 millions de dollars E.-U. en 2016). Sur les créances facturées au 31 décembre 2017, 69,7 millions de dollars E.-U. avaient été reçus au 31 mars 2018.

112. Les créances facturées (y compris leur réévaluation) au 31 décembre 2017 sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Créances sur	Dollars E.-U.	
	Créances facturées en 2017	Entrées de trésorerie ultérieures jusqu'au 31 mars 2018
Etats-Unis	32 220 389	31 991 071
Canada	15 220 125	15 029 053
Commission européenne	10 880 768	7 623 632
Allemagne	7 849 006	6 295 985
Italie	7 200 305	1 902 712
Philippines	4 205 820	
Australie	2 497 125	1 237 242
Organisations et fonds des Nations Unies	2 208 838	348 546
Colombie	1 497 802	1 374 845
Autres	6 532 999	3 910 472
Total	90 313 177	69 713 558

113. L'Administration suit régulièrement avec les donateurs la question des sommes à recevoir. Des retards se produisent lorsque les donateurs exigent un rapport détaillé et/ou une vérification des comptes, ou lorsqu'ils mettent du temps à examiner le rapport et à donner leur accord.

114. Au 31 décembre 2017, les créances facturées à recevoir par l'Organisation depuis plus d'un an s'élevaient à 6,92 millions de dollars E.-U. (contre 10,7 millions de dollars E.-U. en 2016). Le tableau ci-dessous récapitule, par ordre croissant, les créances facturées, dont la majorité (77 %) sont à moins de 120 jours.

NOTE 5 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES (suite)

Ventilation des créances facturées, y compris les réévaluations
et non compris les remboursements/annulations de factures
(en millions de dollars E.-U.)

< 30 jours	31 à 120 jours	121 à 365 jours	> 1 an	TOTAL
50,35	18,72	14,32	6,92	90,31
56 %	21 %	16 %	7 %	100 %

115. Le tableau ci-après récapitule les sommes à recevoir et les provisions pour créances douteuses correspondantes.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Créances à court terme		
Créances – Contributions volontaires – Donateurs	149 633 844	160 239 380
Contributions volontaires nettes dues	149 633 844	160 239 380
Créances – Contributions assignées	8 078 422	4 271 318
A déduire : provisions pour créances douteuses	(3 669 401)	(1 857 141)
Contributions assignées nettes dues	4 409 021	2 414 177
Créances – Autres	12 805 224	15 139 061
A déduire : provisions pour créances douteuses	(529 158)	(259 699)
Créances nettes – Autres	12 276 066	14 879 362
Total partiel : Créances à court terme	166 318 931	177 532 919
Créances à long terme		
Créances – Contributions assignées	427 726	456 743
Créances – Autres	2 829 567	2 305 831
Total partiel : Créances à long terme	3 257 293	2 762 574
Total des créances	169 576 224	180 295 493

116. Les autres créances à court terme et à long terme issues d'opérations avec contrepartie directe sont principalement des sommes à recevoir de fournisseurs, à hauteur de 8,4 millions de dollars E.-U. (contre 12,3 millions de dollars E.-U. en 2016), et d'autres impôts remboursables par les gouvernements hôtes, à hauteur de 5,2 millions de dollars E.-U. (contre 4,4 millions en 2016), ainsi que des intérêts courus, à hauteur de 2 millions de dollars E.-U. (contre 0,7 million de dollars E.-U. en 2016).

NOTE 6 : STOCKS

117. Les mouvements des stocks mondiaux d'articles prépositionnés pendant la période considérée (2017) sont présentés dans le tableau ci-après.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Solde au 1^{er} janvier	272 716	144 723
Ajouts	375 039	716 932
Transfert aux projets aux fins de distribution aux bénéficiaires	(641 653)	(588 588)
Annulations	(122)	(351)
Solde au 31 décembre	5 980	272 716

NOTE 7 : IMMEUBLES DE PLACEMENT

118. Le 6 septembre 2016, l'OIM a acquis un appartement situé à Meyrin, une commune du Canton de Genève (Suisse), dont il lui a été fait don librement. La juste valeur de cet appartement, qui comprend un garage, a été fixée à 840 000 francs suisses (équivalant à 858 896 dollars E.-U.) selon une évaluation indépendante fondée sur les prix en vigueur sur un marché actif pour un bien immeuble comparable au même endroit et dans le même état. L'OIM détient l'appartement pour la vente. A sa connaissance, la législation ou la réglementation locale ne restreint pas son droit de réaliser pleinement le produit de la vente de ce bien.

NOTE 8 : AUTRES ACTIFS

119. Le tableau ci-après récapitule les autres actifs, qui consistent en acomptes fournisseurs, en dépôts de garantie et en gains non réalisés : instruments financiers – dérivés.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Créances à court terme		
Acomptes fournisseurs	112 649 582	62 829 846
Dépôts de garantie	1 269 555	867 082
Gains non réalisés : Instruments financiers – produits dérivés		826 040
Total partiel : Créances à court terme	113 919 137	64 522 968
Créances à long terme		
Dépôts de garantie	1 842 827	1 691 243
Total partiel : Créances à long terme	1 842 827	1 691 243
Total : autres actifs	115 761 964	66 214 211

120. Les acomptes fournisseurs de 112,65 millions de dollars E.-U. (contre 62,82 millions de dollars E.-U. en 2016) sont des avances faites aux partenaires d'exécution, fournisseurs, consultants et fournisseurs de services. L'augmentation de 49,83 millions de dollars E.-U. par rapport à 2016 est due pour l'essentiel à : des différences temporaires dans le versement des avances afférentes à l'assurance maladie des employés ; de nouvelles activités de projet au Pérou pour lesquelles des avances importantes doivent être versées aux fournisseurs ; et des avances faites aux partenaires d'exécution pour des projets en cours, notamment au Bangladesh, en République démocratique du Congo, au Nigéria et au Yémen.

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

121. L'Organisation est propriétaire de bâtiments à usage de bureaux dans six pays, à savoir l'Argentine, l'Australie, l'Etat plurinational de Bolivie, le Chili, le Pérou et la Suisse. Pour donner une idée exacte de la valeur des terrains et des bâtiments que possède l'OIM, ceux-ci ont été réévalués à leur juste valeur au 31 décembre 2016, déterminée sur la base d'évaluations indépendantes effectuées par des experts dans chacun des pays dans lesquels ils se trouvent. Ces évaluations, menées conformément aux règles d'évaluation internationales édictées par l'International Valuation Standards Council, comportaient des hypothèses quant aux conditions actuelles du marché. La différence nette entre le coût historique et le changement de la juste valeur ultérieure des bâtiments et des terrains, à hauteur de 23 073 889 dollars E.-U., est comptabilisée dans la réserve de réévaluation d'actifs, qui forme un élément distinct de l'actif net/capitaux propres. Aucun changement substantiel n'a été constaté dans les conditions du marché respectives, en 2017, qui justifierait de nouvelles évaluations du marché pour cette classe d'actifs.

122. En 2017, des actifs ont été donnés à l'OIM, dont la valeur est estimée à 47 666 dollars E.-U. (contre 51 020 dollars E.-U. en 2016). Ce montant a été comptabilisé dans l'année en tant qu'acquisition sous « Immobilisations corporelles ». La juste valeur de tels actifs est dépréciée par voie d'amortissement pendant la durée d'utilité desdits actifs.

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

123. Les immobilisations corporelles détenues en 2017 et en 2016 sont résumées dans les tableaux ci-dessous.

	Dollars E.-U.							
	Terrains	Bâtiments	Bâtiments – structures mobiles	Véhicules	Communications et TI	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût au 1 ^{er} janvier 2017	215 421	30 286 814	10 461 600	61 051 754	12 225 083	19 420 126	827 279	134 488 077
Acquisitions			1 276 474	5 866 090	1 599 936	3 250 745		11 993 245
Sorties			(465 407)	(4 914 006)	(1 282 233)	(1 896 938)		(8 558 584)
Transferts			(34 731)	(75 091)	16 306	54 623		(38 893)
Coût au 31 décembre 2017	215 421	30 286 814	11 237 936	61 928 747	12 559 092	20 828 556	827 279	137 883 845
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier 2017			(7 150 958)	(44 950 656)	(8 804 731)	(13 551 283)	(827 279)	(75 284 907)
Amortissement		(734 354)	(1 527 228)	(9 089 288)	(1 520 308)	(2 685 579)		(15 556 757)
Sorties			343 987	4 683 211	1 220 912	1 746 226		7 994 336
Transferts			10 387	15 391	(16 306)	(54 623)		(45 151)
Amortissement cumulé au 31 décembre 2017		(734 354)	(8 323 812)	(49 341 342)	(9 120 433)	(14 545 259)	(827 279)	(82 892 479)
Valeur comptable nette au 1 ^{er} janvier 2017	215 421	30 286 814	3 310 642	16 101 098	3 420 352	5 868 843		59 203 170
Valeur comptable nette au 31 décembre 2017	215 421	29 552 460	2 914 124	12 587 405	3 438 659	6 283 297		54 991 366

	Dollars E.-U.							
	Terrains	Bâtiments	Bâtiments – structures mobiles	Véhicules	Communications et TI	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût au 1 ^{er} janvier 2016	251 296	30 117 065	9 108 762	55 201 446	10 649 642	17 378 681	1 249 761	123 956 653
Acquisitions			1 532 081	9 448 218	1 892 237	2 629 721		15 502 257
Sorties			(179 243)	(3 632 950)	(329 081)	(606 676)	(422 482)	(5 170 432)
Transferts				35 040	12 285	18 400		65 725
Perte de réévaluation due aux fluctuations du taux de change	(96 901)	(1 826 701)						(1 923 602)
Réévaluation comptabilisée	61 026	1 996 450						2 057 476
Coût au 31 décembre 2016	215 421	30 286 814	10 461 600	61 051 754	12 225 083	19 420 126	827 279	134 488 077
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier 2016		(384 805)	(5 907 383)	(38 925 500)	(7 753 806)	(11 716 741)	(1 035 023)	(65 723 258)
Amortissement		(674 099)	(1 389 631)	(9 496 937)	(1 357 746)	(2 288 074)		(15 206 487)
Sorties			146 056	3 506 821	319 106	471 932	207 744	4 651 659
Transferts				(35 040)	(12 285)	(18 400)		(65 725)
Reprise de l'amortissement cumulé pour le bâtiment réévalué		1 058 904						1 058 904
Amortissement cumulé au 31 décembre 2016			(7 150 958)	(44 950 656)	(8 804 731)	(13 551 283)	(827 279)	(75 284 907)
Valeur comptable nette au 1 ^{er} janvier 2016	251 296	29 732 260	3 201 379	16 275 946	2 895 836	5 661 940	214 738	58 233 395
Valeur comptable nette au 31 décembre 2016	215 421	30 286 814	3 310 642	16 101 098	3 420 352	5 868 843		59 203 170

NOTE 10 : ACTIFS INCORPORELS

124. Les actifs incorporels sont résumés dans le tableau suivant :

	Dollars E.-U.					
	2017			2016		
	Logiciels acquis	Logiciels conçus en interne	Total	Logiciels acquis	Logiciels conçus en interne	Total
Coût au 1 ^{er} janvier	290 210	196 239	486 449	196 711	196 239	392 950
Acquisitions	139 535		139 535	93 499		93 499
En cours de développement		553 149	553 149			
Sorties	(11 306)		(11 306)			
Coût au 31 décembre	418 439	749 388	1 167 827	290 210	196 239	486 449
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier	(187 676)	(34 463)	(222 139)	(148 687)	(14 839)	(163 526)
Amortissement	(64 714)	(19 624)	(84 338)	(38 989)	(19 624)	(58 613)
Sorties	11 306		11 306			
Amortissement cumulé au 31 décembre	(241 084)	(54 087)	(295 171)	(187 676)	(34 463)	(222 139)
Valeur comptable nette au 1 ^{er} janvier	102 534	161 776	264 310	48 024	181 400	229 424
Valeur comptable nette au 31 décembre	177 355	695 301	872 656	102 534	161 776	264 310

125. Le bâtiment du Siège à Genève (Suisse) est situé sur un terrain mis à disposition par le canton de Genève pendant 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. Bien que l'Organisation ait le droit de céder ce bien à une autre organisation internationale, le canton pourrait refuser de donner son approbation sous certaines conditions. Les droits fonciers reviendront au canton à la fin du bail. Etant donné les diverses conditions auxquelles sont assujettis les droits d'utilisation du terrain et sa cession, les droits fonciers ne sont pas évalués en tant qu'actifs dans l'état de la situation financière.

NOTE 11 : PRODUITS DIFFERES (CONTRIBUTIONS RECUES D'AVANCE)

126. Les contributions reçues des donateurs avant exécution au titre des programmes d'opérations se sont élevées à 929 768 258 dollars E.-U. (contre 759 957 757 dollars E.-U. en 2016). Les contributions assignées reçues d'Etats Membres avant que ne prenne effet le barème des quotes-parts de l'année suivante au titre du programme administratif se sont élevées à 597 082 dollars E.-U. (contre 573 483 dollars E.-U. en 2016), comme indiqué dans le tableau suivant.

Etats Membres	Francs suisses
Bénin	25 340
Burkina Faso	50 967
République démocratique du Congo	2 998
Israël	38 285
Kirghizistan	3 630
Lesotho	1 512
Mali	101
Niger	1 709
Pologne	459 356
Vanuatu	43
Zimbabwe	5
Total des produits différés – Contributions assignées – Francs suisses	583 946
Total des produits différés – Contributions assignées – Dollars E.-U. (au taux de 0,978)	597 082

NOTE 11 : PRODUITS DIFFERES (CONTRIBUTIONS RECUES D'AVANCE) (suite)

127. Les autres contributions différées, reçues des migrants et des personnes couvrant leurs propres dépenses, et les acomptes des clients se sont élevés à 16 156 519 dollars E.-U. (contre 13 850 627 dollars E.-U. en 2016).

NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

128. Les indemnités de cessation de service sont la somme des indemnités dues par l'Organisation aux membres du personnel à la cessation de service en application du contrat d'emploi ou du Statut et Règlement du personnel. Ces indemnités englobent : la compensation des jours de congé non pris, les frais de rapatriement et de voyage pour le personnel international, les prestations pour cessation de service et les primes d'assurance maladie du personnel à la retraite. En ce qui concerne les obligations en matière d'indemnités de cessation de service qui se rapportent aux indemnités de départ, etc., voir la note 17 : Réserves

129. A sa soixante-douzième session, en novembre 1996, le Conseil a adopté une méthode budgétaire de financement des indemnités de cessation de service dues au personnel.

130. Au titre de la partie opérationnelle du budget, les indemnités de cessation de service versées au personnel sont financées moyennant un pourcentage fixe appliqué aux coûts salariaux. En 2016, ce pourcentage a été révisé par un actuaire, et fixé à 6 % avec effet au 1^{er} janvier 2017. Il est revu à intervalles réguliers pour vérifier qu'il reste adéquat.

131. Au titre de la partie administrative du budget, les indemnités de cessation de service sont financées moyennant une allocation annuelle calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2017, le budget alloué au titre des indemnités de cessation de service s'est élevé à 700 000 francs suisses (soit le même montant qu'en 2016), alors que les sommes effectivement versées se sont élevées à 1 007 436 francs suisses (contre 264 360 francs suisses en 2016). Il n'est pas possible de prévoir avec précision, lors de l'établissement du budget, le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation au cours de l'année suivante, ainsi que les prestations à leur verser. Le passif non provisionné concernant les avantages du personnel relevant de la partie administrative du budget s'élève à 14,3 millions de dollars E.-U. (contre 13,4 millions de dollars E.-U. en 2016).

132. Les membres du personnel (et les personnes à leur charge) affiliés au plan d'assurance maladie ou au plan médical peuvent bénéficier d'une assurance maladie après la cessation de service en vue de laquelle l'OIM contribue aux primes d'assurance.

133. La valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies pour l'assurance médicale après la cessation de service a été déterminée à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste notamment à actualiser les sorties futures de fonds estimées en appliquant un taux d'actualisation fondé sur des obligations de sociétés de premier rang.

134. Les provisions et les sommes dues au titre des prestations versées au personnel sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Sommes dues à court terme		
Sommes dues au titre des avantages du personnel	9 929 324	8 126 746
CCPPNU	17 620	52 920
Autres sommes à payer au personnel	5 310 606	4 538 236
Total partiel : Sommes dues à court terme	15 257 550	12 717 902
Sommes dues à long terme		
Sommes dues au titre des avantages du personnel	92 650 420	81 222 116
Total partiel : Sommes dues à long terme	92 650 420	81 222 116
Total des sommes dues au titre des avantages du personnel	107 907 970	93 940 018

NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

135. Les sommes dues au titre des avantages du personnel sont ventilées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
PASSIF A COURT TERME – Provision pour les avantages sociaux suivants :		
Compensation des congés annuels non pris	3 176 565	2 768 963
Prime de rapatriement	576 907	468 466
Voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels	1 347 975	1 166 471
Indemnités dues à la cessation de service	227 145	227 717
Retraite anticipée	10 080	14 804
Assurance maladie après la cessation de service – Plan d'assurance maladie	2 614 688	1 900 929
Assurance maladie après la cessation de service – Plan médical	1 975 964	1 579 396
Total partiel : Passif à court terme au titre des avantages du personnel	9 929 324	8 126 746
PASSIF A LONG TERME – Provision pour les avantages sociaux suivants :		
Compensation des congés annuels non pris	32 118 603	27 997 290
Prime de rapatriement	17 145 182	13 509 531
Voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels	13 629 525	11 794 315
Indemnités dues à la cessation de service	6 840 447	6 846 355
Retraite anticipée	101 918	149 686
Assurance maladie après la cessation de service – Plan d'assurance maladie	16 307 707	15 603 468
Assurance maladie après la cessation de service – Plan médical	6 507 038	5 321 471
Total partiel : Passif à long terme au titre des avantages du personnel	92 650 420	81 222 116
Total : Passif au titre des avantages du personnel	102 579 744	89 348 862

Hypothèses et méthodes actuarielles

136. Chaque année, l'OIM examine et choisit les hypothèses et méthodes qu'utilisera l'actuaire pour déterminer les besoins en matière de charges et de contributions au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des primes de rapatriement et des prestations dues à la cessation de service. Les hypothèses à la date de clôture servent à déterminer la valeur de l'obligation au titre des prestations définies à cette date ainsi que les charges pour pensions au cours de l'exercice suivant.

137. Le tableau ci-après présente les principales hypothèses financières utilisées au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2016.

	2017	2016
Taux d'actualisation		
Assurance maladie et plan médical (états de paiement en francs suisses)	0,60 %	0,60 %
Assurance maladie et plan médical (états de paiement en dollars E.-U.)	3,90 %	4,20 %
Prime de rapatriement	3,40 %	3,50 %
Indemnité de départ	3,40 %	3,50 %
Augmentations des salaires		
Personnel de la catégorie des administrateurs	3,50 %	3,01 %
Personnel de la catégorie des services généraux	5,44 %	5,60 %
Taux d'évolution des coûts médicaux	3,50 %	3,50 %

NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

138. Choix du taux d'actualisation : La méthode suivie pour fixer le taux d'actualisation, et notamment le taux utilisé pour actualiser les obligations en matière de prestations dues à la cessation de service (provisionnées et non provisionnées), rend compte de la valeur temps de l'argent. La monnaie et l'échéance de l'instrument financier choisi pour rendre compte de la valeur temps de l'argent sont conformes à la monnaie et à la durée estimative des obligations en matière de prestations dues à la cessation de service. Le taux d'actualisation correspond au calendrier estimatif du paiement des prestations. L'OIM a estimé que le marché des obligations d'entités de première qualité constituait la meilleure référence. Elle a pris en considération les conditions prévalant sur le marché des obligations au 31 décembre 2017 en Suisse, dans la zone euro et aux Etats-Unis. Le taux d'actualisation a été calculé comme un taux équivalent unique fondé sur les obligations de sociétés notées AA, déterminé à l'aide de la courbe de rendement harmonisée, mise au point par des actuaires à l'intention des entités des Nations Unies et compte tenu de la longévité du passif de l'OIM.

139. Choix du taux d'augmentation de la cotisation maladie : La méthode suivie pour fixer le taux d'augmentation de la cotisation maladie est fondée sur des hypothèses relatives aux coûts médicaux qui tiennent compte de l'évolution future estimative du coût des services médicaux sous l'effet tout à la fois de l'inflation et des changements particuliers survenus dans les coûts médicaux. Une entité estime les coûts médicaux futurs sur la base des données rétrospectives concernant sa propre expérience, complétées, le cas échéant, des données rétrospectives d'autres entités, compagnies d'assurance, fournisseurs de services médicaux ou autres sources.

140. Les tableaux ci-après contiennent des informations et une analyse complémentaires concernant les sommes dues au titre des avantages du personnel, telles que calculées par l'actuaire.

Rapprochement de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies	Dollars E.-U.				
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service	Plan médical après la cessation de service	Primes de rapatriement	Prestations dues à la cessation de service	Total
Valeur actuelle des obligations au 31 décembre 2017	27 149 483	12 632 397	17 722 089	7 067 592	64 571 561
Gain/(perte) actuariel(le) net(te) non comptabilisé(e)	(8 227 088)	(4 149 395)			(12 376 483)
Obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2017	18 922 395	8 483 002	17 722 089	7 067 592	52 195 078
Obligations au titre des prestations définies (années antérieures) au :					
31 décembre 2016	17 504 397	6 900 867	13 977 997	7 074 072	45 457 333
31 décembre 2015	17 359 139	6 069 437	15 390 822	7 342 359	46 161 757
31 décembre 2014	16 817 173	5 369 522	13 532 904	8 140 056	43 859 655

Rapprochement des obligations au titre des prestations définies	Dollars E.-U.				
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service	Plan médical après la cessation de service	Primes de rapatriement	Prestations dues à la cessation de service	Total
Obligations nettes au titre des prestations définies au 1 ^{er} janvier 2017	26 514 271	8 815 779	13 977 997	7 074 072	56 382 119
Coût des prestations au titre des services rendus en 2017	1 073 811	1 211 774			2 285 585
Charges financières pour 2017	827 118	367 622	468 466	227 717	1 890 923
Amortissement des pertes nettes (gains nets)	(281 682)	2 309 370	3 877 764	1 153 026	7 058 478
Prestations versées par le plan/la compagnie	(984 035)	(72 148)	(602 138)	(1 387 223)	(3 045 544)
Obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2017	27 149 483	12 632 397	17 722 089	7 067 592	64 571 561

NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

Dépenses annuelles pour 2017	Dollars E.-U.				Total
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service	Plan médical après la cessation de service	Primes de rapatriement	Prestations dues à la cessation de service	
Coût des prestations au titre des services rendus en 2017	1 073 811	1 211 774			2 285 585
Charges financières pour 2017	827 118	367 622	468 466	227 717	1 890 923
Amortissement des (gains)/pertes résultant du changement d'hypothèses actuarielles	501 104	74 887	3 877 764	1 153 026	5 606 781
Total des charges comptabilisées dans l'état de la performance financière au 31 décembre 2017	2 402 033	1 654 283	4 346 230	1 380 743	9 783 289

Sensibilité aux hypothèses d'évolution	Dollars E.-U.			
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service		Plan médical après la cessation de service	
	2017	2016	2017	2016
Tendance d'évaluation + 1 % (au début de l'exercice)	4,5 %	1,50 %-3,00 %	4,5 %	1,50 %-3,00 %
Montant du total des composantes du coût des prestations au titre des services rendus et des charges financières	2 166 836	1 350 183	1 824 033	1 136 892
Effet sur le total des composantes du coût des prestations au titre des services rendus et des charges financières	265 907	148 979	244 637	234 714
Tendance d'évaluation + 1 % (à la fin de l'exercice)	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %
Montant des obligations au titre des prestations définies	31 116 276	30 074 057	14 568 513	10 126 531
Effet sur les obligations au titre des prestations définies	3 966 793	3 559 786	1 936 116	1 310 752
Tendance d'évaluation - 1 % (au début de l'exercice)	2,5 %	0,00 %-1,00 %	2,5 %	0,00 %-1,00 %
Montant du total des composantes du coût des prestations au titre des services rendus et des charges financières	1 679 488	1 085 122	1 380 501	731 662
Effet sur le total des composantes du coût des prestations au titre des services rendus et des charges financières	(221 441)	(116 082)	(198 895)	(170 516)
Tendance d'évaluation - 1 % (à la fin de l'exercice)	2,5 %	2,50 %	2,5 %	2,50 %
Montant des obligations au titre des prestations définies	23 868 219	23 542 889	11 038 417	7 739 314
Effet sur les obligations au titre des prestations définies	(3 281 264)	(2 971 382)	(1 593 980)	(1 076 465)

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

141. Les Statuts de la CCPNU disposent que le Comité mixte doit faire procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte a pour pratique de faire procéder à une évaluation actuarielle tous les deux ans selon l'approche globale avec entrants. Ces évaluations ont essentiellement pour objet de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs de la Caisse seront suffisants au regard de ses obligations.

142. L'obligation financière de l'OIM envers la CCPNU consiste à verser sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (soit, actuellement, 7,9 % pour les participants et 15,8 % pour les organisations affiliées), ainsi que sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel, en vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut que l'Assemblée générale des Nations Unies ait invoqué les dispositions de l'article 26, après avoir déterminé que les avoirs de la Caisse ne sont pas suffisants pour couvrir ses engagements à la date de l'évaluation. Chaque organisation affiliée doit apporter pour couvrir ce déficit un montant proportionnel au total des cotisations qu'elle a payées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation.

NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

143. En 2017, la Caisse a constaté des anomalies dans les données de recensement utilisées pour l'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2015. Par conséquent, dérogeant au cycle biennal ordinaire, elle a extrapolé, au 31 décembre 2016, les données relatives à la participation arrêtées au 31 décembre 2013 pour établir ses états financiers de 2016. Une évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2017 est en cours.

144. L'extrapolation au 31 décembre 2016 des données relatives à la participation arrêtées au 31 décembre 2013 a donné un ratio de capitalisation de l'actif actuariel par rapport au passif actuariel de 150,1 % (contre 127,5 % dans l'évaluation effectuée en 2013), à supposer qu'il n'y ait pas d'ajustements de pension futurs. En tenant compte du système actuel d'ajustement des pensions, on obtenait un ratio de capitalisation de 101,4 % (91,2 % dans l'évaluation effectuée en 2013).

145. Après avoir évalué l'équilibre actuariel de la Caisse, l'actuaire-conseil a conclu qu'il n'y avait pas lieu, au 31 décembre 2016, de demander les paiements prévus, en cas de déficit, par l'article 26 des Statuts de la CCPPNU, étant donné que la valeur actuarielle des actifs était supérieure à la valeur actuarielle de l'ensemble des charges à payer par la Caisse. En outre, la valeur de réalisation des actifs était également supérieure à la valeur actuarielle de l'intégralité des droits échus à prestations à la date d'évaluation. Lors de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué la disposition de l'article 26.

146. Le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies vérifie chaque année les comptes de la CCPPNU et présente au Comité mixte de la Caisse un rapport sur ses audits chaque année. La CCPPNU publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés à l'adresse www.unjspf.org. En 2017, la cotisation de l'OIM à la Caisse s'est élevée à 36,5 millions de dollars E.-U. (contre 31,2 millions de dollars E.-U. en 2016).

NOTE 13 : MONTANTS A VERSER AUX FOURNISSEURS, AUX PARTENAIRES D'EXECUTION, AUX RESERVES DE CERTAINS ETATS MEMBRES, ETC.

147. Les montants à verser aux fournisseurs, aux partenaires d'exécution et aux réserves de certains Etats Membres sont résumés dans le tableau ci-après.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Montants à verser à court terme		
Montants à verser sur facture	128 077 559	105 408 739
Charges constatées	3 390 110	2 914 452
Total : Montants à verser aux fournisseurs et aux partenaires d'exécution	131 467 669	108 323 191

148. Les montants à verser sur facture concernent principalement les consultants, les partenaires d'exécution et les fournisseurs.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Montants à verser à court terme		
Remboursements dus	4 552 630	7 304 379
Pertes non réalisées - Produits financiers dérivés	393 762	
Autre passif	10 800 456	10 325 556
Total partiel : Autre passif à court terme	15 746 848	17 629 935
Montants à verser à long terme		
Fonds de dotation Sasakawa	2 000 000	2 000 000
Autre passif	1 315 592	1 321 926
Total partiel : Autre passif à long terme	3 315 592	3 321 926
Total : Autre passif	19 062 440	20 951 861

149. L'autre passif concerne principalement les montants à verser aux réserves des différents Etats Membres.

NOTE 13 : MONTANTS A VERSER AUX FOURNISSEURS, AUX PARTENAIRES D'EXECUTION, AUX RESERVES DE CERTAINS ETATS MEMBRES, ETC. (suite)

150. Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 aux fins de promouvoir l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et autres activités de migration pour le développement. En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation, le capital du Fonds doit rester intact en tout temps, et seuls les intérêts qu'il produit peuvent être utilisés pour financer des activités.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Solde de compte en fin d'exercice	2 000 000	2 000 000
Compte de produits		
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	16 700	7 500
Transferts du Fonds de dotation Sasakawa à des projets		
Fourniture d'abris et d'un espace sûr aux victimes de la traite à Madagascar	(16 700)	
Renforcement des capacités en matière de réparations et de restitution des biens fonciers et immobiliers		(7 500)
Solde du compte en fin d'exercice	0	0

NOTE 14 : EMPRUNTS

151. L'Organisation a emprunté des fonds au Canton de Genève pour acheter le bâtiment du Siège à Genève. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2017 s'est élevé à 368 600 francs suisses (comme en 2016). Le prêt en francs suisses est converti en dollars E.-U. au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Il ne porte pas d'intérêts, conformément à la décision du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse de ne pas exiger d'intérêts, seul le principal devant être remboursé. L'emprunt initial et les montants restant dus sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

	Francs suisses	
	2017	2016
Prêt du Gouvernement suisse	18 000 000	18 000 000
Remboursements cumulés	(12 102 372)	(11 733 772)
Solde du prêt – Francs suisses	5 897 628	6 266 228
Solde du prêt – Dollars E.-U.	6 030 294	6 113 393
- Remboursements à court terme	376 892	359 610
- Remboursements à long terme	5 653 402	5 753 783
Solde du prêt – Dollars E.-U.	6 030 294	6 113 393
Taux de change à la clôture de l'exercice (francs suisses/dollars E.-U.)	0.978	1.025

NOTE 15 : RESSOURCES REPORTEES

152. Selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), le résultat net des programmes d'opérations à la fin de 2017 est le suivant :

- a) Un excédent de 3 141 338 dollars E.-U. au titre du mécanisme de sécurité du personnel (contre 1 177 147 dollars E.-U. en 2016) ;
- b) Une augmentation de la réserve de revenus de soutien opérationnel de 4 131 435 dollars E.-U. (contre 7 830 918 dollars E.-U. en 2016), qui porte à 35 487 980 dollars E.-U. le montant total de la réserve (contre 31 356 545 dollars E.-U. en 2016).

NOTE 15 : RESSOURCES REPORTEES (suite)

153. Le montant des revenus de soutien opérationnel n'est pas prévisible. Il varie d'une année à l'autre, selon le niveau d'activités déployées. Ainsi, des fonds devront être retirés de cette réserve si le montant des revenus de soutien opérationnel disponibles à la fin de l'exercice financier est inférieur au budget approuvé après application de la moyenne triennale adoptée par les Etats Membres.

154. Conformément à la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012, et à la résolution du Conseil n° 1240 du 27 novembre 2012 portant approbation des décisions du Comité exécutif, les Etats Membres avaient approuvé l'utilisation de l'excédent cumulé de 557 251 francs suisses au 31 décembre 2008 pour financer des dépenses administratives exceptionnelles au Centre administratif de Manille. Sur cette somme, 403 878 francs suisses (316 955 dollars E.-U.) avaient été utilisés au 31 décembre 2017.

155. Les ressources reportées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.		
	2017	2016	Augmentation/ (diminution)
Ressources reportées – Excédent/(déficit)			
Programme administratif			
Ressources des exercices précédents	474 652	474 652	
Ressources de l'exercice en cours	(3 996 514)	(1 824 388)	2 172 126
Augmentation/(diminution) de l'excédent administratif – Exercices précédents	(529 967)	(529 967)	
Impact net de l'ajustement IPSAS	(11 139 092)	(11 139 092)	
Programme administratif : Ressources reportées	(15 190 921)	(13 018 795)	2 172 126
Programmes d'opérations			
Programmes d'opérations – Revenu de soutien opérationnel	35 487 980	31 356 545	(4 131 435)
Mécanisme de sécurité du personnel	7 494 907	4 353 569	(3 141 338)
Excédents/(déficits) cumulés	13 514 306	8 198 228	(5 316 078)
Impact net de l'ajustement IPSAS	20 911 490	22 131 292	1 219 802
Programmes d'opérations : Ressources reportées	77 408 683	66 039 634	(11 369 049)
Total partiel : Excédents/(déficits) cumulés	62 217 762	53 020 839	(9 196 923)
Excédents/(déficits) cumulés – Opérations avec contrepartie directe	36 529 904	34 165 818	(2 364 086)
Conversions monétaires (gains/pertes)	(28 310 477)	(88 671 137)	(60 360 660)
Total des ressources reportées	70 437 189	(1 484 480)	(71 921 669)

156. L'impact net de l'ajustement IPSAS précité, à hauteur de 1 219 802 dollars E.-U. en 2017, pour ce qui est des programmes d'opérations est le suivant : reprise des gains non réalisés sur les instruments financiers – produits dérivés comptabilisés, à hauteur de 826 040 dollars E.-U. en 2016 (voir la note 8), et comptabilisation des pertes non réalisées sur les instruments financiers – produits dérivés, à hauteur de 393 762 dollars E.-U. en 2017 (voir la note 13).

NOTE 16 : SOLDE CUMULATIF

157. Le solde cumulatif reporté selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Excédents/(déficits) cumulés		
Opérations sans contrepartie directe	62 217 762	53 020 839
Opérations avec contrepartie directe	36 529 904	34 165 818
Total partiel : Excédents/(déficits) cumulés	98 747 666	87 186 657
Conversions monétaires (gains/(pertes))	(28 310 477)	(88 671 137)
Total : Excédents/(déficits) cumulés	70 437 189	(1 484 480)

158. Le montant des conversions monétaires (gains/(pertes)) reporté selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Solde d'ouverture en début d'exercice	(88 671 137)	(86 483 702)
Gains/(pertes) de change réalisé(e)s	37 610 983	715 675
Gains/(pertes) de change non réalisé(e)s	21 529 875	(153 467)
Total partiel : Gains/(pertes) de change	59 140 858	562 208
Perte de réévaluation des bâtiments due à des fluctuations du taux de change (voir la note 9)		(1 923 602)
Instruments financiers – produits dérivés (voir les notes 8 et 13)	1 219 802	(826 040)
Solde de clôture en fin d'exercice	(28 310 477)	(88 671 137)

159. Le montant des conversions monétaires (gains/pertes), à hauteur de (28 310 477 dollars E.-U.) (contre 88 671 137 dollars E.-U. en 2016), représente principalement la réévaluation cumulée non réalisée des actifs et des passifs monétaires en devises étrangères converties en dollars E.-U., ainsi que les éventuels profits et pertes de change réalisés lors du règlement des montants à verser et à recevoir et les soldes des projets achevés enregistrés dans une devise autre que le dollar E.-U..

NOTE 17 : RESERVES

160. Les réserves reportées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Réserves		
Réserve pour cessation de service	72 103 614	70 889 676
Fonds de réponse rapide pour les transports	820 382	814 662
Réserve pour imprévus	1 000 000	1 000 000
Compte d'opérations d'urgence	129 594	129 594
Emprunts – Etats Membres	1 680 400	1 680 400
Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres de l'OIM (voir l'appendice 6)	311 553	311 553
Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	3 011 309	3 426 978
Total des réserves	79 056 852	78 252 863

NOTE 17 : RESERVES (suite)**Réserve pour cessation de service**

161. Des fonds ont été réservés pour couvrir d'autres besoins au titre des prestations de cessation de service. Par exemple, le Statut et Règlement du personnel prévoit que des indemnités de départ soient versées au personnel dont les contrats sont résiliés avant leur échéance. La part de la réserve des indemnités de cessation de service allouée à cette fin s'est élevée à 72 103 614 dollars E.-U. (contre 70 889 676 dollars E.-U. en 2016).

Fonds de réponse rapide pour les transports

162. Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à l'OIM d'assumer ses responsabilités telles que précisées dans cette note d'orientation, le Fonds de réponse rapide pour les transports a été établi en conformité avec le Bulletin général de l'OIM n° 1277 du 27 décembre 2000.

163. Il sera fait appel à ce Fonds dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fera clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins du transport de personnes avant l'arrivée de fonds en provenance de bailleurs. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'assurer le transport lors de rapatriements librement consentis, de mouvements de retour, de la réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM assumera la responsabilité d'organiser en temps opportun les transports par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

164. Toute utilisation dûment autorisée du Fonds sera considérée comme une avance sur le financement des activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le Fonds seront intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice	814 662	811 797
Contributions au Fonds		
Intérêts créditeurs	5 720	2 865
Total des contributions au Fonds	5 720	2 865
Remboursement des projets suivants au Fonds		
Réinstallation, dans la province de Lunda-Nord (Angola), de 15 000 réfugiés originaires de la République démocratique du Congo	436 819	
Transport de personnes déplacées – Malawi		100 000
Total des remboursements de projets au Fonds	436 819	100 000
Transferts du Fonds aux projets suivants		
Réinstallation, dans la province de Lunda-Nord (Angola), de 15 000 réfugiés originaires de la République démocratique du Congo	436 819	
Transport de personnes déplacées – Malawi		100 000
Total des dépenses	436 819	100 000
Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice	820 382	814 662

Réserve pour imprévus

165. L'utilisation de la réserve pour imprévus, d'un montant de 1 000 000 dollars E.-U., est régie par la résolution du Conseil n° 413 du 17 novembre 1967.

NOTE 17 : RESERVES (suite)**Compte d'opérations d'urgence**

166. Le compte d'opérations d'urgence (Emergency Preparedness Account – (EPA)) a été créé le 30 août 1993 en accord avec le Bulletin général n° 1054 de l'OIM. L'EPA doit servir dans les situations d'urgence où une évaluation immédiate et d'autres dépenses d'opérations s'imposent manifestement dans l'attente de fonds en provenance de l'extérieur. Tout usage autorisé de l'EPA est à considérer comme un prêt consenti sur l'opération pour laquelle il est mis à contribution, et toutes les dépenses effectuées à l'aide de ce compte doivent être intégralement remboursées aussitôt que possible, dès que l'opération en question est assurée d'un soutien financier. Le montant disponible en fin d'exercice s'est élevé à 129 594 dollars E.-U. (comme en 2016).

Emprunts contractés auprès des Etats Membres

167. Une réserve de caisse de 1 680 400 dollars E.-U., obtenue à l'aide de prêts sans intérêt consentis par les gouvernements des Etats Membres, a été constituée en vertu de la résolution n° 70 du 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre du programme administratif ou des programmes d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires

168. Créé par la résolution du Conseil n° 1229 du 5 décembre 2011, le Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires est destiné à faire la soudure entre le lancement d'opérations d'urgence et le moment auquel sont reçus les fonds des donateurs. Il est financé par des contributions volontaires provenant de sources aussi diverses que possible, dont les Etats Membres, le secteur privé et les particuliers, et les éventuels intérêts cumulés sont portés au crédit du Mécanisme. Le Directeur général est autorisé à prélever des fonds sur le Mécanisme pour garantir une intervention rapide dans une situation d'urgence entraînant des migrations, en attendant la réception des contributions des donateurs pour ladite situation d'urgence. Le Mécanisme est réapprovisionné dès réception des contributions des donateurs, dans la limite des fonds alloués pour ladite situation d'urgence.

NOTE 17 : RESERVES (suite)

Etat financier du Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires
pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Bilan initial reporté en début d'exercice	3 426 978	2 613 577
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	21 205	10 771
Contributions au Mécanisme		
Philippines	100 000	
Total des contributions et des intérêts versés au Mécanisme	3 548 183	2 624 348
Remboursements au Mécanisme des projets suivants :		
Intervention d'urgence à Cox's Bazar	2 500 000	
Intervention d'urgence en réponse à la crise au Nigéria	198	
Intervention d'urgence pour les Balkans occidentaux	284 722	
Amélioration des abris destinés aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Dominique – Guyana	9 385	
Création d'un réseau d'information aux fins d'alerte rapide le long de la route migratoire entre la Grèce et la Serbie	42 338	
Appui technique en renfort aux mesures de préparation, de réponse et de relèvement en cas de déplacements provoqués par la sécheresse en Somalie	300 000	
Aide d'urgence au retour à l'intention de migrants éthiopiens en détresse en Arabie Saoudite	87 324	
Intervention d'urgence pour les Balkans occidentaux	117	
Evacuation d'urgence au Yémen		600 000
Intervention d'urgence à l'intention de l'Equateur		500 000
Intervention d'urgence en réponse à la crise au Nigéria		446 000
Etablissement d'un bureau de l'OIM en République centrafricaine		333 226
Intervention d'urgence en réponse au cyclone tropical aux Fidji		200 000
Collecte de données locales et dépôt de stockage de données sur les flux migratoires à destination de l'Europe		50 000
Aide d'urgence aux pêcheurs victimes de la traite en Papouasie-Nouvelle-Guinée		13 404
Total des contributions, des intérêts et des remboursements au Mécanisme	6 772 267	4 766 978
Transferts du Mécanisme aux projets suivants :		
Intervention d'urgence à Cox's Bazar	2 500 000	
Appui technique en renfort aux mesures de préparation, de réponse et de relèvement en cas de déplacements provoqués par la sécheresse en Somalie	300 000	
Intervention d'urgence à l'intention de l'Equateur		500 000
Intervention d'urgence en réponse au cyclone tropical aux Fidji		200 000
Intervention d'urgence au Yémen		600 000
Aide d'urgence aux migrants en détresse dans la Corne de l'Afrique (Ethiopie et Somalie (Puntland)) au départ du Yémen	920 958	
Dépenses		
Dépenses administratives et de personnel afférentes à la gestion annuelle du Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	40 000	40 000
Total des dépenses	3 760 958	1 340 000
Bilan de clôture reporté en fin d'exercice	3 011 309	3 426 978

NOTE 18 : PASSIFS EVENTUELS

Cofinancement

169. Certains donateurs, et notamment la Commission européenne, s'engagent à financer uniquement un pourcentage fixe des dépenses totales de projet et exigent spécifiquement un cofinancement par d'autres sources pour couvrir le pourcentage restant de dépenses. L'OIM a signé des accords sans avoir eu d'emblée confirmation du cofinancement dans son intégralité, mais elle s'est engagée à assurer ce cofinancement pendant la durée du projet. A ce jour, elle a le plus souvent réussi à assurer ce cofinancement, principalement en recourant à un financement externe et en mettant certaines propositions relevant du Fonds de l'OIM pour le développement en accord avec ces besoins de cofinancement et, si nécessaire, en réduisant ou clôturant certaines activités de projet. Cependant, ces engagements de cofinancement ont été dénoncés comme un risque pour l'OIM et ont été portés à l'attention des Etats Membres dans le document IC/2006/2 (Mécanisme de cofinancement) lors des consultations informelles sur les questions budgétaires et administratives tenues le 22 juin 2006. En outre, diverses mesures ont été mises en place en interne pour faire face à ce problème. Le groupe chargé de la question du cofinancement, constitué de membres du personnel du Siège et de Bruxelles, a été créé pour passer en revue la situation sur le plan des engagements pris ainsi que les moyens permettant de financer les besoins de cofinancement. Au 31 décembre 2017, 12 projets de l'OIM étaient en cours jusqu'en 2018 et au-delà, dont un présentait la possibilité d'un engagement de cofinancement à hauteur de 76 865 dollars E.-U. (64 336 euros). Les administrateurs des projets visés sont tenus de rechercher activement des solutions pour satisfaire intégralement à l'exigence de cofinancement pendant la période de mise en œuvre du projet en question.

Comptes bancaires gelés au Guatemala

170. Quatre comptes bancaires ouverts au nom de l'OIM à la Banque rurale de développement du Guatemala (Banrural) ont été gelés par décision d'un tribunal guatémaltèque en 2008. En juin 2012, les 17 comptes restants que possédait l'OIM à la Banrural ont eux aussi été gelés par décision de justice. Les actions qui ont débouché sur ces gels ont été engagées à l'initiative de Tradeco, une société de construction mexicaine, dans l'attente du règlement d'un litige impliquant Tradeco, FONAPAZ (le Fonds national pour la paix) et l'OIM. Ce litige concerne un projet de construction de route inachevé, administré par l'OIM avec des fonds du Gouvernement du Guatemala pour le compte de FONAPAZ (voir l'appendice 9). Des discussions sur les modalités d'un règlement de ce litige de longue date ont été menées à un niveau politique élevé entre le Gouvernement du Guatemala, le Gouvernement du Mexique, Tradeco, ainsi que des fonctionnaires du Siège et des structures extérieures de l'OIM. Le 27 décembre 2012, la somme de 10 828 513 dollars E.-U. a été débitée des 21 comptes de dépôt gelés de l'OIM à la Banrural. Cette mesure n'avait pas donné lieu à une notification préalable à l'OIM. Le débit a été constaté le 2 janvier 2013 dans le cadre des procédures comptables de fin d'exercice. L'OIM a intenté une action en justice le 7 janvier 2013 en vue de recouvrer ces fonds, y compris la somme de 32 121 dollars E.-U. correspondant aux intérêts, à la date de décembre 2012, sur les sommes débitées. Le 7 février 2013, la justice a ordonné à la banque de créditer ce montant à l'OIM mais, à ce jour, elle n'a pas obtempéré. Il convient de signaler que l'OIM a mis fin à toute coopération officielle avec FONAPAZ en 2010. Elle a clos la grande majorité des sous-projets financés par FONAPAZ. En mars 2015, la Cour constitutionnelle du Guatemala, la plus haute instance judiciaire du pays, a admis que, étant donné que les privilèges et immunités de l'OIM avaient été violés, et afin de respecter les procédures régulières, il y avait lieu de rétablir la situation antérieure à la date à laquelle l'OIM avait été informée de l'action en justice. La justice a suivi son cours en vue de l'exécution de cette décision. Conformément à l'arrêt de la Cour constitutionnelle, Tradeco a réintroduit l'action en recouvrement et la demande de gel des comptes de l'OIM devant le tribunal de droit commun. Dans le cadre de cette procédure, l'OIM a présenté des arguments relatifs aux privilèges et immunités dont bénéficient l'Organisation et son personnel, que le juge a toutefois rejetés par décision du 29 décembre 2017. L'OIM a fait appel de ce jugement ; la procédure est toujours en cours.

NOTE 18 : PASSIFS EVENTUELS (suite)**Rejet de dépenses éventuel**

171. Dans le cadre du projet financé par USAID qui vise à fournir des installations sanitaires et éducatives à des populations déplacées en Afghanistan, l'OIM a engagé en 2010 un sous-traitant local travaillant dans la construction, dont elle a mis fin au contrat en 2013 pour résultats insatisfaisants. Ce sous-traitant réclame à l'OIM des dommages-intérêts d'environ 1,9 million de dollars E.-U. et a proposé le recours à l'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international. L'OIM conteste la demande du sous-traitant et s'emploie à la faire échouer. Depuis le retrait du premier avocat du sous-traitant et la désignation d'un nouvel avocat, en décembre 2015, l'OIM n'a reçu du sous-traitant que quelques lettres par lesquelles il réitère sa demande. La dernière lettre a été envoyée par l'OIM le 14 octobre 2017. Le projet a été achevé dans l'intervalle.

Projet de vote à l'intention des expatriés irakiens

172. A la fin de 2004, l'OIM a été choisie par le Gouvernement intérimaire de l'Iraq pour gérer la participation des ressortissants irakiens de l'étranger aux premières élections organisées après la mise en place de l'administration provisoire dite Autorité provisoire de la coalition. Ce projet, mis en œuvre par l'OIM en étroite collaboration avec une ONG, International Foundation for Election Systems, a notamment consisté à mettre en place et à gérer une série de bureaux et de bureaux de vote dans les différents pays du monde accueillant une importante diaspora irakienne, pour un budget d'environ 75 millions de dollars E.-U.. Bien que le projet et le processus de vote à l'étranger aient pu être exécutés sans heurts et sans incident à l'époque, le coût élevé a été jugé contestable par le Gouvernement irakien, qui a considéré que les dépenses par personne étaient considérables puisque seulement 200 000 Irakiens de l'étranger avaient voté, alors qu'on avait escompté la participation d'un million de personnes. Le Gouvernement de l'Iraq est d'avis que les dépenses de l'OIM étaient excessives et que le coût du projet aurait dû être de 57 millions de dollars E.-U. plus bas. L'OIM est fermement convaincue que les dépenses étaient raisonnables et pleinement justifiées, d'autant que le délai de mise en œuvre était extrêmement bref – 83 jours – et que des dépenses de sécurité non négligeables avaient dû être engagées en raison des divers risques pour la sécurité à l'époque. En outre, elle estime qu'elle ne peut être tenue pour responsable du taux de participation plus bas que prévu, qui est la principale raison pour laquelle le coût par personne est élevé. Le Gouvernement a intenté une action en justice contre l'OIM devant une juridiction locale à Bagdad pour tenter de recouvrer les fonds correspondant aux dépenses contestées. Afin de parvenir à un arrangement avec le Gouvernement irakien sur cette question, une délégation de l'OIM composée de membres du personnel du Siège a rencontré des hauts fonctionnaires gouvernementaux irakiens à Amman, le 20 octobre 2015, pour engager des négociations en vue de régler les questions en suspens relatives à ce projet vieux de douze années. Le Gouvernement irakien a accepté de suspendre temporairement ses poursuites pendant la durée des négociations. Le procès a repris en 2017. Cependant, le 22 janvier 2018, la cour d'appel a confirmé le jugement rendu en première instance, qui était favorable à l'OIM, rejetant la demande du Gouvernement. Une procédure d'appel ultérieure a confirmé la décision de la cour d'appel, mais il existe d'autres possibilités d'appel.

NOTE 19 : ENGAGEMENTS**Engagements au titre de contrats de location simples**

173. Les paiements de location minimaux futurs globaux au titre de contrats de location simples non résiliables dans lesquels l'OIM est le preneur sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Durée des contrats de location simples (dans lesquels l'OIM est le preneur)	Dollars E.-U.
	2017
1 an au plus	3 217 520
Plus d'1 an et pas plus de 5 ans	5 986 988
Plus de 5 ans	609 781
Total	9 814 289

NOTE 19 : ENGAGEMENTS (suite)

174. Certains contrats de location simples comportent des clauses de reconduction qui permettent à l'OIM de prolonger la durée du bail après la date d'échéance du contrat initial, ainsi que des clauses d'indexation prévoyant la possibilité d'augmenter le montant du loyer annuel en fonction de la hausse de l'indice des prix du marché dans les différents pays où est implantée l'Organisation.

175. En tant que bailleur, l'OIM perçoit des paiements locatifs pour la location de bureaux situés dans les bâtiments qu'elle possède à Santiago (Chili), à Buenos Aires (Argentine) et à La Paz (Etat plurinational de Bolivie).

NOTE 20 : PARTIES LIEES

176. L'Organisation est dirigée par un Conseil composé de représentants des 169 Etats Membres. Ils ne sont pas rémunérés par l'OIM. Les opérations entre l'OIM et ses Etats Membres revêtent la forme de contributions assignées, dont le montant est fixé conformément à un barème des quotes-parts approuvé chaque année par le Conseil. En outre, les Etats Membres versent des contributions volontaires destinées à différents programmes et projets exécutés dans le cadre normal des activités de l'OIM.

177. L'Organisation n'a aucune participation dans des associations ou des coentreprises.

178. Le Directeur général, le Directeur général adjoint, le Conseiller juridique, le Chef de cabinet, les directeurs des départements du Siège et le Directeur du Centre administratif de Manille disposent de l'autorité et de la responsabilité en vue de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'OIM. Ces principaux dirigeants sont rémunérés par l'Organisation.

179. Les principaux dirigeants et leur enveloppe de rémunération (y compris les salaires, les indemnités, les cotisations à l'assurance maladie, les cotisations de retraite, etc.) sont indiqués dans le tableau suivant :

	2017		2016	
	Nombre de personnes	Rémunération globale (dollars E.-U.)	Nombre de personnes	Rémunération globale (dollars E.-U.)
Directeur général, Directeur général adjoint et autres fonctionnaires supérieurs du Bureau du Directeur général	4	1 603 334	4	1 414 370
Autres hauts responsables	5	1 550 115	5	1 487 999

180. Les principaux dirigeants et leurs proches parents n'ont pas bénéficié d'emprunts qui ne soient pas non plus mis à la disposition d'autres catégories de personnel. Les principaux dirigeants jouissent des mêmes droits après la cessation de service (notamment en ce qui concerne les prestations de retraite et de santé) que les autres membres du personnel. Aucune autre rémunération ni indemnisation n'a été versée aux principaux dirigeants et à leurs proches parents.

NOTE 21 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS

181. Les documents budgétaires sont établis sur la base des financements confirmés connus et du niveau d'activités projeté jusqu'à la fin de l'exercice, comme suit :

- Programme et Budget – en août de l'année précédant l'exercice budgétaire
- Révision du Programme et Budget – en mars de l'exercice budgétaire
- Réactualisation succincte du Programme et Budget – en septembre de l'exercice budgétaire

182. Les deux premiers documents budgétaires sont approuvés par le Conseil. Quant à la Réactualisation succincte, il s'agit d'un document présenté au Conseil pour l'informer de l'état des contributions et de la mise en œuvre des projets.

NOTE 21 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS (suite)

183. L'OIM a reçu des fonds additionnels confirmés d'une valeur de près de 511,88 millions de dollars E.-U. au cours des quatre derniers mois de l'exercice (contre 421,33 millions de dollars E.-U. en 2016). En raison des réalités opérationnelles, la mise en œuvre effective des activités pendant le reste de l'année peut être tantôt plus rapide, tantôt plus lente qu'initialement prévu. Le Directeur général est autorisé, dans des circonstances exceptionnelles, à engager des dépenses et à effectuer des paiements pour des opérations non inscrites dans la partie opérationnelle du budget approuvée, sous réserve que certaines conditions soient remplies (article 4.7 du Règlement financier).

184. Les montants réels correspondant à l'Appui aux programmes de caractère général, présentés sur une base comparable, comprennent les dépenses inscrites au budget relevant des Services/Appuis figurant dans le tableau synoptique VIII des documents budgétaires C/107/6/Rev.1 et S/20/11 pour les activités suivantes : Personnel détaché, Application relative aux services opérationnels et de gestion des migrants (MiMOSA), Personnel et services financés par les revenus divers, Fonds de dotation Sasakawa, Droit international de la migration, Assistance humanitaire aux migrants en détresse, et autres activités diverses.

185. La comparaison des montants budgétés et des montants réels pour le programme administratif est présentée séparément en francs suisses, comme l'exige l'article 3.2 du Règlement financier – voir l'état de la performance financière et de rapprochement budgétaire (programme administratif) (Etat V.b)). La somme de 558 francs suisses correspondant au montant total de la contribution assignée d'un nouvel Etat Membre pour 2017 a servi à couvrir les dépenses liées au perfectionnement et à la formation du personnel. Plus précisément, elle a été affectée au programme d'échange de personnel de l'OIM, qui offre une formation en cours d'emploi au personnel national capable d'apporter une contribution de haut niveau non seulement au bureau extérieur qui les emploie, mais aussi à l'Organisation dans son ensemble, ainsi qu'il est indiqué dans la Révision du Programme et Budget pour 2017 (S/20/11) et comme approuvé par les Etats Membres en vertu de la résolution du CPPF n° 14 du 22 juin 2017.

186. Les sources et l'application des revenus de soutien opérationnel, y compris les reports, sont présentées séparément, conformément à l'article 6.3 du Règlement financier – voir l'appendice 4.

187. Les principales différences entre la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), qui a servi à établir l'état de la performance financière et le tableau des flux de trésorerie, et la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), utilisée pour établir l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels, sont expliquées ci-après.

- Acquisition d'immobilisations corporelles – Selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) (et aux fins de présentation des rapports aux donateurs), les coûts des actifs sont intégralement passés en charges dans le mois de l'acquisition. Dans l'état de la situation financière, dans l'état de la performance financière et dans le tableau des flux de trésorerie, les actifs acquis sont capitalisés et amortis conformément à la politique comptable exposée dans la note 2.
- Avantages du personnel – Comme il est indiqué dans la note 12 (Sommes dues au titre des avantages du personnel), selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), les indemnités de cessation de service sont passées en charges lorsqu'elles sont versées au titre de la partie administrative du budget. Au titre de la partie opérationnelle du budget, ces sommes dues sont passées en charges sur la base d'un pourcentage fixe des coûts salariaux, comme établi par le Conseil. Dans l'état de la performance financière et dans le tableau des flux de trésorerie, les charges au titre de ces avantages tiennent également compte de la modification de la provision (passif) constituée pour chaque avantage, selon les calculs de l'actuaire ou de l'Organisation conformément à la politique comptable exposée dans la note 2.

NOTE 21 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS (suite)

Rapprochement des états de comparaison des montants budgétés et des montants réels (Etats V.a et V.b)
et de l'état de la performance financière (Etat II)

	Dollars E.-U.			Total
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités d'emprunt	
Différences relatives aux entités – programme administratif				
Excédent/(déficit) pour l'exercice	(2 109 537)			(2 109 537)
Ajustement pour excédent de charges reporté	564 204			564 204
Excédent du programme administratif pour l'exercice selon la comptabilité budgétaire (Etat V.b) en dollars E.-U.	(1 545 333)			(1 545 333)
Différences relatives aux entités – programmes d'opérations				
Produits opérationnels selon la comptabilité budgétaire	1 565 812 273			1 565 812 273
Charges opérationnelles selon la comptabilité budgétaire (Etat V.a)	(1 546 603 451)			(1 546 603 451)
Ecart de change	60 366 790			60 366 790
Excédent des opérations selon la comptabilité budgétaire	79 575 612			79 575 612
Total de l'excédent opérationnel selon la comptabilité budgétaire	78 030 279			78 030 279
Différences relatives à la comptabilité				
Gains/(pertes) à la vente d'actifs	(564 248)			(564 248)
Charges d'amortissement	(15 641 095)			(15 641 095)
Charges d'acquisition		12 476 463		12 476 463
Charges résultant des avantages du personnel	(2 367 960)			(2 367 960)
Charges pour créances douteuses	(264 658)			(264 658)
Instruments financiers	(1 219 802)			(1 219 802)
Ajustements pour réévaluation	(4 802)			(4 802)
Total des ajustements de comptabilité	(20 062 565)	12 476 463		(7 586 102)
Résultat net conformément à l'état de la performance financière (Etat II)	57 967 714	12 476 463		70 444 177

NOTE 22 : SERVICES EN NATURE

188. Les services en nature sont des services fournis gracieusement à l'OIM. Les principales catégories de services en nature reçus par l'OIM sont énumérées dans le tableau suivant.

Donateur	Type/catégorie de services en nature reçus	Unité/mesure
Comité consultatif pour les questions d'audit et de surveillance	Services de conseils sur des questions d'audit	45,5 jours
CANADEM	Services de personnel	395 jours
Ville de Lausanne (Programme SYNI)	Services de personnel	990 jours
Conseil danois pour les réfugiés	Services de personnel	41 jours
Gouvernement du Ghana	Services de vérification comptable	234 jours
Gouvernement du Maroc (Ministère de l'intérieur)	Services de transport	1 742 billets
HELP Logistics AG	Services de conseil	209 jours
iMMAP	Services de personnel	197 jours
Agence néerlandaise pour l'entreprise	Services de personnel	89 jours
Conseil norvégien pour les réfugiés	Services de personnel	4 590 jours
Oxfam	Services de personnel	53 jours
RedR Australie	Services de personnel	127 jours
Salesforce.com	Services de conseil	12 jours
Agence suédoise pour la protection civile (MSB)	Services de personnel	568 jours
Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Suisse	Services de personnel	62 jours
Département du développement international du Royaume-Uni	Services de personnel	321 jours

189. Dans les pays ci-après (aux endroits indiqués), les gouvernements hôtes mettent des locaux de bureaux gracieusement à la disposition des bureaux de l'OIM ou leur demandent un loyer symbolique : Chine (Hong Kong), France (Marseille), Grèce (Athènes), Portugal (Lisbonne), Soudan (Kadugli) et République-Unie de Tanzanie (Moshi).

NOTE 23 : PRODUITS ET CHARGES

Produits

190. Le tableau ci-après présente les produits comptabilisés par l'OIM selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) ainsi que les ajustements nets à la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS).

	Dollars E.-U.				
	2017				2016
	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMMES D'OPERATIONS	AJUSTEMENTS COMPTABLES NETS	TOTAL	TOTAL
BASE BUDGETAIRE					
PRODUITS					
Contributions à affectation spéciale					
Contributions volontaires à affectation spéciale		1 442 724 624		1 442 724 624	1 459 358 028
Contributions assignées	49 453 975			49 453 975	45 887 855
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres		94 944 409	(564 248)	94 380 161	100 666 871
Contributions en nature		7 353 202		7 353 202	2 193 742
Total partiel : Contributions à affectation spéciale	49 453 975	1 545 022 235	(564 248)	1 593 911 962	1 608 106 496
Contributions sans affectation spéciale					
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale		5 909 544		5 909 544	4 072 400
Contributions volontaires – sans affectation spéciale		14 880 494		14 880 494	3 455 096
Total partiel : Contributions sans affectation spéciale		20 790 038		20 790 038	7 527 496
TOTAL DES PRODUITS	49 453 975	1 565 812 273	(564 248)	1 614 702 000	1 615 633 992

191. Les montants correspondant aux contributions assignées représentent les produits réels afférents au programme administratif de l'Organisation, tel qu'il est adopté par le Conseil. Les contributions assignées formant la partie administrative du budget sont facturées en francs suisses et converties en dollars des Etats-Unis au taux de change opérationnel des Nations Unies à la date de facturation.

192. Les contributions volontaires à affectation spéciale versées par les donateurs pour les programmes d'opérations représentent des produits à affectation spéciale reçus pour des activités pour lesquelles l'utilisation des fonds est précisée dans l'accord avec le donateur. Toutes ces contributions sont liées aux conditions énoncées dans les accords avec les donateurs qui exigent de l'OIM qu'elle fournisse des services précis aux gouvernements et aux personnes. Les produits sont comptabilisés quand les services financés par les fonds ont été fournis.

193. Les entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres représentent les fonds reçus par l'OIM pour couvrir les dépenses de voyage et de visa et les frais médicaux. Ces produits sont comptabilisés dès que le service couvert par les fonds a été fourni. Les ajustements comptables nets concernent la comptabilisation des gains ou des pertes résultant de la vente d'équipement et représentent la différence entre la valeur comptable de l'équipement (coût diminué de l'amortissement cumulé) et le montant obtenu à la vente.

194. Les contributions en nature représentent des contributions sous forme de biens et d'équipement reçus de la part de donateurs. Les produits sont comptabilisés à la juste valeur de la contribution, en dollars des Etats-Unis, à la date à laquelle les biens ou l'équipement sont mis à la disposition de l'OIM aux fins de la fourniture de services.

NOTE 23 : PRODUITS ET CHARGES (suite)

195. Les produits d'intérêts et autres produits sans affectation spéciale se rapportent aux fonds dégagés sur les soldes de trésorerie détenus par l'OIM en attendant qu'elle les utilise pour fournir ses services. Les produits d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont échus. Les contributions volontaires sans affectation spéciale représentent les fonds reçus des donateurs pour que l'OIM les utilise dans l'exécution des services conformément à son mandat. Ces fonds sont comptabilisés au moment de leur réception par l'Organisation.

Charges

196. Le tableau ci-après présente les charges comptabilisées par l'OIM selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) ainsi que les ajustements nets à la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS).

	Dollars E.-U.				
	2017			2016	
	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMMES D'OPERATIONS	AJUSTEMENTS COMPTABLES NETS	TOTAL	TOTAL
	BASE BUDGETAIRE				
CHARGES					
Aide au transport		218 420 134		218 420 134	317 729 811
Assistance médicale		27 579 176		27 579 176	33 982 281
Autre aide directe aux bénéficiaires		212 915 159		212 915 159	196 438 314
Transferts des partenaires d'exécution		85 485 178		85 485 178	63 932 599
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	3 959 674	337 504 447	(427 726)	341 036 395	345 173 443
Traitements et avantages du personnel	40 760 170	420 825 033	2 367 960	463 953 163	407 473 229
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	2 143 412	42 491 325		44 634 737	45 797 560
Fournitures et produits de consommation	3 939 641	199 671 269	(12 048 737)	191 562 173	174 281 985
Dépréciation et amortissement			15 641 095	15 641 095	15 265 100
Créances douteuses	1 712 505	200 008	264 658	2 177 171	(669 386)
Autres charges	436 809	1 511 722		1 948 531	2 902 481
TOTAL DES CHARGES	52 952 211	1 546 603 451	5 797 250	1 605 352 912	1 602 307 417

197. Les montants correspondant à l'aide au transport, à l'assistance médicale, à l'autre aide directe aux bénéficiaires et à une partie des services contractuels recouvrent les dépenses effectives engagées par l'OIM pour fournir une aide directe aux personnes et aux groupes de bénéficiaires conformément à son mandat. Les charges sont comptabilisées quand le service visé est fourni au bénéficiaire. Toutes les dépenses de personnel qui se rapportent directement ou indirectement à la fourniture de l'aide sont présentées sous la rubrique « Traitements et avantages du personnel » et sont, par conséquent, exclues de cette présentation.

198. Les montants correspondant aux transferts des partenaires d'exécution représentent les fonds fournis aux gouvernements, aux organisations internationales et aux ONG pour exécuter des services précis au titre d'accords avec un donateur. Les charges sont comptabilisées dès la confirmation que les biens et/ou services ont été fournis par les partenaires d'exécution.

199. Les services contractuels couvrent les coûts des services acquis auprès de fournisseurs et de consultants externes, y compris l'obtention de tels services pour le compte de bénéficiaires. Ces coûts sont comptabilisés au moment de la fourniture du service. Les ajustements comptables nets se rapportent à la comptabilisation des dépenses engagées pour des logiciels conçus en interne.

NOTE 23 : PRODUITS ET CHARGES (suite)

200. Les traitements et avantages du personnel englobent tous les coûts liés aux indemnités versées au personnel international de la catégorie des administrateurs et au personnel local s'occupant de la fourniture de services dans le cadre d'opérations et de l'administration générale de l'OIM. Les charges sont comptabilisées au moment où les traitements et les avantages sont acquis par le personnel de l'OIM. Les ajustements comptables nets se rapportent à la comptabilisation du coût d'avantages du personnel, tels que le congé annuel, les indemnités dues à la cessation de service ou l'assurance maladie après la cessation de service, qui ont été acquis mais n'ont pas été versés à la date de clôture (le 31 décembre de chaque année).

201. Les charges correspondant aux indemnités pour frais de voyage et de séjour représentent les dépenses de déplacement et de subsistance engagées par le personnel de l'OIM en mission. Les charges remboursables des membres du personnel sont traitées conformément au Statut et Règlement du personnel et aux instructions de voyage de l'Organisation. Elles sont comptabilisées à la date du voyage.

202. Les fournitures et produits de consommation représentent le coût des biens et de l'équipement acquis pour les opérations et l'administration de l'OIM. Les charges sont comptabilisées au moment de la réception des biens par l'OIM. Les ajustements comptables nets se rapportent à la capitalisation de l'équipement au-delà du seuil de capitalisation de 5 000 dollars E.-U., comme il est indiqué dans les politiques comptables de l'OIM. Le matériel acheté pour des bénéficiaires qui n'a pas été remis représentait 10 millions de dollars E.-U. au 31 décembre 2017 (contre 9,4 millions de dollars E.-U. en 2016). Sur ce montant, 6,4 millions de dollars E.-U. correspondent à la part du matériel remis au début de 2018. Le coût de ces articles est intégralement passé en charges dans le mois de l'acquisition.

203. Les ajustements comptables nets se rapportant à la dépréciation et à l'amortissement représentent la charge annuelle liée à l'utilisation des immobilisations incorporelles et des logiciels informatiques capitalisés conformément aux politiques comptables de l'OIM.

204. Les créances douteuses représentent un ajustement de la provision requis par les normes IPSAS pour que la valeur de la provision soit suffisante pour pleinement compenser les créances correspondant aux contributions assignées restant dues depuis deux ans ou plus et pour lesquelles aucun échéancier de paiement n'a été conclu. Toutes les autres créances, y compris les contributions volontaires, sont examinées, et la provision est ajustée de manière à refléter la valeur des créances dont la réception est jugée douteuse, et la différence est imputée ou créditée aux charges.

205. Les autres charges sont principalement les frais bancaires, qui sont comptabilisés en charges quand le service correspondant est fourni par la banque.

206. Les pertes de change englobent la différence réalisée nette entre la valeur des transactions effectuées dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis au taux de change opérationnel des Nations Unies et la valeur au taux de change de la banque. Les pertes de change comprennent en outre la perte non réalisée sur la réévaluation des actifs (y compris les montants à recevoir, la trésorerie et les investissements) et des passifs (y compris les sommes à payer) évalués dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis.

Annulations

207. L'article 10.2 du Règlement financier dispose que « le Directeur général peut, après enquête approfondie, donner son autorisation pour que soient rayés des comptes les espèces ou les autres biens dont la perte aura été constatée. Un relevé des avoirs ainsi passés par profits et pertes est présenté aux commissaires externes aux comptes et signalés dans les comptes rendus financiers annuels ».

Le montant total des annulations s'est élevé à 2 390 152 dollars E.-U.. Sur cette somme, en l'absence d'autres sources de produits, 1 939 462 dollars E.-U. (contre 2 504 784 dollars E.-U. en 2016) ont dû être prélevés sur les revenus de soutien opérationnel pour combler des déficits de projet imprévus, qui étaient essentiellement dus à : a) des dépassements budgétaires et à des dépenses irrécouvrables d'environ 1,48 million de dollars E.-U. concernant des projets achevés ; et b) 0,46 million de dollars E.-U. correspondant à des déficits de cofinancement et à des dépenses jugées irrecevables à la suite de vérifications de projets précis effectuées par les donateurs. Les charges afférentes à ces déficits sont prises en considération dans les lignes de charges appropriées (voir supra pour les définitions) selon la nature de la charge.

NOTE 24 : RISQUES FINANCIERS

208. L'Organisation perçoit des produits des contributions et de la rémunération des services, et doit supporter des charges dans des monnaies autres que le dollar E.-U. (la monnaie de présentation des états financiers de l'OIM). C'est pourquoi elle est exposée aux risques de change découlant des fluctuations du taux de change entre ces monnaies et le dollar E.-U.. L'Administration utilise certains instruments financiers dérivés, dont le produit est crédité aux revenus divers.

209. L'Organisation possède des bureaux dans divers pays, dont l'actif et le passif sont libellés dans la monnaie locale. En outre, l'Administration a des dépôts dans d'autres devises, notamment en dollars australiens, en livres sterling, en dollars canadiens, en euros, en couronnes norvégiennes, en couronnes suédoises et en francs suisses. Les conversions monétaires (gains/(pertes)) sont comprises dans le solde cumulé (voir la note 16).

210. L'OIM atténue le risque de fluctuation monétaire pour la partie administrative du budget par une opération de couverture naturelle, en faisant correspondre les revenus perçus et les éléments du passif dans diverses monnaies. Elle peut recourir à des opérations au comptant ou à des opérations à terme sur devises ou acquérir des produits dérivés pour couvrir l'ensemble de son actif et de son passif. Les risques de fluctuation monétaire qui ont une incidence directe sur les projets sont surveillés dans le cadre des projets en fonction de la monnaie de référence de chacun d'eux. Le risque de change est limité car les budgets de projet correspondants sont ajustés compte tenu de la valeur de la monnaie du projet par rapport à d'autres monnaies.

211. Les instruments financiers et le risque de change net de l'Organisation au 31 décembre 2017 sont indiqués dans le tableau suivant.

2017	Dollars E.-U.	Francs suisses - en équivalent dollars E.-U.	Euros - en équivalent dollars E.-U.	Livres sterling - en équivalent dollars E.-U.	Pesos colombiens - en équivalent dollars E.-U.	Nouveaux soles - en équivalent dollars E.-U.	Autres monnaies - en équivalent dollars E.-U.	Total Dollars E.-U.
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	135 199 749	14 431 447	254 483 595	24 664 317	14 117 650	120 743 946	81 004 652	644 645 356
Placements à court terme (note 4)	361 312 994		59 737 157				3 968 254	425 018 405
Montants à recevoir : contributions assignées (note 5)		4 836 747						4 836 747
Montants à recevoir : autres (note 5)	5 208 073	1 412 511	2 276 807	75 145	834 935	(8 534)	5 306 696	15 105 633
Produits dérivés (note 13)			(158 805)	(2 418)			(232 539)	(393 762)
Montants à verser aux fournisseurs (note 13)	(73 238 172)	(30 051 959)	(8 973 895)	(2 496 202)	(1 156 071)	(607 964)	(14 943 406)	(131 467 669)
Emprunts (note 14)		(6 030 294)						(6 030 294)
Risque net	428 482 644	(15 401 548)	307 364 859	22 240 842	13 796 514	120 127 448	75 103 657	951 714 416

2016	Dollars E.-U.	Francs suisses - en équivalent dollars E.-U.	Euros - en équivalent dollars E.-U.	Livres sterling - en équivalent dollars E.-U.	Pesos colombiens - en équivalent dollars E.-U.	Nouveaux soles - en équivalent dollars E.-U.	Autres monnaies - en équivalent dollars E.-U.	Total Dollars E.-U.
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	197 942 843	13 183 336	62 732 816	9 150 659	15 350 160	133 615 443	75 772 867	507 748 124
Placements à court terme (note 4)	150 000 000		125 828 330	28 151 775			7 385 524	311 365 629
Montants à recevoir : contributions assignées (note 5)		2 870 920						2 870 920
Montants à recevoir : autres (note 5)	9 815 362	191 401	1 800 494	119 969	499 167	(3 748)	4 762 548	17 185 193
Produits dérivés (note 8)			826 040					826 040
Montants à verser aux fournisseurs (note 13)	(68 807 590)	(9 309 645)	(5 484 731)	(4 448 153)	(2 332 450)	(832 302)	(17 108 320)	(108 323 191)
Emprunts (note 8)		(6 113 393)						(6 113 393)
Risque net	288 950 615	822 619	185 702 949	32 974 250	13 516 877	132 779 393	70 812 619	725 559 322

NOTE 24 : RISQUES FINANCIERS (suite)

212. En ce qui concerne les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir le risque de change, à la date de chaque transaction, le gain réalisé net s'est élevé à 1 053 934 dollars E.-U. (contre 245 381 dollars E.-U. en 2016), et la perte réalisée à 761 977 dollars E.-U. (contre 946 201 dollars E.-U. en 2016). Le montant des gains non réalisés s'est élevé à zéro (contre 838 317 dollars E.-U. en 2016), et celui de la perte non réalisée à 381 483 dollars E.-U. (contre 12 277 dollars E.-U. en 2016).

213. Le tableau ci-dessous montre les incidences des instruments financiers sur l'excédent/déficit et sur l'actif net auxquelles l'Organisation était exposée au 31 décembre 2017, si les grandes monnaies dans lesquelles les instruments financiers sont détenus s'étaient affaiblies ou renforcées de 5 %, soit la limite supérieure des variations de change possibles par rapport au dollar E.-U. selon les estimations de la direction.

2017	Dollars E.-U. (en millions)	
	Incidences sur l'excédent/déficit	Incidences sur l'actif net
+ 5 %	21,80	(25,03)
- 5 %	(24,10)	27,43

214. L'Organisation est exposée au risque de crédit dû au défaut de paiement, ce qui a également des incidences sur la liquidité. Une provision pour créances douteuses a été constituée pour toute créance de deux ans ou plus découlant du non-paiement des contributions assignées dues par les Etats Membres. Il existe également des risques de crédit pour les montants à recouvrer auprès des donateurs au titre des programmes d'opérations (en cas de défaut de paiement) et pour les acomptes versés aux fournisseurs et aux partenaires d'exécution (en cas de non-exécution). Des provisions pour créances douteuses sont également constituées lorsque les contributions de donateurs sont incertaines à la date de clôture. Les créances sont contrôlées et suivies de manière permanente. Des acomptes sont versés lorsque cela est inévitable (par exemple au titre d'accords avec les compagnies aériennes), ou financièrement viable. Les bureaux extérieurs sont tenus de surveiller les acomptes sur une base mensuelle.

215. L'exposition de l'Organisation au risque de trésorerie est limitée en raison de l'exigence selon laquelle les projets financés par des contributions volontaires à affectation spéciale, qui représentent 95 % des revenus, ne peuvent être lancés tant que les ressources de trésorerie nécessaires pour financer les activités de projet ne sont pas déposées sur un compte bancaire de l'OIM. La partie administrative du budget est alimentée par les contributions assignées dues par les Etats Membres de l'OIM. L'expérience montre que plus de 95 % de ces fonds sont perçus en cours d'exercice, et 99 % dans un délai de deux ans. L'OIM gère aussi le risque de trésorerie en surveillant constamment les flux de trésorerie réels et estimés. Elle ne peut, sans l'accord du Conseil, contracter de dettes à long terme.

216. L'Organisation a pour objectif de préserver l'équilibre entre la continuité du financement et la flexibilité en utilisant des fonds déposés auprès de banques et des fonds de trésorerie. Le tableau ci-après résume l'échéance des actifs et des passifs financiers.

NOTE 24 : RISQUES FINANCIERS (suite)

	Dollars E.-U.							
	2017				2016			
	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs financiers								
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	644 645 356			644 645 356	507 748 124			507 748 124
Placements à court terme (note 4)	425 018 405			425 018 405	311 365 629			311 365 629
Montants à recevoir : contributions assignées (note 5)	4 409 021	427 726		4 836 747	2 414 177	456 743		2 870 920
Montants à recevoir : autres (note 5)	12 276 066	2 829 567		15 105 633	14 879 362	2 305 831		17 185 193
Produits dérivés (note 8)					826 040			826 040
Total actifs financiers	1 086 348 848	3 257 293		1 089 606 141	837 233 332	2 762 574		839 995 906
Passifs financiers								
Produits dérivés (note 13)	393 762			393 762				
Montants à verser aux fournisseurs (note 13)	131 467 669			131 467 669	108 323 191			108 323 191
Emprunts (note 14)	376 892	1 884 460	3 768 942	6 030 294	359 610	1 798 048	3 955 735	6 113 393
Total passifs financiers	132 238 323	1 884 460	3 768 942	137 891 725	108 682 801	1 798 048	3 955 735	114 436 584

NOTE 25 : INFORMATION SECTORIELLE

217. Les secteurs géographiques correspondent globalement à la classification régionale des Nations Unies. Dans certains cas, des régions sont regroupées. Par exemple, le secteur géographique « Amérique latine et Caraïbes » comprend deux régions selon la classification des Nations Unies, à savoir « Amérique centrale et Caraïbes » et « Amérique du Sud ». De même, le secteur géographique « Asie et Océanie » regroupe deux régions des Nations Unies, à savoir « Asie centrale, de l'Est et du Sud » et « Pacifique Sud ». Le secteur géographique « Europe » comprend la Turquie. Le secteur Activités d'envergure mondiale comprend toutes les activités qui ne sont pas limitées à une ou plusieurs régions. Quant au secteur intitulé Programme administratif, il englobe les activités financées par la partie administrative du budget. Pour les secteurs par service, voir l'appendice 3.

NOTE 25 : INFORMATION SECTORIELLE (suite)

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR REGION GEOGRAPHIQUE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017

(en dollars E.-U.)

	Asie et Océanie	Afrique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient	Amérique du Nord	Activités d'envergure mondiale	Programme administratif	Total
PRODUITS									
Contributions à affectation spéciale									
Contributions volontaires à affectation spéciale	251 406 304	365 318 983	339 400 494	1 119 070 087	283 989 920	17 003 217	66 535 619		1 442 724 624
Contributions assignées								49 453 975	49 453 975
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	16 537 685	13 622 329	2 887 780	13 509 165	2 081 580	818 498	44 923 124		94 380 161
Contributions en nature	1 532 690		729 067	4 309 914	31 224		750 307		7 353 202
Transferts d'un projet à l'autre	8 147 581	12 281 788	11 006 078	8 414 473	2 470 818	762 040	(43 082 778)		
Total partiel - Contributions à affectation spéciale	277 624 260	391 223 100	354 023 419	1 45 303 639	288 573 542	18 583 755	69 126 272	49 453 975	1 593 911 962
Contributions sans affectation spéciale									
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale							5 909 544		5 909 544
Contributions volontaires sans affectation spéciale							14 880 494		14 880 494
Total partiel - Contributions sans affectation spéciale							20 790 038		20 790 038
TOTAL DES PRODUITS	277 624 260	391 223 100	354 023 419	1 45 303 639	288 573 542	18 583 755	89 916 310	49 453 975	1 614 702 000
CHARGES									
Aide au transport	38 234 164	40 583 911	67 514 024	16 458 256	28 278 005	7 325 428	20 026 346		218 420 134
Assistance médicale	5 880 611	4 041 532	3 005 390	1 573 919	3 898 966	1 168 432	8 010 326		27 579 176
Aide directe aux bénéficiaires	50 613 053	42 046 001	59 329 516	9 534 297	46 721 757	387 151	4 283 384		212 915 159
Transferts des partenaires d'exécution	26 676 099	25 783 988	16 080 088	8 918 025	7 132 992	35 888	858 098		85 485 178
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	39 406 814	87 894 244	55 251 796	58 014 902	69 943 098	877 375	25 688 492	3 959 674	341 036 395
Traitement et avantages du personnel	62 031 687	105 193 149	87 299 412	32 212 673	59 199 797	5 942 786	70 423 021	41 650 638	463 953 163
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	5 840 801	14 545 362	5 731 202	3 258 619	6 316 629	382 152	6 416 560	2 143 412	44 634 737
Fournitures et produits de consommation	32 898 454	49 953 279	48 721 638	12 226 678	26 783 364	1 171 678	16 258 105	3 548 977	191 562 173
Amortissement	1 400 829	7 535 174	965 007	584 923	2 626 949	29 407	2 370 489	128 317	15 641 095
Créances douteuses			200 008				264 658	1 712 505	2 177 171
Autres charges	253 557	679 485	215 089	(242 159)	408 832	77 206	119 712	436 809	1 948 531
Transferts d'un projet à l'autre	13 336 147	23 786 892	17 306 574	5 748 620	16 531 632	924 656	(77 634 521)		
TOTAL DES CHARGES	276 572 216	402 043 017	361 619 744	1 48 288 753	267 842 021	18 322 159	77 084 670	53 580 332	1 605 352 912

Note : Pour les secteurs par service, voir l'appendice 3. L'appendice 5 récapitule les dépenses par pays/lieu. Etant donné que les projets peuvent s'étendre sur plusieurs pays/lieux, les ventilations régionales des dépenses dans la note 25 et l'appendice 3 ne sont pas comparables.

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017
PROGRAMME ADMINISTRATIF**

	Francs suisses	
	2017	2016
ETATS MEMBRES		
Afghanistan	3 295	2 473
Albanie	4 359	4 946
Algérie	87 947	67 970
Angola	5 474	4 946
Antigua-et-Barbuda	1 115	972
Argentine	487 179	214 376
Arménie	3 295	3 489
Australie	1 276 419	1 029 260
Autriche	393 251	396 025
Azerbaïdjan	32 796	19 830
Bahamas	7 654	8 435
Bangladesh	5 474	4 946
Bélarus	30 566	27 780
Belgique	483 378	495 264
Belize	558	486
Bénin	1 622	1 502
Bolivie (Etat plurinational de)	6 539	4 461
Bosnie-Herzégovine	7 097	8 435
Botswana	7 654	8 435
Brésil	2 088 064	1 456 024
Bulgarie	24 585	23 319
Burkina Faso	2 180	1 502
Burundi	558	486
Cabo Verde	558	486
Cambodge	2 180	1 987
Cameroun	5 474	5 962
Canada	1 595 410	1 480 845
République centrafricaine	558	486
Tchad	2 737	972
Chili	217 915	165 750
Chine	4 326 320	
Colombie	175 893	128 519
Comores	558	486
Congo	3 295	2 473
Costa Rica	25 649	18 858
Côte d'Ivoire	4 917	5 476
Croatie	54 086	62 537
Chypre	23 469	23 319
Tchéquie	187 907	191 543
République démocratique du Congo	4 359	1 502
Danemark	318 991	334 990
Djibouti	558	486
République dominicaine	25 142	22 347
Equateur	36 598	21 817
Egypte	83 030	66 512
El Salvador	7 654	7 950
Erythrée	558	
Estonie	20 732	19 830
Ethiopie	5 474	4 946
Fidji	1 622	1 502
Finlande	249 039	257 569
France	2 653 912	2 775 579
Gabon	9 276	9 937
Gambie	558	486
Géorgie	4 359	3 489
Allemagne	3 489 533	3 543 781

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

	Francs suisses	
	2017	2016
ETATS MEMBRES (suite)		
Ghana	8 719	6 934
Grèce	257 251	316 617
Guatemala	15 308	13 382
Guinée	1 115	486
Guinée-Bissau	558	486
Guyana	1 115	486
Haïti	1 622	1 502
Saint-Siège	558	486
Honduras	4 359	3 975
Hongrie	87 947	132 008
Islande	12 571	13 382
Inde	402 527	330 529
Iran (République islamique d')	257 251	176 659
Irlande	182 990	207 442
Israël	234 846	196 533
Italie	2 047 106	2 207 355
Jamaïque	4 917	5 476
Japon	5 286 891	5 376 044
Jordanie	10 949	10 909
Kazakhstan	104 320	60 064
Kenya	9 834	6 448
Kiribati	558	
Kirghizistan	1 115	972
Lettonie	27 322	23 319
Lesotho	558	486
Libéria	558	486
Libye	68 279	70 487
Lituanie	39 335	36 215
Luxembourg	34 976	40 190
Madagascar	1 622	1 502
Malawi	1 115	972
Maldives	1 115	486
Mali	1 622	1 987
Malte	8 719	7 950
Iles Marshall	558	486
Mauritanie	1 115	972
Maurice	6 539	6 448
Mexique	783 765	914 122
Micronésie (Etats fédérés de)	558	486
Mongolie	2 737	1 502
Monténégro	2 180	2 473
Maroc	29 501	30 783
Mozambique	2 180	1 502
Myanmar	5 474	4 946
Namibie	5 474	4 946
Nauru	558	486
Népal	3 295	2 959
Pays-Bas	809 465	820 802
Nouvelle-Zélande	146 392	125 560
Nicaragua	2 180	1 502
Niger	1 115	972
Nigéria	114 153	44 651
Norvège	463 710	422 304
Pakistan	50 791	42 177
Panama	18 552	12 896
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 180	1 987

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

	Francs suisses	
	2017	2016
ETATS MEMBRES (suite)		
Paraguay	7 654	4 946
Pérou	74 261	58 077
Philippines	90 126	76 405
Pologne	459 351	457 061
Portugal	214 114	235 222
République de Corée	1 113 654	989 556
République de Moldova	2 180	1 502
Roumanie	100 518	112 134
Rwanda	1 115	972
Saint-Kitts-et-Nevis	558	
Sainte-Lucie	558	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	558	486
Samoa	558	486
Sao Tomé-et-Principe	558	
Sénégal	2 737	2 959
Serbie	17 488	19 830
Seychelles	558	486
Sierra Leone	558	486
Slovaquie	87 389	84 841
Slovénie	45 874	49 641
Iles Salomon	558	
Somalie	558	486
Afrique du Sud	198 805	184 609
Soudan du Sud	1 622	1 987
Espagne	1 334 307	1 475 368
Sri Lanka	16 930	12 410
Soudan	5 474	4 946
Suriname	3 295	1 987
Swaziland	1 115	1 502
Suède	522 155	476 405
Suisse	622 673	519 599
Tadjikistan	2 180	1 502
Thaïlande	158 963	118 627
ex-République yougoslave de Macédoine	3 802	3 975
Timor-Leste	1 622	972
Togo	558	486
Trinité-et-Tobago	18 552	21 817
Tunisie	15 308	17 887
Turquie	556 016	659 027
Turkménistan	14 193	9 407
Tuvalu	558	
Ouganda	4 917	2 959
Ukraine	56 266	49 111
Royaume-Uni	2 437 620	2 570 125
République-Unie de Tanzanie	5 474	4 461
Etats-Unis d'Amérique	12 015 652	10 917 882
Uruguay	43 137	25 792
Vanuatu	558	486
Venezuela (République bolivarienne du)	311 894	311 141
Viet Nam	31 681	20 846
Yémen	5 474	4 946
Zambie	3 802	2 959
Zimbabwe	2 180	972
Total partiel : Etats Membres – francs suisses	50 689 766	44 164 770
Total partiel : Etats Membres – dollars E.-U.	49 453 431	44 565 863

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

	Francs suisses	
	2017	2016
NOUVEAUX ETATS MEMBRES		
Chine		1 291 338
Erythrée		486
Kiribati		486
Saint-Kitts-et-Nevis		486
Sainte-Lucie		486
Sao Tomé-et-Principe		486
Iles Salomon		246
Tonga	558	
Tuvalu		246
Total partiel : Nouveaux Etats Membres – francs suisses	558	1 294 260
Total partiel : Nouveaux Etats Membres – dollars E.-U.	544	1 321 992
TOTAL – francs suisses	50 690 324	45 459 030
TOTAL – dollars E.-U.	49 453 975	45 887 855

Notes :

1. A la fin de 2017, l'OIM comptait 169 Membres (contre 166 à la fin de 2016).
2. Cuba, les Iles Cook et la Dominique ont été admis en qualité de Membres à la suite de l'adoption, par le Conseil, des résolutions nos 1343 et 1344 du 28 novembre 2017 et de la résolution n° 1359 du 1^{er} décembre 2017, respectivement.

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2017 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)**

Etats Membres	Francs suisses					
	2016	2015	Exercices précédents	Total	2017	Total général
Afghanistan	2 473			2 473	3 295	5 768
Algérie					87 947	87 947
Antigua-et-Barbuda*	972	937	7	1 916	1 115	3 031
Argentine					487 179	487 179
Azerbaïdjan					32 796	32 796
Belize					558	558
Bolivie (Etat Plurinational de)					6 539	6 539
Botswana					7 654	7 654
Brésil	1 130 974			1 130 974	2 088 064	3 219 038
Cabo Verde#	486	468	884	1 838	558	2 396
Cambodge	1 987			1 987	2 180	4 167
Cameroun	5 962			5 962	5 474	11 436
République centrafricaine#	486	468	1 750	2 704	558	3 262
Tchad#	972	937	2 636	4 545	2 737	7 282
Chili					55 286	55 286
Colombie					175 893	175 893
Comores#	486	468	404	1 358	558	1 916
Congo	2 473	40		2 513	3 295	5 808
Costa Rica					3 562	3 562
Côte d'Ivoire	2 626			2 626	4 917	7 543
République dominicaine#.2	22 347	3 392	362 378	388 117	25 142	413 259
Equateur					481	481
Egypte					83 030	83 030
El Salvador	7 920			7 920	7 654	15 574
Erythrée	486			486	558	1 044
Ethiopie*	4 946	4 769		9 715	5 474	15 189
Fidji	1 502			1 502	1 622	3 124
Gabon#	9 937	9 581	66 667	86 185	9 276	95 461
Gambie#	486	468	66 604	67 558	558	68 116
Ghana*	6 934	6 686		13 620	8 719	22 339
Guatemala					433	433
Guinée					1 102	1 102
Guinée-Bissau#	486	468	146 273	147 227	558	147 785
Guyana					29	29
Honduras	97			97	4 359	4 456
Hongrie					25	25
Inde					99 750	99 750
Iran (République islamique d')	139 904			139 904	257 251	397 155
Italie					415 438	415 438
Jamaïque					4 917	4 917
Kenya	6 448	805		7 253	9 834	17 087
Kiribati	486			486	558	1 044
Libéria ¹			11 691	11 691	558	12 249
Libye*	70 487	67 963	34 784	173 234	68 279	241 513
Madagascar	141			141	1 622	1 763
Maldives	486			486	1 115	1 601
Iles Marshall	486	4		490	558	1 048
Mauritanie#	972	937	2 102	4 011	1 115	5 126

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2017 (PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

Etats Membres	Francs suisses					
	2016	2015	Exercices précédents	Total	2017	Total général
Micronésie (Etats fédérés de)#	486	468	1 317	2 271	558	2 829
Maroc	15			15	29 501	29 516
Mozambique	1 502			1 502	2 180	3 682
Myanmar					62	62
Nauru	486			486	558	1 044
Népal	80			80	3 295	3 375
Nicaragua	1 289			1 289	2 180	3 469
Nigéria*	44 651	43 052		87 703	114 153	201 856
Pakistan					1 101	1 101
Panama					16 802	16 802
Pérou					38 415	38 415
Rwanda					1 115	1 115
Saint-Kitts-et-Nevis	10			10	558	568
Sainte-Lucie					558	558
Saint-Vincent-et-les Grenadines#	486	468	884	1 838	558	2 396
Samoa	27			27	558	585
Sao Tomé-et-Principe	486			486	558	1 044
Sénégal					24	24
Sierra Leone					558	558
Iles Salomon					33	33
Somalie#	486	468	7 932	8 886	558	9 444
Afrique du Sud					172 325	172 325
Soudan du Sud#	1 987	1 916	4 444	8 347	1 622	9 969
Suriname	1 987	19		2 006	3 295	5 301
Swaziland*	1 502	1 448		2 950	1 115	4 065
Tadjikistan	10			10	2 180	2 190
Timor-Leste					30	30
Togo	14			14	558	572
Tunisie	17 887			17 887	15 308	33 195
Turkménistan					4 702	4 702
Tuvalu	246			246	558	804
Ouganda# ²	2 959	2 853	142 078	147 890	4 917	152 807
Ukraine					6 824	6 824
République-Unie de Tanzanie*	4 461	4 301	4 113	12 875	5 474	18 349
Venezuela (République bolivarienne du)#	311 141	300 041	428 101	1 039 283	311 894	1 351 177
Yémen	4 946	4 677		9 623	5 474	15 097
Zambie ¹			23 931	23 931		23 931
Total en francs suisses	1 821 592	458 102	1 308 980	3 588 674	4 730 339	8 319 013
Total en dollars E.-U. (taux : 0,978)	1 862 569	468 407	1 338 425	3 669 401	4 836 747	8 506 148

* Etat Membre tombant sous le coup de l'article 4 (nombre total : 7).

Etat Membre ayant perdu son droit de vote (nombre total : 15).

¹ Etat Membre ayant conclu un échéancier de paiement et qui est à jour dans les paiements, dont le droit de vote a été rétabli (nombre total : 2).

² Etat Membre ayant conclu un échéancier de paiement mais qui n'honore pas les obligations convenues et a perdu son droit de vote (nombre total : 2).

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2017 (PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

Provision pour créances douteuses

Conformément à la politique comptable de l'OIM, une provision complète pour créances douteuses est constituée aux fins de couvrir les contributions assignées restant dues depuis deux ans ou plus. La somme de 3 588 674 francs suisses (3 669 401 dollars E.-U.) a donc été réservée pour servir de provision en considération des créances correspondant aux contributions assignées restant dues pour 2016 et les années précédentes.

	Francs suisses	Dollars E.-U.
Provision au 1^{er} janvier 2016 (A)	2 582 326	2 605 778
Contributions assignées restant dues de 2015 au 1 ^{er} janvier 2016 (B)	3 123 575	3 151 943
Paiements reçus en 2016 au titre des contributions assignées restant dues pour 2015 et les années précédentes (C)	(3 802 332)	(3 814 145)
Diminution de la provision en raison du paiement de certains Etats Membres et de contributions assignées (B – C)	(678 757)	(662 202)
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (D)		(86 435)
Provision au 31 décembre 2016 (A + B – C + D)	1 903 569	1 857 141
Provision au 1^{er} janvier 2017 (E)	1 903 569	1 857 141
Contributions assignées restant dues pour 2016 au 1 ^{er} janvier 2017 (F)	2 942 694	2 870 920
Paiements reçus en 2017 au titre des contributions assignées restant dues pour 2016 et les années précédentes (G)	(1 257 589)	(1 147 909)
Augmentation de la provision en raison du non-paiement de certains Etats Membres et de contributions assignées (F – G)	1 685 105	1 723 011
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (H)		89 249
Provision au 31 décembre 2017 (E + F – G + H)	3 588 674	3 669 401

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR SERVICE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017

(en dollars E.-U.)

	Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	Migration et santé	Migration et développement	Migration régulière	Migration assistée	Politiques migratoires et recherche	Programmes de réparation	Services et appui aux programmes de caractère général	Programme administratif	Total
PRODUITS										
Contributions à affectation spéciale										
Contributions volontaires à affectation spéciale	909 548 959	101 800 264	37 016 804	350 289 794	25 590 031	5 213 297	9 314 453	3 951 022		1 442 724 624
Contributions assignées									49 453 975	49 453 975
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	11 191 547	34 977 623	1 978 083	2 926 018	33 531 499	1 342 127		8 433 264		94 380 161
Contributions en nature	6 258 923	486 791			20 469			587 019		7 353 202
Transferts d'un projet à l'autre	4 041 192	1 535 166	996 989	2 694 742	2 242 390	2 103 544	(4 396)	(13 609 627)		
Total partiel - Contributions à affectation spéciale	931 040 621	138 799 844	39 991 876	355 910 554	61 384 389	8 658 968	9 310 057	(638 322)	49 453 975	1 593 911 962
Contributions sans affectation spéciale										
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale					5 909 544					5 909 544
Contributions volontaires sans affectation spéciale					14 880 494					14 880 494
Total partiel - Contributions sans affectation spéciale					20 790 038					20 790 038
TOTAL DES PRODUITS	931 040 621	138 799 844	39 991 876	355 910 554	61 384 389	8 658 968	9 310 057	20 151 716	49 453 975	1 614 702 000
CHARGES										
Aide au transport	142 412 354	5 820 371	1 959 221	47 283 094	19 029 098	675 566	388 639	851 791		218 420 134
Assistance médicale	8 971 488	14 005 985	108 615	3 392 569	452 084	177	660 149	(11 891)		27 579 176
Aide directe aux bénéficiaires	137 081 114	2 537 829	88 335	70 406 555	2 088 977	68 665	78 336	565 348		212 915 159
Transferts des partenaires d'exécution	61 870 387	4 451 987	2 716 473	14 561 454	901 243	369 127		613 914		85 485 178
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	205 240 688	21 434 204	17 501 640	61 118 131	6 735 509	2 935 802	4 906 356	17 204 391	3 959 674	341 036 395
Traitements et avantages du personnel	188 992 190	58 240 311	11 383 643	79 119 238	18 183 656	2 844 089	1 736 221	61 803 177	41 650 638	463 953 163
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	20 703 125	5 016 891	1 160 092	7 685 582	2 133 708	542 111	158 850	5 090 966	2 143 412	44 634 737
Fournitures et produits de consommation	96 583 484	15 850 920	3 007 993	52 923 637	6 976 240	417 495	634 621	11 618 806	3 548 977	191 562 173
Amortissement	9 643 203	2 321 257	107 730	784 790	208 507	5 469	44 096	2 397 726	128 317	15 641 095
Créances douteuses			200 008					264 658	1 712 505	2 177 171
Autres charges	1 164 745	164 155	148 110	197 524	86 359	3 025	590	(252 786)	436 809	1 948 531
Transferts d'un projet à l'autre	54 770 338	8 695 985	1 913 801	17 888 464	2 533 107	433 745	745 702	(86 981 142)		
TOTAL DES CHARGES	927 433 116	138 539 895	40 295 661	355 361 038	59 328 488	8 295 271	9 354 153	13 164 958	53 580 332	1 605 352 912

Notes :

1. Pour les secteurs par région, voir la note 25 : Information sectorielle.
2. Les questions de santé sont communes à tous les domaines d'action de l'OIM. Ce chiffre ne reflète que les activités axées sur la santé des migrants et ne comprend pas les dépenses de santé intégrées dans d'autres services.

**SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPERATIONNEL
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017**

I. GENERAL

		Dollars E.-U.		
		Budget révisé pour 2017	Montants réels	Ecart
SOURCES EN 2017				
Commission pour frais généraux liés aux projets				
Frais généraux	a)	61 100 000	69 984 056	(8 884 056)
Partie des frais généraux destinés à assurer la sécurité du personnel	b)	11 700 000	13 860 352	(2 160 352)
Total de la commission pour frais généraux liés aux projets		72 800 000	83 844 408	(11 044 408)
Revenus divers				
Contributions sans affectation spéciale		3 300 000	2 700 962	599 038
Intérêts créditeurs et autres		3 700 000	5 909 544	(2 209 544)
Total des revenus divers	c)	7 000 000	8 610 506	(1 610 506)
TOTAL		79 800 000	92 454 914	(12 654 914)
APPLICATION EN 2017				
Application de la commission pour frais généraux liés aux projets				
Personnel et services au Siège		12 194 000	12 439 333	(245 333)
Personnel et services du Centre administratif de Manille		8 389 000	8 876 963	(487 963)
Personnel et services du Centre administratif de Panama		2 532 000	2 336 193	195 807
Personnel et services des bureaux régionaux		17 910 000	17 771 827	138 173
Personnel et services des bureaux spéciaux de liaison		1 044 000	1 058 468	(14 468)
Personnel et services des bureaux de pays		5 785 000	6 062 915	(277 915)
Centre africain de renforcement des capacités		484 000	486 723	(2 723)
Centre mondial d'analyse des données sur la migration		710 000	704 327	5 673
Activités et appuis à l'échelle mondiale		6 152 000	6 270 841	(118 841)
PRISM		2 400 000	3 055 768	(655 768)
Activités et structures non inscrites au budget		3 500 000	4 255 906	(755 906)
Montant destiné à couvrir les déficits de projet imprévus			1 939 462	(1 939 462)
Application de la commission pour frais généraux liés aux projets, à l'exclusion de la sécurité du personnel	d)	61 100 000	65 258 726	(4 158 726)
Sécurité du personnel	e)	11 700 000	10 515 802	1 184 198
Application de la commission pour frais généraux liés aux projets		72 800 000	75 774 528	(2 974 528)
Application des revenus divers				
Fonds de l'OIM pour le développement – Première ligne de crédit		1 400 000	1 400 000	
Fonds de l'OIM pour le développement – Deuxième ligne de crédit		5 600 000	7 210 506	(1 610 506)
Application des revenus divers	f)	7 000 000	8 610 506	(1 610 506)
TOTAL		79 800 000	84 385 034	(4 585 034)

	Dollars E.-U.		
	Selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire)	Ajustements comptables nets	Selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS)
Revenus de soutien opérationnel (a + c – d – f) ¹	4 725 330	(593 895)	4 131 435
Sécurité du personnel (b – e) ²	3 344 550	(203 212)	3 141 338
Excédent/(déficit) pour l'exercice	8 069 880	(797 107)	7 272 773

¹ Le solde de la réserve de revenus de soutien opérationnel pour 2017 s'élève à 35 487 980 dollars E.-U. (contre 31 356 545 dollars E.-U. en 2016) selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), et à 37 901 228 dollars E.-U. (contre 33 175 898 dollars E.-U. en 2016) selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire).

² Le report au titre du mécanisme de sécurité du personnel s'élève à 5 995 276 dollars E.-U. (contre 2 871 851 dollars E.-U. en 2016) selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), et à 6 198 488 dollars E.-U. (contre 2 853 938 dollars E.-U. en 2016) selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire).

SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPERATIONNEL POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017 (suite)

II. MECANISME DE SECURITE DU PERSONNEL

A la suite de la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012 et de la résolution du Conseil n° 1240 du 27 novembre 2012 approuvant les décisions du Comité exécutif, le Directeur général maintient un dispositif permettant de contrôler de manière transparente les revenus affectés à la sécurité du personnel qui sont tirés de la commission pour frais généraux appliquée au coût total d'un projet. Ces fonds servent à défrayer la participation de l'OIM au Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) et, dans la limite des ressources disponibles, à couvrir les coûts liés au respect des Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS) et aux évacuations, ainsi que les autres dépenses liées à la sécurité du personnel.

Etat financier concernant le mécanisme de sécurité du personnel pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Source		
Commission pour frais généraux liés aux projets	13 860 352	12 700 621
Total des contributions au mécanisme	13 860 352	12 700 621
Application		
Redevance de l'UNDSS		
Assurance contre les actes de malveillance	275 726	261 709
Dépenses sur le terrain	6 327 459	6 305 447
Redevance totale de l'UNDSS	6 603 185	6 567 156
Prescriptions MOSS et autres dépenses de sécurité du personnel	3 912 617	4 974 231
Total des dépenses	10 515 802	11 541 387
Excédent/(déficit) pour l'exercice (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))	3 344 550	1 159 234
Ajustements nets sur comptes et résultats	(203 212)	17 913
Excédent/(déficit) pour l'exercice (selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS))	3 141 338	1 177 147

SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPERATIONNEL POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017 (suite)

III. FONDS DE L'OIM POUR LE DEVELOPPEMENT

En application de la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012 et de la résolution du Conseil n° 1240 du 27 novembre 2012 approuvant les décisions du Comité exécutif, le Directeur général est invité à allouer 1,4 million de dollars E.-U., prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'Etats Membres en développement et d'Etats Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit).

Vingt-cinq pour cent des revenus de soutien opérationnel (non compris l'allocation pour les dépenses de sécurité) au-delà de 20 millions de dollars E.-U. sont réservés au Fonds de l'OIM pour le développement au titre du financement par la deuxième ligne de crédit.

Sur la base des revenus de soutien opérationnel générés en 2017, qui s'élevaient à 78,6 millions de dollars E.-U. (contre 70,8 millions de dollars E.-U. en 2016), 7,2 millions de dollars E.-U. supplémentaires (contre 6,1 millions de dollars E.-U. en 2016) ont été alloués à la deuxième ligne de crédit du Fonds de l'OIM pour le développement, pour être utilisés en 2018. Cette somme vient s'ajouter à celle de 1,4 million de dollars E.-U. allouée chaque année à la première ligne de crédit du Fonds, ce qui porte à 8,6 millions de dollars E.-U. l'allocation totale du Fonds de l'OIM pour le développement en 2018.

L'allocation totale du Fonds de l'OIM pour le développement (à l'exclusion des contributions volontaires directes, à hauteur de 727 842 dollars E.-U.) ne peut, conformément à la résolution n° 134 du Comité exécutif, être supérieure aux revenus divers (comprenant les contributions sans affectation spéciale et les intérêts créditeurs).

Allocation des revenus de soutien opérationnel au Fonds de l'OIM pour le développement	2017	
	Dollars E.-U.	
Première ligne de crédit	1 400 000	
Deuxième ligne de crédit		
Revenus de soutien opérationnel réels en 2017	78 594 562	
Base des revenus de soutien opérationnel	20 000 000	
Différence	58 594 562	
Allocation à la deuxième ligne de crédit (25 % de 58 594 562 dollars E.-U.) pour application en 2018		14 648 641
A déduire : le montant supérieur aux revenus divers		(7 438 135)
Total deuxième ligne de crédit	7 210 506	
Allocation totale des revenus de soutien opérationnel de 2017 au Fonds de l'OIM pour le développement	8 610 506	
Contributions volontaires directes au Fonds de l'OIM pour le développement		
Autriche		39 600
Suède		630 676
Etats-Unis d'Amérique		57 566
Secteur privé		798
Total des contributions volontaires directes au Fonds de l'OIM pour le développement en 2017	728 640	
Total de l'allocation et des contributions directes au Fonds de l'OIM pour le développement	9 339 146	

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017

(en dollars E.-U.)

	Dollars E.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
ASIE ET PACIFIQUE			
Afghanistan	38 525 744		38 525 744
Australie	5 319 579		5 319 579
Bangladesh	29 263 388		29 263 388
Cambodge	3 169 582		3 169 582
Chine	2 458 851		2 458 851
Chine, y compris la région administrative spéciale de Hong Kong	333 496		333 496
Fidji	102 412		102 412
Inde	448 782		448 782
Indonésie	44 474 094		44 474 094
Iran (République islamique d')	1 805 832		1 805 832
Japon	953 227		953 227
République démocratique populaire lao	559 535		559 535
Malaisie	6 250 706		6 250 706
Maldives	98 174		98 174
Iles Marshall	592 573		592 573
Micronésie (Etats fédérés de)	21 326 877		21 326 877
Mongolie	269 854		269 854
Myanmar	13 446 356		13 446 356
Nauru	144 421		144 421
Népal	13 854 670		13 854 670
Pakistan	32 511 341		32 511 341
Palaos	126 433		126 433
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6 026 151		6 026 151
Philippines	5 664 309		5 664 309
Philippines - Centre administratif	14 709 564	1 530 827	16 240 391
République de Corée	834 456		834 456
Iles Salomon	51 266		51 266
Sri Lanka	7 049 490		7 049 490
Thaïlande	20 971 797		20 971 797
Thaïlande - Bureau régional	4 874 639	1 284 550	6 159 189
Timor-Leste	1 271 429		1 271 429
Vanuatu	547 356		547 356
Viet Nam	6 638 267		6 638 267
TOTAL ASIE ET PACIFIQUE	284 674 651	2 815 377	287 490 028
AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE			
Bénin	119 978		119 978
Burkina Faso	1 416 514		1 416 514
Cabo Verde	20 942		20 942
Cameroun	2 449 290		2 449 290
République centrafricaine	12 314 255		12 314 255
Tchad	4 195 863		4 195 863
Congo	147 763		147 763
Côte d'Ivoire	1 829 154		1 829 154
Gabon	107		107
Gambie	670 880		670 880
Ghana	6 277 199		6 277 199
Guinée	5 267 938		5 267 938
Guinée-Bissau	476 980		476 980
Libéria	1 473 085		1 473 085
Mali	4 952 252		4 952 252
Mauritanie	3 392 674		3 392 674
Niger	23 077 855		23 077 855
Nigéria	26 571 583		26 571 583
Sénégal	3 429 763		3 429 763

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017

(en dollars E.-U.) (suite)

	Dollars E.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (suite)			
Sénégal – Bureau régional	4 482 969	1 237 471	5 720 440
Sierra Leone	2 499 315		2 499 315
Togo	126 502		126 502
TOTAL AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE	105 192 861	1 237 471	106 430 332
CORNE DE L'AFRIQUE ET AFRIQUE DE L'EST			
Burundi	7 654 021		7 654 021
Djibouti	3 521 994		3 521 994
Ethiopie	25 341 638	322 734	25 664 372
Kenya	31 618 396		31 618 396
Kenya – Bureau régional	2 817 597	960 792	3 778 389
Rwanda	4 297 690		4 297 690
Somalie	49 483 359		49 483 359
Soudan du Sud	70 464 739		70 464 739
Ouganda	9 458 154		9 458 154
République-Unie de Tanzanie	15 281 397		15 281 397
TOTAL CORNE DE L'AFRIQUE ET AFRIQUE DE L'EST	219 938 985	1 283 526	221 222 511
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD			
Algérie	188 826		188 826
Egypte	8 984 254		8 984 254
Egypte – Bureau régional	1 528 126	770 222	2 298 348
Iraq	117 359 259		117 359 259
Jordanie	48 266 862		48 266 862
Koweït	874 956		874 956
Liban	24 386 281		24 386 281
Libye	29 798 305		29 798 305
Maroc	5 387 480		5 387 480
Arabie saoudite	433 141		433 141
Soudan	17 582 889		17 582 889
République arabe syrienne	11 686 148		11 686 148
Tunisie	1 913 741		1 913 741
Yémen	29 188 054		29 188 054
TOTAL MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	297 578 322	770 222	298 348 544
AFRIQUE AUSTRALE			
Angola	580 386		580 386
Botswana	389 977		389 977
République démocratique du Congo	12 350 616		12 350 616
Lesotho	170 278		170 278
Madagascar	1 483 195		1 483 195
Malawi	935 741		935 741
Maurice	222 631		222 631
Mozambique	2 751 094		2 751 094
Namibie	573 923		573 923
Afrique du Sud	6 196 638		6 196 638
Afrique du Sud – Bureau régional	2 467 778	880 324	3 348 102
Swaziland	194 679		194 679
Zambie	2 392 955		2 392 955
Zimbabwe	2 524 501		2 524 501
TOTAL AFRIQUE AUSTRALE	33 234 392	880 324	34 114 716
AMERIQUE DU SUD			
Argentine	14 902 363		14 902 363
Argentine – Bureau régional	1 492 428	1 172 022	2 664 450

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017

(en dollars E.-U.) (suite)

	Dollars E.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
AMERIQUE DU SUD (suite)			
Bolivie (Etat plurinational de)	334 368		334 368
Brésil	475 454		475 454
Chili	5 259 873		5 259 873
Colombie	51 420 801		51 420 801
Equateur	5 499 759		5 499 759
Paraguay	1 294 263		1 294 263
Pérou	14 485 315		14 485 315
Uruguay	1 225 561		1 225 561
Venezuela (République bolivarienne du)	926 666		926 666
TOTAL AMERIQUE DU SUD	97 316 851	1 172 022	98 488 873
AMERIQUE CENTRALE, AMERIQUE DU NORD ET CARAIBES			
Belize	146 259		146 259
Canada	1 125 135		1 125 135
Costa Rica	1 801 301		1 801 301
Costa Rica – Bureau régional	2 454 246	915 835	3 370 081
Cuba	35 467		35 467
République dominicaine	1 705 734		1 705 734
El Salvador	7 729 534		7 729 534
Guatemala	1 273 109		1 273 109
Guyana	1 893 928		1 893 928
Haïti	26 826 686		26 826 686
Honduras	3 598 072		3 598 072
Jamaïque	1 191 802		1 191 802
Mexique	2 620 225		2 620 225
Nicaragua	966 178		966 178
Panama	697 757		697 757
Panama – Centre administratif	3 171 599	721 353	3 892 952
Trinité-et-Tobago	86 062		86 062
Etats-Unis d'Amérique – Chicago	2 945 087		2 945 087
Etats-Unis d'Amérique – Dallas	1 609 706		1 609 706
Etats-Unis d'Amérique – Houston	1 785 251		1 785 251
Etats-Unis d'Amérique – Aéroport JFK	5 658 815		5 658 815
Etats-Unis d'Amérique – Los Angeles	3 040 701		3 040 701
Etats-Unis d'Amérique – Miami	3 283 590		3 283 590
Etats-Unis d'Amérique – New York	6 869 225	686 684	7 555 909
Etats-Unis d'Amérique – Newark	1 319 282		1 319 282
Etats-Unis d'Amérique – Comté d'Orange	797 190		797 190
Etats-Unis d'Amérique – Programme de réinstallation des réfugiés (USRAP), Washington	3 713 026		3 713 026
Etats-Unis d'Amérique – Washington, D.C.	2 684 881		2 684 881
TOTAL AMERIQUE CENTRALE, AMERIQUE DU NORD ET CARAIBES	91 029 848	2 323 872	93 353 720
ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN			
Autriche	4 931 399		4 931 399
Belgique	9 202 336		9 202 336
Belgique – Bureau régional	16 737 106	1 564 091	18 301 197
Bulgarie	2 519 887		2 519 887
Croatie	339 275		339 275
Chypre	721 392		721 392
Tchéquie	178 802		178 802
Danemark	240 028		240 028
Estonie	267 460		267 460
Finlande (couvre la Suède)	7 617 399		7 617 399
France	726 108		726 108

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2017

(en dollars E.-U.) (suite)

	Dollars E.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN (suite)			
Allemagne	35 575 764		35 575 764
Grèce	72 065 335		72 065 335
Hongrie	576 167		576 167
Irlande	1 547 770		1 547 770
Italie	15 346 961		15 346 961
Lettonie	173 761		173 761
Lituanie	520 820		520 820
Malte	531 022		531 022
Pays-Bas	13 800 910		13 800 910
Norvège	7 328 658		7 328 658
Pologne	845 952		845 952
Portugal	788 302		788 302
Roumanie	1 433 463		1 433 463
Slovaquie	1 123 228		1 123 228
Slovénie	259 447		259 447
Espagne	2 092 762		2 092 762
Suisse (Berne)	5 146 592		5 146 592
Royaume-Uni	3 850 971		3 850 971
TOTAL ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN	206 489 077	1 564 091	208 053 168
EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE			
Albanie	805 463		805 463
Arménie	32 038		32 038
Autriche – Bureau régional	2 482 612	1 070 825	3 553 437
Azerbaïdjan	1 829 351		1 829 351
Bélarus	1 231 689		1 231 689
Bosnie-Herzégovine	2 783 954		2 783 954
Géorgie	4 575 029		4 575 029
Kazakhstan	2 799 770		2 799 770
Kirghizistan	1 063 963		1 063 963
Monténégro	371 830		371 830
République de Moldova	2 880 440		2 880 440
Fédération de Russie	7 468 440		7 468 440
Serbie	7 090 712		7 090 712
Tadjikistan	2 802 121		2 802 121
ex-République yougoslave de Macédoine	7 344 314		7 344 314
Turquie	71 927 441		71 927 441
Turkménistan	381 531		381 531
Ukraine	34 923 681		34 923 681
Ouzbékistan	385 519		385 519
Kosovo*	2 835 767		2 835 767
TOTAL EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE	156 015 665	1 070 825	157 086 490
TOTAL BUREAUX EXTERIEURS	1 491 470 652	13 117 730	1 504 588 382
TOTAL SIEGE GENEVE	55 132 799	39 834 481	94 967 280
TOTAL GENERAL SELON LA COMPTABILITE BUDGETAIRE DE L'OIM	1 546 603 451	52 952 211	1 599 555 662
Ajustements nets sur comptes et résultats	5 169 129	628 121	5 797 252
TOTAL GENERAL SELON LA COMPTABILITE IPSAS	1 551 772 580	53 580 332	1 605 352 912

Note : La ventilation régionale ci-dessus est conforme au Programme et Budget pour 2017.

* Les références au Kosovo doivent être comprises à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

FONDS DE PRET AUX REFUGIES

Création et objet du Fonds

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la résolution n° 210 du 12 mai 1960, sert à financer, en tout ou partie, les coûts de transport des réfugiés et des services connexes, sous la forme de prêts sans intérêt accordés à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leurs répondants.

Autrefois, il existait deux fonds. A sa 61^e session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1^{er} janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2017, 48 069 mouvements (contre 107 493 en 2016) ont eu lieu au titre du Fonds de prêt aux réfugiés.

Etat pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Solde d'ouverture en début d'exercice		
Solde des fonds du Gouvernement des Etats-Unis	22 677 031	31 531 052
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
Solde d'ouverture en début d'exercice	22 988 584	31 842 605
Contributions au Fonds		
Contributions du Gouvernement des Etats-Unis	131 000 000	219 750 000
Contributions de migrants	122 125	51 060
Remboursements des billets à ordre	53 052 491	51 804 878
Intérêts créditeurs	20 937	43 826
Revenus divers	180 955	648 581
Total des contributions au Fonds	184 376 508	272 298 345
Transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations		
Afrique	(59 826 105)	(111 639 236)
Moyen-Orient	(53 319 754)	(74 953 066)
Amérique latine et Caraïbes	(9 409 483)	(12 838 073)
Amérique du Nord	(1 398 995)	(1 380 005)
Asie et Océanie	(32 933 207)	(51 461 147)
Europe	(21 972 373)	(28 837 014)
Total des transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations	(178 859 917)	(281 108 541)
Intérêts versés au Gouvernement des Etats-Unis	(20 937)	(43 826)
Solde de clôture en fin d'exercice	28 484 238	22 988 583
Solde de clôture en fin d'exercice		
Solde des fonds versés par le Gouvernement des Etats-Unis	28 172 685	22 677 030
Solde des fonds en provenance du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
TOTAL	28 484 238	22 988 583

FONDS DE PRET AUX REFUGIES (suite)

Comptabilité et évaluation des billets à ordre

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total du transport est dans un premier temps entièrement pris en charge par l'Organisation, qui prélève le montant nécessaire sur le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer une promesse de remboursement correspondant à ce coût. Lorsque les réfugiés sont réinstallés, on attend d'eux qu'ils honorent leur promesse de remboursement.

Le recouvrement, par l'OIM agissant sur mandat du Gouvernement des Etats-Unis, des sommes dues indiquées sur les billets à ordre est effectué par diverses agences bénévoles, qui sont autorisées à prélever 25 % de ces sommes pour couvrir leurs propres dépenses. Le solde de 75 % est transféré à l'OIM et crédité au compte du Fonds de prêt.

La valeur totale des futurs recouvrements de billets à ordre représente un montant important pour le Fonds de prêt et sa valeur doit donc être évaluée pour pouvoir être prise en compte dans le rapport financier. Une évaluation exacte n'est pas possible, car les recouvrements futurs dépendent des efforts soutenus de collecte, lesquels peuvent aussi subir les influences des événements politiques ou économiques.

Une méthode pratique et prudente pour évaluer la valeur future des recouvrements de billets à ordre consiste à faire une estimation sur la base des recouvrements antérieurs. Un calcul du taux moyen de recouvrement réalisé au 31 décembre 2017 pour les prêts émis en 2001 et les années précédentes a donné un taux de 70 %. Ce taux a servi à prévoir la valeur des recouvrements des nouveaux billets à ordre émis en 2017 dans le relevé ci-après. La valeur des recouvrements des billets à ordre émis auparavant n'a pas été révisée de manière significative.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
Valeur estimative des recouvrements au début de l'exercice	125 300 000	115 700 000
Valeur estimative des nouveaux billets à ordre émis durant l'exercice	30 037 206	61 343 459
Révision de la valeur estimative des recouvrements	15 285	61 419
Recouvrements perçus durant l'exercice	(53 052 491)	(51 804 878)
Valeur estimative des recouvrements à la fin de l'exercice*	102 300 000	125 300 000

*Valeur estimative des recouvrements pour le Gouvernement des Etats-Unis.

A titre de rappel, il convient de noter que le taux moyen de recouvrement des prêts remboursables depuis cinq ans ou plus a constamment augmenté ces dernières années, passant d'une moyenne de 44 % en 1996 à 77,3 % en 2017. L'amélioration du taux de recouvrement reflète les activités de collecte de l'OIM Comté d'Orange et les meilleures techniques de recouvrement de dettes appliquées par les agences spécialisées.

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR
(PROGRAMMES D'OPERATIONS)**

	Dollars E.-U.			Total
	Contributions en nature	Contributions sans affectation spéciale	Contributions à affectation spéciale	
ETATS MEMBRES				
Argentine			16 480 526	16 480 526
Australie			83 424 636	83 424 636
Autriche		39 600	5 776 449	5 816 049
Azerbaïdjan			5 918	5 918
Belgique		1 201 923	10 028 759	11 230 682
Belize			5 500	5 500
Bulgarie			1 363 290	1 363 290
Canada			66 792 381	66 792 381
Chili			343 927	343 927
Chine			982 489	982 489
Colombie			37 134 335	37 134 335
Costa Rica			5 886	5 886
Croatie			544 811	544 811
Chypre			567 011	567 011
Tchéquie			831 841	831 841
Danemark			3 696 007	3 696 007
Estonie			261 308	261 308
Finlande			9 040 297	9 040 297
France			8 542 047	8 542 047
Allemagne			107 230 270	107 230 270
Grèce			18 512 272	18 512 272
Guyana			520 672	520 672
Honduras			6 520	6 520
Hongrie			363 472	363 472
Islande			442 520	442 520
Inde			486 183	486 183
Irlande	168 486		1 715 439	1 883 925
Italie			52 057 014	52 057 014
Japon			41 174 407	41 174 407
Kazakhstan			15 000	15 000
Lettonie			148 922	148 922
Lituanie			361 668	361 668
Luxembourg			692 286	692 286
Malte			137 625	137 625
Mexique			1 770 621	1 770 621
Monténégro			22 988	22 988
Pays-Bas			42 991 421	42 991 421
Nouvelle-Zélande			1 680 183	1 680 183
Nicaragua			8 061	8 061
Norvège			20 323 012	20 323 012
Panama			12 624	12 624
Papouasie-Nouvelle-Guinée			673 806	673 806
Paraguay			497 124	497 124
Pérou			14 349 411	14 349 411
Philippines			18 208 810	18 208 810
Pologne			1 104 929	1 104 929

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR
(PROGRAMMES D'OPERATIONS) (suite)**

	Dollars E.-U.			Total
	Contributions en nature	Contributions sans affectation spéciale	Contributions à affectation spéciale	
ETATS MEMBRES				
Portugal			911 508	911 508
République de Corée	2 130		6 346 463	6 348 593
Roumanie			707 865	707 865
Serbie			81 517	81 517
Slovaquie			1 342 993	1 342 993
Slovénie			9 639	9 639
Espagne			1 773 750	1 773 750
Sri Lanka			25 000	25 000
Suède		6 306 761	26 845 324	33 152 085
Suisse	25 660		18 328 335	18 353 995
Thaïlande			(50 694)	(50 694)
ex-République yougoslave de Macédoine			23 695	23 695
Timor-Leste			239 913	239 913
Turquie			5 603 825	5 603 825
Royaume-Uni	531 080	5 174 644	74 049 832	79 755 556
Etats-Unis d'Amérique	4 309 914	2 157 566	468 807 746	475 275 226
Uruguay			298 718	298 718
Portugal			911 508	911 508
Total – Etats Membres	5 037 270	14 880 494	1 176 680 107	1 196 597 870
ETATS NON MEMBRES, AGENCES ET AUTRES				
Etats non membres	400 986		7 996 209	8 397 195
Commission européenne			259 157 937	259 157 937
Organismes des Nations Unies	687 434		116 672 245	117 359 679
Secteur privé	163 937		3 939 319	4 103 256
Autres organisations	1 063 575		31 194 603	32 258 178
Total – Etats non membres, agences et autres	2 315 932		418 960 313	421 276 245
Remboursement de billets à ordre			53 052 491	53 052 491
Intérêts nets et autres produits		5 909 544		5 909 544
Réfugiés, migrants, répondants et autres			94 380 161	94 380 161
Réajustements comptables d'acomptes en fin d'exercice			(205 968 287)	(205 968 287)
TOTAL GENERAL DES CONTRIBUTIONS	7 353 202	20 790 038	1 537 104 785	1 565 248 025

Notes :

1. Les contributions des Etats membres de l'Union européenne et de la Commission européenne se sont élevées au total à 644 188 480 dollars E.-U..
2. Les contributions volontaires sans affectation spéciale, à hauteur de 14 880 494 dollars E.-U., sont composées des contributions sans affectation spéciale créditées aux revenus divers, d'un montant de 2 700 962 dollars E.-U. (voir l'appendice 4.I), et des contributions sans affectation spéciale versées avec indication d'utilisation générale pouvant être une région, un domaine thématique et/ou le Fonds de l'OIM pour le développement, d'un montant de 12 179 532 dollars E.-U..

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT (OPERATIONAL PROGRAMMES)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
MEMBER STATES			
ARGENTINA			
Technical assistance to the Province of Río Negro to develop and execute the programme on productive and tourism infrastructure – Argentina			8 789 546
Technical cooperation among developing countries			2 482 227
Technical cooperation linking entrepreneurs worldwide and promoting return of experts – Argentina			1 176 845
Administrative assistance for strengthening the bureau for borders technical affairs – Argentina			661 723
Applied technologies to advance documentation processes – Argentina			603 773
Facilitating cross-border movements of people and regularization of migrant workers in border areas between Argentina, the Plurinational State of Bolivia and Paraguay – Argentina			566 235
Development and implementation of assistance activities to enhance UPCEFE capacities to design, formulate and implement programmes and projects for Río Negro province – Argentina			533 326
Administrative and technical assistance for the national directorate of migration (DNM) programme			499 090
Funds received in 2017 – to be allocated			486 196
International cooperation for strengthening Río Negro provincial policies related to economic and productive development, human rights and environmental management – Argentina			395 574
Technical assistance for migrants' identification and ID cards issuance – Argentina			235 597
Improvement of municipal management in order to reduce migration – Argentina			50 394
Total: Argentina – Earmarked			16 480 526
AUSTRALIA			
Regional cooperation arrangements in Indonesia			31 296 114
Health assessment for Australia-bound migrants (visa class 200 to 204)			5 136 513
Regional cooperation agreements in Indonesia			4 273 434
Assisted passage, medical and related services for Australian government-funded refugees – Australia			3 915 411
AUSCO: Australian cultural orientation – Thailand			3 451 922
Strengthening multi-stakeholder response to undocumented Afghan returnees from Pakistan 2017–2019			2 982 849
Protection and support for undocumented returnees and displaced persons in Afghanistan			2 982 849
Assisted passage for Australian government-funded refugees and special humanitarian programme entrants – Australia			2 667 912
Community stabilization through comprehensive return and reintegration assistance – Sri Lanka			2 510 833
Reintegration assistance for irregular migrant (asylum seeker) returnees from Australia			2 509 517
Movement assistance for the Syrian refugees caseload – Australia			2 256 595
Coordination and outreach migration management support through IOM satellite sites – phase II (COMMSAT2) – Indonesia			1 634 545
Immigration information and counselling services in Australia			1 634 376
Case management, counselling and reintegration planning for Christmas Island in Australia			1 555 936
Administration of the regional support office of the Bali process – Thailand – net of "for refund"			1 474 112
Health assessments for the Syrian refugees caseload – Australia			1 206 229
Departure health check: Australia-funded cases			1 196 392
Assisted voluntary return and capacity-building in migration management in Papua New Guinea			1 109 723
Australian cultural orientation – Thailand			1 088 688
Cambodian refugee settlement project – Phnom Penh			1 075 745
Support for migrant-processing facilities in Nauru – Australia			870 696
Establishment of a multi-agency integrated border management model in Sri Lanka			855 530
Rohingya response expansion 2017			783 085
Capacity-building in migration management programme – phase VI: training for Iraqi and Jordanian border control authorities – Iraq			589 889
Australian humanitarian entrants health programme – Australia			569 145
IOM circle of care for displaced persons in Indonesia – phase II (ICARE2)			528 674
Building resilience of returning migrants from the Andaman sea through economic reintegration and community empowerment – Bangladesh			508 442

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
AUSTRALIA (continued)			
Vanuatu border capability improvement programme – Australia			437 664
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking and related transnational crime – net of "for refund"			435 678
Consolidation of Sri Lanka biometrics project – biometrics phase III – Sri Lanka			374 252
Migrant outreach and messaging in Indonesia			283 371
Global compact for safe, orderly and regular migration – policymaking support			281 425
Junior professional officer			212 565
International dialogue on migration 2017: strengthening international cooperation on and governance of migration towards a global compact for migration in 2018			154 862
Public information campaign to prevent irregular maritime migration from Viet Nam to Australia – Viet Nam			123 782
Migrant awareness and trend analysis (MATA) – Indonesia			114 943
Combating trafficking in persons through a public information campaign – Sri Lanka			104 167
Delivery of a strategic communication campaign to deter irregular migration from Viet Nam to Australia – Viet Nam			83 708
Regional biometric data exchange solution – Thailand			67 500
Informing programme and policy development on human trafficking in the Timor-Leste–Indonesia border area – Timor-Leste			66 535
IOM assistance for the sixth meeting of senior officials for amendments to the refugee agreement note between Afghanistan and Australia – Afghanistan			35 247
IOM Canberra ad hoc service fee project			33 020
Reducing irregular migration by sea through awareness-raising in four districts of Bangladesh			21 598
Funds received in 2017 – to be allocated			12 821
Document verification services for the department of immigration and border protection in West Africa			8 301
Reception assistance for returning Afghans			3 066
Providing livelihood assistance and improving living conditions for vulnerable Iraqis displaced in Lebanon – for refund			(10 608)
Post-arrival reception and reintegration assistance for Afghan nationals – phase II – Afghanistan – for refund			(84 413)
Total: Australia – Earmarked			83 424 636
AUSTRIA			
Unearmarked income		39 600	
Voluntary repatriation from Austria – net of "for refund"			1 785 645
RESTART II: reintegration assistance for voluntary returnees to Afghanistan and the Islamic Republic of Iran			1 152 851
Austrian voluntary contribution – Austria			890 400
Humanitarian shelter assistance and improved coordination in response to the refugee crisis in the Diffa region – Niger			580 720
Humanitarian admission of 600 Syrian refugees to Austria			371 571
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			228 013
Reintegration assistance for returnees to Afghanistan, Pakistan and the Russian Federation – Austria			220 859
Transfer of Syrian refugees under the auspices of UNHCR to Austria			181 538
Training for Austrian migration and asylum stakeholders – Austria			176 519
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Nigeria			68 838
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Iraq			68 259
Cultural orientation training for young refugees (CulTrain V) – Austria			58 824
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Somalia			3 712
Cultural orientation training for young refugees – Austria			1 866
Enhancing the identification of victims of trafficking in the Austrian asylum procedure (IBEMA) – for refund			(4 455)
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Islamic Republic of Iran – for refund			(8 711)
Total: Austria – Unearmarked and earmarked		39 600	5 776 449
AZERBAIJAN			
Assistance for the voluntary return of migrants in Azerbaijan			5 918
Total: Azerbaijan – Earmarked			5 918

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
BELGIUM			
Unearmarked income		1 201 923	
Assistance for voluntary return from Belgium			3 690 914
Assisted voluntary return and reintegration: B-connected – Belgium			1 426 830
Reintegration assistance from Belgium			1 228 646
Return of asylum seekers from Belgium (REAB)			922 724
Facilitating refugee resettlement in Belgium in 2016			455 975
Funds received in 2017 – to be allocated			439 596
Facilitating refugee resettlement in Belgium in 2017 – Belgium			428 378
Reintegration assistance from Belgium – Belgium			372 922
Junior professional officer – United States			225 000
Strengthening migration system data management and collection in the Democratic Republic of the Congo			207 393
Assisted voluntary return and reintegration for migrants stranded or at-risk willing to return to their country of origin – Morocco			174 216
2017 global conference on cities and migration			150 000
Assisted voluntary return and reintegration Belgium support – Belgium			78 452
Assisted voluntary return and reintegration for stranded or at-risk migrants willing to return to their country of origin – Morocco			60 096
Assisted voluntary return and reintegration approach in Belgium: advanced reintegration			48 108
Belgium: allocation for staff and office costs of IOM country office in Brussels			44 057
Relocation to Belgium 2017			27 225
Facilitating refugee resettlement in Belgium in 2015			18 124
Information campaign in Georgia for the prevention of irregular migration			15 109
Facilitating refugee resettlement in Belgium in 2016			7 895
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			4 750
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Sri Lanka			2 348
Total: Belgium – Unearmarked and earmarked		1 201 923	10 028 759
BELIZE			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			5 500
Total: Belize – Earmarked			5 500
BULGARIA			
Protection of vulnerable migrants and assisted voluntary return and reintegration support – Bulgaria			377 345
Further improvement of the reception capacity of the Bulgarian asylum and migration management system – Belgium			246 948
Training and counselling for legal migrants and persons seeking/granted international protection – Bulgaria			196 388
Increasing the awareness and tolerance of Bulgarian society and migrant communities in Bulgaria			126 644
Legal counselling and interpretation services for asylum seekers in Bulgaria			103 551
Funds received in 2017 – to be allocated			96 996
Shelter rehabilitation of returnees and the local population in Diyala – Iraq			59 242
Strengthening the capacity of national institutions and NGOs in the field of asylum – Bulgaria			58 867
Humanitarian assistance for undocumented Afghan returnees from the Islamic Republic of Iran and Pakistan – Afghanistan			54 289
Counselling and training for third-country nationals and beneficiaries of international protection – Bulgaria – net of "for refund"			42 113
Provision of information and counselling for assisted voluntary returns – Bulgaria – net of "for refund"			908
Total: Bulgaria – Earmarked			1 363 290
CANADA			
Canadian resettlement programme – net of "for refund"			18 961 315
Relocation and support for internally displaced persons in Haiti			7 343 723
Evacuation of Syrian refugees to Canada – phase II – chartered flights			6 734 503
Evacuation of Syrian refugees to Canada – phase II			5 971 034
Canadian orientation abroad			3 262 377
Pre-departure medical services for Canada-bound refugees			3 151 781
Supporting and reinforcing the establishment of the Haitian national border police – Haiti			2 265 439

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
CANADA (continued)			
Assisting vulnerable children in Haiti's border areas			2 156 489
South Sudan emergency assistance			1 499 250
Rapid response and humanitarian hubs for increased aid coordination and reach in north-eastern Nigeria			1 499 250
Emergency assistance and livelihood support for the Mosul response			1 468 429
Funds received in 2017 – to be allocated			1 171 457
Increasing national and local capacity for peace implementation in Colombia			1 127 661
Combating trafficking of children and youth in Ukraine			937 962
Global assistance for irregular migrants – phase IV – Ghana			771 565
Building resilience among conflict-affected communities and returnees in Yemen through the provision of solar-powered irrigation systems in the governorates of Abyan, Lahj and Ibb			764 526
IOM – country-level support 2017 – Afghanistan			749 625
Displacement tracking and integrated humanitarian assistance for crisis-affected populations in Sudan			749 625
Resettlement of the survivors of Daesh (Yazidis) (2017–2018)			694 150
Resettlement assistance for Canada			622 597
Iraqi refugees resettlement processing to Canada			597 123
Resettlement of the survivors of Daesh (Yazidis)			459 163
Promoting peace and stability through facilitating the collaborative implementation of community support interventions – Lebanon			436 929
Enhancing security through improved border and immigration management – Somalia			417 523
Strengthening government capacity to combat human smuggling and other cross-border crimes in Sri Lanka			350 467
Coordination of humanitarian assistance for undocumented nationals of Myanmar in Cox's Bazar, Bangladesh			264 604
Strengthening the border management capacity and expertise of Thai government officials – phase III – Thailand			254 472
Pilot project to assist Iraqi refugees in the Syrian Arab Republic			242 036
Document examination support centre – phase III – Thailand			226 581
Secure borders in northern Niger			200 803
IOM assistance for displaced Tibetans in India – Nepal			156 881
Strengthening border security to combat transborder crimes, terrorism and extreme violence in Cambodia			155 763
Sri Lanka floods: health and shelter assistance for crisis-affected people – 2017			152 905
Addressing counter-smuggling and protection gaps in Benin, Ghana and Togo: strengthening national and regional mechanisms – Ghana			120 060
Capacity-building through improved induction and refresher training for immigration officials in the Lao People's Democratic Republic			113 247
Emergency response to the Peru floods – 2017			111 276
Capacity-building and communication campaign to prevent people smuggling in Viet Nam			107 491
Bali process regional guidelines for intelligence reporting – Thailand			103 343
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			90 000
Strengthening capacities to prevent and combat the smuggling of migrants by sea in Mexico			70 119
Syrian refugee operations			65 352
Document verification service in China for Manitoba province, Canada – China			48 889
Strengthening protection networks for vulnerable populations in the Marshall Islands through psychological first-aid training			32 478
Assessing the effect of natural disasters on the health and security of women and girls in the Federated States of Micronesia			28 869
Strengthening socioproductive conditions of coffee-growing families and youth – Colombia			28 000
Improving socioeconomic development and mitigating migration impacts for families – Colombia			22 183
Document verification service in China for Manitoba province – Canada			18 155
Immigration medical examinations, tuberculosis treatment and certain vaccinations for Bhutanese refugees – Nepal			16 003
Regional coordination and capacity-building for border security in Central America – El Salvador – for refund			(397)
Contributing to improved protection and assistance for stranded unaccompanied migrant children in Djibouti city – for refund			(692)
Total: Canada – Earmarked			66 792 381
CHILE			
Towards a migratory policy in Chile			278 000
Chilean special account			40 000
Study on the systematization and assessment of migrant health – Chile			25 927
Total: Chile – Earmarked			343 927

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
CHINA			
Multisectoral assistance for internally displaced persons, vulnerable communities and returnees in Somalia			1 000 000
Counter-trafficking training series for the authorities in Macao SAR, China, to support front-line social workers in identifying, assisting and protecting victims of trafficking			18 019
Assisted voluntary return and reintegration: pilot project – China – for refund			(35 530)
Total: China – Earmarked			982 489
COLOMBIA			
Support for victims of forced displacement and other groups of victims through mobile units – Colombia – net of "for refund"			8 090 971
Implementation of the comprehensive, participative and multicultural programme: IRACA – Colombia			4 231 064
Implementation of tools for the productive inclusion of populations in extreme poverty and vulnerability and of persons forcibly displaced by conflict – Colombia			4 012 292
Development of poverty reduction strategies for Afro-Colombians and indigenous populations – Colombia			3 572 470
Support for victims of forced displacement and other victimizing acts through mobile units – Colombia			2 835 083
Support design and implementation of social ordinance plans of rural property – Colombia			2 793 687
"Cultural agents for peace" strategy: social and economic support from the mayor's office of Cali – Colombia			2 727 501
Supporting the implementation at departmental and municipal level of the national policy for victim assistance and reparation – Colombia			1 920 135
Support for the formalization of the property rights process led by the national land agency with an educational focus – Colombia			1 570 566
Improvement of educational infrastructure in the municipalities targeted within the post-conflict framework – Hands to School – Colombia			1 364 187
Piloting the model of early reintegration in productive environments with former FARC members – Colombia			639 022
Promoting community reintegration and protective environments against recruitment and utilization of children and youth in armed conflict – Colombia			563 928
Environmental policy and law implementation in territories home to ethnic groups – Colombia			496 666
Development of key aspects in transitional justice and criminal law for building peace – phase II – Colombia			460 459
Educational improvement as a community stabilization strategy in border zones – Colombia			457 673
Development of public policies in favour of ethnic communities in Medellín – Colombia			395 162
Promotion of a work-inclusion model for the public employment service with a gap-closure approach – Colombia			371 314
Implementation of the learning for citizenship model in educational centres and secretariats as an education for peace strategy – Colombia			337 518
Improving institutional capacities of the national training service (SENA) for planning and international relations relating to labour migration – Colombia			301 547
Advancing innovation in ex-combatant reintegration – Colombia			204 863
Strengthening "casas lúdicas" (activity centres) as places to protect children and adolescents and to promote territorial peacebuilding – Colombia			184 698
Consolidation of the communications policy on ethnic communities of the ministry of information technologies and communication – Colombia			180 868
Support for the ministry of foreign affairs in the development of a national plan for the productive return of migrants – Colombia			172 757
Colombian reintegration agency's education and training model for reintegration – Colombia			142 778
Study on Colombian migration in Mexico 2017			120 012
Monitoring the situation of Venezuelans in five zones in Bogotá city and the ground transportation station through the displacement tracking matrix – Colombia			110 388
Strengthening migrant assistance institutional networks – Colombia			107 249
Support for the "childhood welfare observatory" for knowledge management for peacebuilding and reintegration – phase II – Colombia			83 914
Management of projects to rebuild water supply and basic sanitation infrastructure – Colombia			66 720
Improving the integral archive administration system (SAIA) at the national center for historical memory – phase II – Colombia			36 593
Support for the ministry of foreign affairs for the second session to prepare the national civil society round table on migration – Colombia			17 403
Supporting the national strategy for rights restitution relating to unidentified persons in unmarked ("NN") graves – Colombia – for refund			(23)
Strengthening institutional capacities for territorial development – Colombia – for refund			(148)
Advancing transitional justice and criminal policy for peacebuilding – Colombia – for refund			(2 786)
Supporting the management strategy and assistance, attention and reparation for victims – Colombia – for refund			(3 177)
Community stabilization and improving infrastructure of educational establishments – Colombia – for refund			(3 877)
Tailoring public employment services to the needs of the victims of internal armed conflict – Colombia – for refund			(4 822)

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
COLOMBIA (continued)			
Promoting comprehensive care and protecting children under peacebuilding strategies - Colombia - net of "for refund"			(6 712)
Support for the "childhood welfare observatory" for knowledge management for peacebuilding - Colombia - for refund			(13 070)
Institutional strengthening of the information systems of territorial entities - Colombia - for refund			(50 290)
Institutional and community strengthening for the implementation of the public health plan 2012-2021 - Colombia - for refund			(1 350 247)
Total: Colombia - Earmarked			37 134 335
COSTA RICA			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			4 882
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			1 004
Total: Costa Rica - Earmarked			5 886
CROATIA			
Pilot project on providing refugee resettlement assistance to the government of Croatia			544 811
Total: Croatia - Earmarked			544 811
CYPRUS			
Information and support centre for voluntary returns - Cyprus			430 589
Information and support centre for voluntary returns - Cyprus			101 579
Cyprus: voluntary contribution for the operations of the IOM office in Cyprus			34 843
Total: Cyprus - Earmarked			567 011
CZECHIA			
IOM appeal on the Rohingya crisis of August 2017			230 958
Humanitarian assistance for undocumented Afghan returnees from Pakistan - Afghanistan			217 713
Life-saving health assistance for internally displaced persons and conflict-affected people			203 079
Assisted voluntary returns from Czechia			101 130
Migration trends early warning system - Czechia			25 474
Assisted voluntary return from Czechia in 2017			23 956
Challenges of integration: an international conference on the integration of foreigners in Prague - sharing examples of good practices - Czechia			20 305
IOM Prague - return counselling in 2016 - Czechia			7 354
Return counselling - Czechia			4 096
Assisted voluntary return from Czechia in 2016 - for refund			(96)
Crisis centre for returning migrants in the Republic of Moldova - Czechia - for refund			(2 126)
Total: Czechia - Earmarked			831 841
DENMARK			
Strengthening the sphere of protection for victims of trafficking and vulnerable migrants in Egypt while preventing irregular migration and human trafficking (SPHERE)			1 592 357
Support for strengthening the management of migration in Niger			1 193 747
Enhancing migration management in Ethiopia and promoting voluntary return and reintegration of Ethiopians - Ethiopia			796 178
Voluntary return assistance from Denmark			408 874
Building resilience of returning migrants through economic reintegration and community empowerment - Bangladesh			390 259
CONSENT: Consolidation and enhancement of assisted voluntary return and reintegration for vulnerable migrants from Denmark - Finland			278 806
Junior professional officer			163 499
CONSENT: Consolidation and enhancement of assisted voluntary return and reintegration for vulnerable migrants from Denmark - Finland			113 854
Providing critical shelter support to newly arrived Rohingyas in Cox's Bazar - Bangladesh			45 133
Family reunification in Denmark - for refund			(190 640)
Assisted voluntary return and reintegration support for asylum seekers in Denmark - phase II - for refund			(379 439)
Pilot project: assisted voluntary return and reintegration support for asylum seekers in Denmark - net of "for refund"			(716 622)
Total: Denmark - Earmarked			3 696 007

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
ESTONIA			
Voluntary assisted return and reintegration from Estonia – phase VI – Finland			169 713
Improving the quality of asylum procedures in Estonia – phase II – Finland			46 320
Providing refugee resettlement assistance to the government of Estonia – Finland			31 750
Welcome sessions for beneficiaries of international protection – Finland			18 952
Bridges to participation: empowering third-country nationals, non-governmental organizations and local governments in Estonia – net of "for refund"			(5 427)
Total: Estonia – Earmarked			261 308
FINLAND			
Assisted voluntary return and reintegration programme for asylum seekers and other migrant groups in Finland			3 421 398
MIDA FINNSOM health – phase IV: Somaliland: institutionalizing health-care sector development through temporary returns of Somali diaspora health professionals – Somalia			1 478 953
Promoting health and well-being among migrants transiting through Egypt, Libya, Morocco, Tunisia and Yemen – Morocco			1 441 575
MIDA FINNSOM: health and education sector development in south central Somalia – Finland			1 435 294
Quota refugee and family reunification resettlement – Finland			917 389
Pre-departure orientation for Finland-bound quota refugees (FINCO) 2017-2018 – Finland			219 717
Cultural orientation for Finland-bound quota refugees in 2016-2017 – Finland			129 040
Caring for trafficked persons in Finland			36 295
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Iraq			4 376
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			2 823
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Nigeria			1 356
MIDA: institutionalizing health-care improvement through temporary returns – Finland – for refund			(47 920)
Total: Finland – Earmarked			9 040 297
FRANCE			
Refugee resettlement assistance for the government of France			4 319 668
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			1 498 094
Migrant protection and reintegration in the Sahel – Niger			1 161 440
Funds received in 2017 – to be allocated			540 307
Cooperation on transfer and reception in France of displaced Iraqi citizens and other refugees			487 127
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Sri Lanka			230 149
Junior professional officer			124 948
Junior professional officer – Niger			117 127
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Islamic Republic of Iran			52 662
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Nigeria			37 456
Victim assistance services and structure mapping – Ghana			17 162
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Iraq			6 870
Psychosocial support for populations in need of assistance in north-eastern Nigeria – for refund			(50 962)
Total: France – Earmarked			8 542 047
GERMANY			
REAG/GARP Germany 2016: nationwide financial assistance for voluntary returnees from Germany 2016 – net of "for refund"			26 911 786
Enhanced financial assistance for voluntary returnees from Germany (StarthilfePlus) – net of "for refund"			20 540 898
Multi-year seasonal emergency response plan to provide for the basic needs of vulnerable internally displaced persons – Iraq			10 397 668
Support for a family admissions programme for Syrians and Iraqis to Germany – net of "for refund"			9 043 534
Humanitarian assistance for vulnerable migrants in Yemen			6 855 007
Resettlement from Turkey to Germany under the EU-Turkey 1:1 resettlement mechanism – Germany			6 422 524
East and Horn of Africa: IOM contribution to the better migration management programme – Kenya			4 511 314
Support for the national programme on the treatment and handling of disengaging combatants in Baidoa and Kismayo – transition, rehabilitation and socioeconomic reintegration – Somalia			4 273 803

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
GERMANY (continued)			
Strengthening community policing in Iraq – net of "for refund"			3 164 001
Strengthening the self-reliance of displaced and conflict-affected communities in Ukraine			2 948 113
Supporting the establishment of humanitarian hubs and the provision of emergency shelter and non-food item assistance for conflict-affected populations in north-eastern Nigeria			2 849 811
Community policing in return areas in Iraq			2 694 506
Promoting peace and stability for internally displaced migrants and local host communities in Libya			2 633 122
Enhancing the understanding of migration and population mobility in the Horn of Africa and the Arab Peninsula through data collection and data analysis on regional routes, trends and needs			1 881 272
Facilitating sustainable reintegration of Iraqi returnees from Germany – Iraq			1 777 251
Post-arrival reintegration assistance and migration advice services in Afghanistan			1 694 488
Aware migrants information campaign – engaging West African communities – Italy			1 381 159
MIGRAKTION: assisted voluntary return and reintegration for vulnerable migrants from Niger and reintegration and community-strengthening in the Zinder region – Niger			1 193 573
Mental health and psychosocial support and resilience-building for populations displaced by conflict in north-eastern Nigeria			1 048 634
Support for the family assistance programme for Syrians applying for family reunification in Germany – net of "for refund"			976 643
Support for the documentation of undocumented Afghans residing in Pakistan			600 962
Reducing irregular migration through awareness-raising in Côte d'Ivoire			580 885
Strengthening national response capacities and awareness to combat trafficking in persons in the Central African Republic			575 841
Community stabilization initiatives in northern Niger – Niger			525 382
Community-driven inclusion of Yazidi internally displaced persons and host community women in a selected community through the provision of economic opportunities – Iraq			499 440
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			452 339
Online information website – return portal 2017 – Germany – net of "for refund"			434 289
Consolidating direct assistance and assisted voluntary return and reintegration services in Egypt (CARE)			367 031
Understanding and addressing trafficking in persons in Mauritania – phase II			366 983
Enhanced pre-return assistance in Morocco			348 095
Development of training modules for health professionals, law enforcement officers and trainers on migrant and refugee health, addressing communicable diseases and mental health problems – Belgium			189 620
Programme for human security and stabilization in coastal areas of Kenya (PHSSIII)			180 288
Basics of return information and counselling: training for local authorities in Germany			175 121
IOM information and return counselling centre in Berlin and Brandenburg – Germany			167 393
Supporting the roll-out of the Nigerian national biometric card for intra-ECOWAS travel and for biometric registration of foreign nationals – net of "for refund"			162 170
ZIRF counselling: individual return-related inquiries 2016 – Germany			157 522
Junior professional officer			152 688
Nigeria immigration service training strategy implementation – phase I: GIZ – Nigeria			148 103
Junior professional officer – Sudan			141 159
Supporting the implementation of the protection agenda: platform on disaster displacement – net of "for refund"			139 949
Global migration data portal – phase II – Germany			137 022
Mass shelter capacity (MASC) – phase II			134 027
Junior professional officer			130 833
Enhancing land and sea border data systems in Nigeria – net of "for refund"			120 199
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Iraq			119 684
Mapping of reintegration measures and initiatives for returnees in selected countries of origin – Germany			117 673
Junior professional officer – Germany			106 868
Funds received in 2017 – to be allocated			78 973
Preparatory measures for the development of an online application system for assisted voluntary return and reintegration projects implemented by the IOM office in Germany			59 991
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Islamic Republic of Iran – net of "for refund"			59 236
Information and return counselling centre: integrated reintegration in Kenya and Viet Nam 2015–2016 – Germany – net of "for refund"			58 745
ZIRF counselling – country fact sheets 2017 – Germany			54 044
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Nigeria			31 847
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Sri Lanka			8 257

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
GERMANY (continued)			
Integrated experts programme (GAPPO) – net of "for refund"			3 769
Reintegration of returnees from Germany to the Kurdistan region of Iraq – Berlin – net of "for refund"			(23)
ZIRF counselling – individual return-related inquiries 2016 – Germany – for refund			(169)
Understanding and addressing trafficking in persons in Mauritania – phase II – for refund			(2 321)
ZIRF counselling – individual return-related inquiries 2016 in Berlin – Germany – for refund			(3 076)
Fighting trafficking in persons through capacity-building for non-governmental organizations and law enforcement in Morocco – for refund			(8 012)
Understanding the socioeconomic needs and impact of Libyans in Tunisia – for refund			(11 765)
Mental health and psychosocial support and resilience-building for populations displaced by conflict in north-eastern Nigeria – for refund			(17 182)
Strengthening national awareness and response capacities to combat trafficking in persons and other forms of exploitation under prevailing crisis conditions in the Central African region – for refund			(27 032)
Support for the establishment of humanitarian hubs and the implementation of displacement tracking and direct assistance in north-eastern Nigeria – net of "for refund"			(651 251)
Post-arrival humanitarian assistance for vulnerable Afghan returnees from the Islamic Republic of Iran and Pakistan – Afghanistan – for refund			(675 375)
REAG/GARP Germany 2015: nationwide financial assistance for voluntary returnees from Germany 2015 – for refund			(1 326 365)
Support for a family admissions programme for Syrians to Germany – net of "for refund"			(2 023 655)
REAG/GARP Germany 2016: nationwide financial assistance for voluntary returnees from Germany 2016 – net of "for refund"			(8 809 043)
Total: Germany – Earmarked			107 230 270
GREECE			
Implementation of voluntary returns including reintegration measures – Greece			17 988 290
Emergency funding: migration management through voluntary return for irregular migrants from Greece			351 977
Emergency support to enhance the operational capacity of the first reception service to manage the extreme rise in migration flows into Greek national and European territory – Greece			164 138
Interpretation and information provision at the reception mobile unit in Samos – Greece			7 867
Total: Greece – Earmarked			18 512 272
GUYANA			
Health promotion among key populations in the mining and logging sector of Guyana			520 672
Total: Guyana – Earmarked			520 672
HONDURAS			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			5 458
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			1 062
Total: Honduras – Earmarked			6 520
HUNGARY			
Hungarian assisted voluntary return and reintegration and information programme – Hungary			243 612
Pilot project to assist family reunification in Hungary			38 663
Swiss-Hungarian transnational cooperation on the referral of victims of trafficking – Hungary			30 632
Funds received in 2017 – to be allocated			23 613
Awareness-raising campaign on trafficking in human beings – Hungary			15 871
Complex reintegration assistance for assisted voluntary return – Hungary			11 081
Total: Hungary – Earmarked			363 472
ICELAND			
Assisted voluntary return and reintegration support for asylum seekers in Iceland – pilot project – Finland			371 827
Resettlement of quota refugees to Iceland			70 693
Total: Iceland – Earmarked			442 520
INDIA			
Skills development initiative for potential migrants from the north-eastern states of India			486 183
Total: India – Earmarked			486 183

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
IRELAND			
Voluntary assisted return and reintegration programmes for non-EEA nationals – Ireland			795 517
Resettlement assistance for Ireland			538 482
Voluntary assisted return and reintegration programme for irregular non-EEA nationals 2017 – Ireland			199 136
Migration emergency funding mechanism for emergency response in Cox’s Bazar – Bangladesh	168 486		
Voluntary assisted return and reintegration programme for non-EEA nationals – Ireland			130 061
Voluntary assisted return and reintegration programme for irregular non-EEA nationals – Ireland			52 244
Total: Ireland – Earmarked	168 486		1 715 439
ITALY			
Support for IOM activities in Libya in response to the migration crisis			21 634 615
Assisted voluntary return and reintegration of third-country nationals hosted in Italy			4 613 662
ADITUS – Italy			4 162 220
Funds received in 2017 – to be allocated			3 291 737
Multisectoral approach to enhance service delivery and increase livelihood opportunities for youth in Somalia			2 015 677
Migration and development initiatives: Italian voluntary contribution 2016 – Italy			1 762 454
Relocation programme for Syrians, Eritreans and Iraqis from Italy to other European Union member states – actions to support the Italian government (EUREL) – Italy			1 455 345
Initiatives for business development – Niger			1 271 754
Engaging Albanian communities abroad in the social and economic development of Albania			1 256 404
Community stabilization for high-risk communities in Ndele – Central African Republic			1 184 834
Emergency response in Cox’s Bazar (appeal funding)			1 161 440
Provision of life-saving assistance to drought-affected populations in Somalia			1 137 656
Italian voluntary return network (RE.V.ITA) – Italy			882 353
Supporting conflict-affected internally displaced children living in schools (collective centres) and host communities’ children in the governorates of Shabwah and Lahj in Yemen			697 068
Mobi-TRE diaspora mobilization			691 265
Strengthening youth employability and entrepreneurship to reduce the risk of irregular migration in the Centre-Est region – Burkina Faso			596 526
Community-driven inclusion of internally displaced persons and host communities in Duhok governorate through the provision of economic opportunities and psychosocial support – Iraq			592 417
PASSIM: IOM’s support for the Italian programme for assistance and health monitoring at sea for rescued migrants – Italy			531 468
Counter-trafficking assistance Az.1 – Italy			432 136
“Aware migrants” information campaign – phase III – Italy			348 887
Assisted voluntary return and reintegration for migrants in an irregular situation in Morocco			348 841
Renovating and rehabilitating the A.M. Dogliotti medical college at the university of Liberia			344 270
Aware migrants project (information campaign) – Italy			265 607
Enhancing economic and social opportunities for Eritrean women in Hitsats and Shmelba refugee camps and for Ethiopian women in the host communities – Ethiopia			240 385
Promoting the psychosocial well-being of persons affected by crisis in Burundi			209 205
Prevention and management of irregular migration flows from the Sahara Desert to the Mediterranean Sea			169 269
Management support unit for the Italian-led regional development and protection programme for North Africa – Italy			166 235
Solidarity with children from the Maghreb and Mashreq – Egypt			148 245
Junior professional officer – Ethiopia			128 141
Intercultural competence training of trainers and roll-out training sessions for health professionals – Italy			66 624
Family tracing activities and assisted voluntary return and reintegration of unaccompanied migrant children residing in Italy			59 508
Strengthening monitoring and evaluation mechanisms on detention and reception standards in Italy			40 371
Health promotion in prisons: addressing needs and improving quality of assistance – Italy			40 301
Technical support for the Italian ministry of interior – national integration plan – Italy			31 432
Immigration and integration study visit to Canada – Italy			26 308
Strengthening the evidence base of radicalization of youth in targeted communities in Albania and Serbia – Bosnia and Herzegovina			23 687
Repatriation of non-EU citizens from Italy			22 679
Facilitating responsible and effective management of circular migration – Mauritius			17 464
Mentorship in Italian universities – youth-to-youth support for the integration of students with different backgrounds			10 395
Strengthening the delivery of reintegration assistance for returning Nigerian migrants from Europe – for refund			(21 873)
Total: Italy – Earmarked			52 057 014

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
JAPAN			
Provision of humanitarian assistance to new internally displaced persons and those in protracted situations and comprehensive community stabilization in areas of return – Iraq			6 713 900
Advancing counter-terrorism, community stabilization and humanitarian response in Somalia			3 671 000
Assisting Afghan return migration needs – Afghanistan			3 147 125
Support for Syrian refugees in Turkey through access to livelihood opportunities, transportation services and strengthened municipal services			1 981 175
Improving human security for vulnerable displaced populations and host communities in South Sudan affected by conflict			1 573 200
Support for countering terrorism in Guinea and Mali – Guinea			1 573 000
Reinforcing border security and management to support counter-terrorism in Mali			1 573 000
Provision of life-saving assistance to drought-affected populations in Somalia			1 500 000
Providing life-saving shelter/non-food item interventions to newly arrived Rohingyas in Bangladesh			1 500 000
Community revitalization programme: community assistance and stabilization for refugee host communities in Garissa county, north-eastern Kenya			1 311 000
Strengthening disaster preparedness, response and community resilience in Sierra Leone			1 234 000
Reducing vulnerability to trafficking in persons, exploitation and abuse and recruitment by criminal networks through improved socioeconomic conditions – Ethiopia			1 050 000
Reinforcing border security to support counter-terrorism in Côte d'Ivoire			1 050 000
Shelter, non-food item and displacement tracking matrix assistance for internally displaced persons and conflict-affected communities			1 049 050
Emergency humanitarian assistance for internally displaced persons and conflict-affected communities in the health and water, sanitation and hygiene sectors in Yemen			1 049 050
Durable solutions for Chadian returnees from the Central African Republic – Chad			1 049 000
Capacity-building to improve border security and address transnational organized crime in South Sudan			1 048 800
Health and water, sanitation and hygiene response for vulnerable populations in South Sudan			1 000 000
Emergency response for undocumented nationals of Myanmar in Balukali and Kutupalong makeshift extended site – Bangladesh			1 000 000
Reconciliation support and community development in the conflict-affected communities of the Donbas region – Ukraine			965 125
Strengthening Sierra Leonean national health-care capacity through diaspora engagement – Sierra Leone			864 000
Direct assistance for internally displaced persons in Libya			679 500
Providing humanitarian support to refugees and strengthening the border management capacity of the government of Jordan to enhance border security – Jordan			612 650
Improving global health security through strengthening the capacity of the government to prevent, detect and respond to diseases outbreaks and other public health events at border spaces – Democratic Republic of the Congo			525 000
Enhancing border management and border community capacities in Niger			525 000
Reinforcing capacity to deal with irregular migration, organized crime and terrorism in Mauritania – phase II			525 000
Enhancing border management to counter terrorism in Burkina Faso			525 000
Refugee resettlement – Japan			440 381
Junior professional officer			270 927
Junior professional officer			270 927
Junior professional officer – Indonesia			220 583
Junior professional officer – Morocco			211 557
Return and reintegration assistance for trafficked victims in Japan			200 000
Junior professional officer – United States			135 756
Junior professional officer			127 769
Junior professional officer – Malaysia			85 699
Assisted voluntary return and reintegration project in Japan			70 986
Junior professional officer – Philippines			62 960
Bali process website support (Japanese funds)			10 000
Assisted voluntary return and reintegration – pilot project in Japan			9 292
Capacity-building for Ebola-focused health and humanitarian migration management in Côte d'Ivoire – for refund			(626)
Strengthening health system capacity, preparedness and resilience – Sierra Leone – for refund			(3 385)
Development of guidelines for qualification and skills recognition among ASEAN economies – Indonesia – for refund			(94 327)
Pilot capacity-building project in integrated border management in western and southern Chad – for refund			(138 667)
Total: Japan – Earmarked			41 174 407

C/109/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
KAZAKHSTAN			
Addressing migration movements through capacity-building in Central Asia – Kazakhstan			15 000
Total: Kazakhstan – Earmarked			15 000
LATVIA			
Continuation of assisted voluntary return and reintegration in Latvia – phase VII – Latvia			139 196
Facilitating refugee resettlement in Latvia			9 726
Total: Latvia – Earmarked			148 922
LITHUANIA			
RAF: return assistance for foreigners – Lithuania			153 893
Migration information centre (2017): facilitating the reintegration of returning Lithuanian nationals – Lithuania – net of "for refund"			77 285
European migration network 2017–2018: national contact point for Lithuania			46 225
Reintegration in the home country – Lithuania			32 032
Funds received in 2017 – to be allocated			29 621
Facilitating refugee resettlement in Lithuania			22 611
Total: Lithuania – Earmarked			361 668
LUXEMBOURG			
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg – Belgium			303 592
Cooperation on services for refugee resettlement to Luxembourg (244 Syrians) – Belgium			201 229
Improving IOM capacity to respond to crises by enhancing its operations and emergencies expert roster			170 692
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg – Belgium			16 773
Total: Luxembourg – Earmarked			692 286
MALTA			
Assisted voluntary return and reintegration in the country of origin – RESTART VI – Malta			122 013
Providing refugee resettlement assistance to the government of Malta			18 417
Assistance in the identification of victims of trafficking – Malta – for refund			(2 806)
Total: Malta – Earmarked			137 625
MEXICO			
Project for providing assistance for migrant returnees (PAMIR) under the repatriation procedure in Mexico (PRIM) 2017 – Mexico			1 214 736
Project for providing assistance to migrant returnees (PAMIR) – Mexico			424 486
Funds received in 2017 – to be allocated			80 000
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			44 620
Providing protection and assistance tools to public officials through a seminar on mechanisms for social intervention as a strategy to prevent trafficking in persons – Mexico			6 779
Total: Mexico – Earmarked			1 770 621
MONTENEGRO			
Building the capacities and strengthening cooperation between law enforcement officials – Montenegro			22 988
Total: Montenegro – Earmarked			22 988
NETHERLANDS			
Assisted voluntary return from the Netherlands – Netherlands			10 835 911
Consortium for integrated stabilization and peace in eastern Democratic Republic of the Congo (CISPE) – Democratic Republic of the Congo			4 830 498
Return and emigration assistance from the Netherlands			3 745 940
Migrant rescue and assistance in the Agadez region – phase II: return assistance for migrants and governments – Niger			2 962 085
Assisted voluntary return and reintegration from the Netherlands – phase II: 2018–2020			2 917 032
SRHR-HIV knows no borders – South Africa			2 443 017
Resettlement programme in the Netherlands – net of "for refund"			2 250 050
Enhancing regional convergence of data collection, analysis and dissemination through the displacement tracking matrix			1 531 940
Migrants as messengers and change-makers			1 473 253
Nigeria immigration service training strategy implementation – phase I – Netherlands			1 333 386
Connecting diasporas for development – Netherlands			1 322 869

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
NETHERLANDS (continued)			
Supporting the sustainability of community policing in the provinces of Papua, West Papua and Maluku – Indonesia			1 080 852
Enhancing life-saving operations at sea by the Libyan coastguard and supporting humanitarian repatriation of vulnerable migrants out of Libya			1 047 600
Assisted voluntary return and reintegration from Libya			945 498
Countering trafficking in persons in Burundi			590 000
Capacity-building support for migration management in Puntland state and south central Somalia			562 580
Support activities for the global compact for safe, orderly and regular migration			555 556
Morocco: assisted voluntary return and reintegration for migrants stranded or at-risk and willing to return to their country of origin			450 962
Innovative actions in assisted voluntary return and reintegration from the Netherlands			358 153
Encouraging hope: community mobilization to mitigate irregular migration – Ethiopia			348 432
Building resilient communities – Iraq			337 678
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			286 597
Relocation to the Netherlands – pilot phase – Netherlands			209 737
Junior professional officer – Afghanistan			162 556
Junior professional officer – Jordan			145 931
Supporting the Oriental region to develop its local migration and development strategy – Morocco			96 352
Preventing unsafe migration from Albania to European Union member states – Albania			84 706
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Islamic Republic of Iran – net of "for refund"			70 638
Capacity-building training on identifying victims of trafficking – Kuwait			66 038
Digitalization in support of the return of aliens from the Netherlands (REAN) programme – Netherlands			39 306
Pilot cash grants for selected migrants in Amsterdam – Netherlands			16 426
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Nigeria			8 941
Supporting governmental and non-governmental partners to protect migrants' human rights – Egypt			2 758
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Somalia			2 561
Funds received in 2017 – to be allocated			1 180
Assisted voluntary return and enhanced reintegration support for former asylum seekers – phase II – Netherlands – net of "for refund"			357
Strengthening the Indonesian national police through institution-building – phase III – for refund			(5 946)
Partnership on health and mobility in the mining sector of Southern Africa – for refund			(26 337)
Post-arrival and reintegration assistance for Congolese minors from the Netherlands – Democratic Republic of the Congo – for refund			(40 789)
Return and emigration of aliens from the Netherlands (REAN) 2016 – for refund			(52 882)
Total: Netherlands – Earmarked			42 991 421
NEW ZEALAND			
Resettlement services – Australia			1 152 765
Migration health services for resettlement – Australia			371 219
Facilitated migration services – Australia			132 698
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking and related transnational crime			25 052
Funds received in 2017 – to be allocated			6 913
Establishment of the regional support office within the Bali process regional cooperation framework – phase I – Thailand – for refund			(1 741)
Administration of the regional support office of the Bali process – Thailand – for refund			(6 724)
Total: New Zealand – Earmarked			1 680 183
NICARAGUA			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			6 061
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			2 000
Total: Nicaragua – Earmarked			8 061
NORWAY			
Voluntary assisted return programme Norway 2017 – Norway			2 933 966
Regional programme against human trafficking – phase II – Ukraine			2 539 414
Support for the emergency response for Afghan returnees from Pakistan and the Islamic Republic of Iran – Afghanistan			1 939 488

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
NORWAY (continued)			
Cultural orientation programme – information for and about quota refugees 2017 – Norway			1 712 748
Funds received in 2017 – to be allocated			1 154 173
Quota cases to Norway – refugees from Europe – Norway			1 092 648
Financial support for return – phase IX – Norway			1 055 496
Strengthening counter-trafficking and protecting vulnerable migrants in Central Asia in response to regional and global challenges – Kazakhstan			885 028
Information, return and reintegration for vulnerable migrants in Norway – phase VI – Norway			636 415
Enhancing operational capacities of Somalia's immigration authorities – phase II			631 758
Water, sanitation and hygiene rehabilitation and winterization support in conflict-affected communities of Donetsk – Ukraine			629 961
Contributions and invoicing – Norway			595 481
Support for the humanitarian hubs in Nigeria to enhance the delivery of assistance to populations in need			592 979
IOM humanitarian activities and the global compact for safe, orderly and regular migration – Nigeria			592 979
Delivering assistance to people in need in response to the Lake Chad crisis – Cameroon			592 979
Protecting the human rights of victims of trafficking – Republic of Moldova			513 620
Enhancing protection and improving knowledge on the risks of irregular migration in Sudan – phase III			467 290
Enhancing protection of migrants and refugees in Ethiopia through the provision of specialized services in the emergency migration response centres			467 290
Assisted voluntary return and reintegration support for migrants residing in Turkey			428 187
Support for activities related to the global compact for safe, orderly and regular migration			249 051
Strengthening the Turkish national referral mechanism for vulnerable migrants			242 984
Reintegration and rehabilitation of victims of trafficking in Ukraine			211 798
Strengthening institutional capacities for referral mechanisms for the prevention of violent extremism – Bosnia and Herzegovina			122 339
Effective and sustainable management of global contingency stocks and common pipeline stocks (NOREPS IV)			121 492
Assisted voluntary return of unsuccessful asylum seekers and other migrants in an irregular situation in Norway			95 034
Financial support for return – phase VIII – Norway			24 802
Building the capacities of institutions in Bosnia and Herzegovina to address mental health issues among defence personnel – phase II – Bosnia and Herzegovina			24 010
Voluntary repatriation from Norway			11 871
Information, return and reintegration of Afghan nationals to Afghanistan (IRRANA IX) – Norway			6 444
Professional accelerated introduction for jobs and entrepreneurship – Norway – for refund			(1 097)
Counter-smuggling interventions in Turkey – for refund			(32 028)
Outreach for voluntary return in 2016 – Norway – for refund			(55 701)
Information on return and reintegration for vulnerable migrants in Norway – net of "for refund"			(159 886)
Total: Norway – Earmarked			20 323 012
PANAMA			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			10 500
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			2 124
Total: Panama – Earmarked			12 624
PAPUA NEW GUINEA			
Strengthening public awareness and building capacity in communication and community engagement – phase II – Papua New Guinea			673 806
Total: Papua New Guinea – Earmarked			673 806
PARAGUAY			
Migration management through an intercontinental personal identification and registration system (PIRS/MIDAS) – phase II – Paraguay			469 238
Technical cooperation for the government of Paraguay			27 885
Total: Paraguay – Earmarked			497 124
PERU			
Strengthening the national police for community security and stabilization – Peru			12 757 378
Technical support for Lima's town hall work execution services			1 566 430
Technical cooperation among developing countries			25 602
Total: Peru – Earmarked			14 349 411

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
PHILIPPINES			
Implementation of the 2017 PAMANA (payapa at masaganang pamayanan) projects in the autonomous region in Muslim Mindanao – Philippines			18 657 200
Construction of 320 shelters for families affected by typhoon Haiyan in Tacloban city – Philippines – for refund			(448 390)
Total: Philippines – Earmarked			18 208 810
POLAND			
Poland assisted voluntary returns programme 2006			463 343
Migrant.Info: support for migrants and their inclusion in Polish society – Poland			242 391
Increasing the effectiveness of migration management – Poland			209 416
Funds received in 2017 – to be allocated			121 951
Cooperation and competence as a key to efficiently combating trafficking in human beings – Poland			76 471
Activation of the Tunisian diaspora in Poland for country-of-origin development – for refund			(8 642)
Total: Poland – Earmarked			1 104 929
PORTUGAL			
Assisted voluntary return and reintegration – phase VI – Portugal			841 206
Fostering integration by addressing health equity – Portugal			52 735
Upholding human rights standards at the UHSA reception centre for irregular migrants – Portugal			16 260
Certification and monitoring of a temporary installation centre in Porto			1 306
Total: Portugal – Earmarked			911 508
REPUBLIC OF KOREA			
Humanitarian assistance for undocumented Afghan returnees from the Islamic Republic of Iran and Pakistan – Afghanistan			2 100 487
Providing life-saving shelter, non-food items, site management and health interventions to newly arrived Rohingyas in Bangladesh	2 130		1 500 000
Multisectoral assistance for populations affected by the Syrian crisis			1 200 000
Preventing cholera outbreaks and improving the nutritional status of pregnant and breastfeeding women and children under 5 years by providing supplementary food to internally displaced persons			500 000
Livelihood support for vulnerable women and youth in famine-affected areas – South Sudan			300 000
2017 consolidated appeal: IOM South Sudan			200 000
Provision of camp coordination and camp management services to displaced populations in Somalia			200 000
Junior professional officer – Senegal			101 730
Implementation of the IOM private sector partnership strategy			100 000
Increasing the capacity of the government of Ethiopia to prepare for and respond to situations of mass return or deportation of irregular Ethiopian migrants			100 000
Refugee resettlement to the Republic of Korea			44 246
Total: Republic of Korea – Earmarked	2 130		6 346 463
ROMANIA			
INTERACT Plus: integrated services for migrants and intercultural dialogue in Romania			361 360
STARRT II: Services for pre-departure assistance and transfer of 80 refugees resettled from Turkey in 2017 – Romania			146 544
Assisted voluntary return and reintegration programme in Romania 2017 – 2020			122 877
STARRT I: services for pre-departure assistance and transfer of 20 refugees resettled from Turkey in 2017 – Romania			56 167
Assisted voluntary return and reintegration programme in Romania 2015			30 432
Strengthening the institutional cooperation capacity of the Moldovan bureau for migration and asylum in Romania – for refund			(1 232)
Supporting Romanian non-governmental organizations for providing direct assistance to victims of human trafficking – for refund			(8 283)
Total: Romania – Earmarked			707 865
SERBIA			
Strengthening the capacity of the commissariat for refugees and migration in finding durable solutions for refugees and internally displaced persons and improving the response to increased migration flows – Serbia			81 517
Total: Serbia – Earmarked			81 517

C/109/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SLOVAKIA			
Migration information centre to support integration of migrants in Slovakia – phase IX			503 550
Voluntary return and reintegration in country of origin – Slovakia			416 017
Funds received in 2017 – to be allocated			266 563
Integration programme for persons resettled in Slovakia – phase III			131 399
European migration network: national contact point for Slovakia			41 931
Contribution towards rented premises – Bratislava			5 576
Trafficking in humans beings – Slovakia			3 035
Voluntary return and reintegration in country of origin – Slovakia – for refund			(4 058)
Don't become a slave! 2 – online campaign and training of trainers to prevent trafficking in human beings – Slovakia – for refund			(5 155)
Migration information centre to support the integration of migrants in Slovakia – phase VIII – for refund			(15 865)
Total: Slovakia – Earmarked			1 342 993
SLOVENIA			
Slovenian assisted voluntary return and reintegration programme 2015–2016			9 639
Total: Slovenia – Earmarked			9 639
SPAIN			
Assisted voluntary return with reintegration for vulnerable migrants – Spain			611 629
Productive assisted voluntary return programme to Africa and Latin America – Spain			407 753
Return assistance for migrants and government – Spain			233 609
AVRR MEYSS 2016 – Spain			153 247
PEAR II: promotion of employment in the rural environment – Spain			96 461
Selection mission for resettlement – Spain			80 994
FORM-T: support, training and certification of competencies – Spain			61 987
AYSHA: building job opportunities for immigrant women – Spain			58 057
Situation of the immigrant population in Spanish rural areas and their contribution to rural development – Spain			58 057
Voluntary contribution for IOM Madrid office rent			45 982
Productive voluntary return 2014 – Spain – for refund			(12 600)
Assisted voluntary return and reintegration from Mauritania 2016 – Spain – for refund			(21 425)
Total: Spain – Earmarked			1 773 750
SRI LANKA			
IOM appeal on Rohingya crisis of August 2017			25 000
Total: Sri Lanka – Earmarked			25 000
SWEDEN			
Unearmarked income		6 306 761	
Reintegration grants for voluntary returnees from Sweden to Afghanistan			7 798 149
Quota cases to Sweden – refugees from Europe to Sweden			2 793 304
Multisectoral humanitarian assistance in north-eastern Nigeria – SIDA 2017 allocation – Nigeria			2 235 386
Strengthening institutions through diaspora assistance in Somalia (SIDA-MIDA): public financial management, justice and health – Somalia			1 691 864
Family reunification resettlement cases to Sweden			1 235 105
Protecting displaced populations in Burundi through comprehensive relocation and reintegration assistance			1 221 411
Scaling-up coordinated protection, promotion and reinforcement of human rights for citizens and vulnerable groups, including internally displaced persons, in Zimbabwe			1 196 172
ASIA: Enhancing corporate responsibility in eliminating slavery and trafficking (CREST) in Asia – Viet Nam			1 173 058
Life-saving humanitarian assistance for migrants, internally displaced persons and other conflict-affected populations in Yemen			1 117 693
Protection of the most vulnerable internally displaced persons in IOM-coordinated displacement sites in North Kivu, Democratic Republic of the Congo			1 117 693
Improving access to health, water, sanitation and hygiene for undocumented nationals of Myanmar living in Cox's Bazar district IV – Bangladesh			1 117 693
Support for emergency livelihoods in areas of return in Iraq			894 154
Institutional and civil society response to transitional justice mechanisms under the peacebuilding process – Colombia			766 230
Support for the office of the high commissioner for peace for institution- and community-strengthening towards peacebuilding at the territorial level – Colombia			676 424

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SWEDEN (continued)			
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			406 682
Support for the national strategy for sustainable development goal follow-up – phase II – Colombia			403 633
Training for trainers in the gender approach for the transitional zones and FARC reintegration – Colombia			342 046
Promoting the social mobilization and education for peace strategy: the “world’s largest conversation” – Colombia			285 011
Enhancement of IOM capacity to support policymaking and provide policy advice – migration governance indicators			239 492
Global compact for safe, orderly and regular migration: staff – team leader			214 277
Seconded staff in Geneva			200 891
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Iraq			157 219
Assisted voluntary return and reintegration for victims of trafficking and foreign citizens in prostitution in Sweden – phase IV – Finland			115 746
Swedish medical programme for Bosnia and Herzegovina and Kosovo ¹ – phase V – Bosnia and Herzegovina			111 951
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Islamic Republic of Iran – net of “for refund”			9 868
Mosul emergency response – Iraq – net of “for refund”			(77 824)
Increased understanding of gender-based violence and improved access to life-saving health care in Baghdad, Diyala, Salah al din, Najaf, Anbar and Erbil governorates – Iraq – net of “for refund”			(129 919)
Reception and reintegration assistance for Afghan returnees from Sweden – Afghanistan – for refund			(468 086)
Total: Sweden – Unearmarked and Earmarked		6 306 761	26 845 324
SWITZERLAND			
IOM coordinating office			2 534 640
Reintegration assistance from Switzerland			1 952 642
Poverty reduction through skills development for safe and regular migration in Cambodia, the Lao People’s Democratic Republic, Myanmar and Thailand – Thailand			1 500 000
Funds received in 2017 – to be allocated			1 471 705
Post-arrival humanitarian assistance and protection enhanced support for Afghan returnees from the Islamic Republic of Iran and Pakistan – Afghanistan			1 028 807
Providing refugee resettlement assistance to the government of Switzerland			1 000 000
Enhancing life-saving operations at sea by the Libyan coastguard – Libya			800 000
Mainstreaming migration into national development strategies – transition phase			567 830
Appeal on the Rohingya crisis: August 2017	25 660		514 403
Swiss resettlement programme for victims of the crisis in the Syrian Arab Republic			532 183
Development of the international recruitment integrity system (IRIS)			520 754
Strengthening labour migration governance through regional cooperation in Colombo process countries – Sri Lanka			500 000
Connecting and engaging migrants through a mobile platform			426 829
Community-led outreach on safe migration in two districts in Bangladesh			426 486
Information, tracking and monitoring of South Sudan displacement dynamics – South Sudan			400 400
Humanitarian hubs and common services in north-eastern Nigeria			397 219
Improved reconstruction of flood- and cyclone-affected schools in Rakhine state – Myanmar			326 349
Swiss REPAT – IOM movements programme			293 620
Internal displacement monitoring in Burundi through the displacement tracking matrix			260 163
Swiss pre-departure orientation programme (PDCH III)			250 000
Youth self-employment support programme in five communities of Conakry – Guinea			204 878
Enhancing land and sea border data systems in Nigeria – phase II			203 252
Understanding and managing internal migration in Mongolia – China			202 479
Reimbursable movements from/to Switzerland – federal office for migration – net of “for refund”			196 737
Nigeria immigration service training strategy implementation – phase I – Nigeria			150 000
Awareness-raising to combat irregular migration from Nigeria through a television miniseries “The missing steps” – production phase – Nigeria			145 250
Global compact for safe, orderly and regular migration – regional civil society consultations			142 564
Community stabilization initiative for populations affected by the conflict in northern Mali			130 125
Support for the promotion of youth employment through entrepreneurship and development of micro-enterprises in the province of Kinshasa – pilot phase – Democratic Republic of the Congo – net of “for refund”			128 204

¹ References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SWITZERLAND (continued)			
Raising awareness on human trafficking: events on 18 October and itinerant bus			122 159
Provision of voluntary repatriation assistance from Egypt			119 166
Contributing to counter-trafficking through the organization of international round tables and support for and coordination of counter-trafficking events			117 073
Return and reintegration of victims of human trafficking – Bulgaria			113 102
IOM-FAO co-chairmanship of the Global Migration Group 2018			106 707
Tandem with NGOs to support victims of trafficking in human beings (TaNGO) – Romania			100 022
National multi-stakeholder consultations on the global compact for safe, orderly and regular migration in Bangladesh, Cambodia, Nepal, the Philippines, Sri Lanka and Thailand – Bangladesh			95 000
Assisted voluntary return and reintegration from Switzerland to Guinea: transition from the specific country programme to flat funding for IOM Conakry			94 942
Cantonal programme for return and reintegration assistance for persons living in the Canton of Bern under the Swiss asylum law or the Swiss foreigners' law			76 844
Programme between IOM Bern and the Canton of Vaud: assisted voluntary return and reintegration			72 016
Programme between IOM Bern and the Canton of Vaud: assisted voluntary return and reintegration			46 573
Poverty reduction through skills development for safe and regular migration in Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand and Viet Nam – Cambodia			44 073
Service fee collection point for the Swiss REPAT – IOM movements programme			41 172
Swiss REPAT – IOM movements programme			39 141
Displacement tracking in Bubanza, Cankuzo and Gitega provinces using the displacement tracking matrix – Burundi			30 030
Facilitating sustainable reintegration of voluntary returnees from Switzerland through business support in Nigeria			29 452
Swiss return information fund			28 527
Migrant lives: monitoring migrant well-being in 15 Southern African States – Germany			24 000
Support for the government of Nigeria to conduct national consultations on the global compact for safe, orderly and regular migration – Nigeria			21 000
Assisted voluntary return and reintegration from Switzerland to Guinea 2016 – phase IX			19 612
Pre-departure cultural orientation: special programme for integration in Switzerland			18 404
Logistical support for the Swiss observer group joining the European Union election observation mission for the general election in Kenya – 2017 – Belgium			10 750
Swiss cultural orientation program (PDCH II)			10 030
Monitoring and evaluation of perceptions of the impact of the peace agreement's rapid response strategy – Colombia			7 737
Scoping study on planned project "Improving protection and voluntary return integration for vulnerable migrants along Western Mediterranean migration routes" – Germany			3 868
Switzerland: contributing to preventing and combating human trafficking through international round tables			1 926
Sozialdirektion Burgdorf Kirchbühl – reimbursable movements to/from Switzerland			1 585
Gesellschaft – Gemeinde Kusnacht – reimbursable movements to/from Switzerland			1 491
Swiss return information fund			1 473
Reimbursable movements to/from Switzerland – Sozialhilfe Stadt Basel			1 367
Workshop on development of guidelines for humanitarian visa and temporary protection – Costa Rica – for refund			(1 526)
Housing recovery and reconstruction platform – phase II – Swiss agency for development and cooperation contribution – Nepal – for refund			(10 562)
ASHSHASH: for men and women who have escaped trafficking – Bangladesh – for refund			(12 819)
Development of an international migration benchmarking index – Germany – for refund			(17 837)
Migration dynamics in Niger: research and action on inclusion of migration issues in policies and programmes in Niger – for refund			(61 278)
Seconded staff – for refund			(68 669)
Consolidating the migration and development institutional framework of the Republic of Moldova – for refund			(105 736)
Total: Switzerland – Earmarked	25 660		18 328 335
THAILAND			
Containment of artemisinin resistance and moving towards eliminating plasmodium falciparum – Thailand – for refund			(50 694)
Total: Thailand – Earmarked			(50 694)
THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA			
Pathway to employment through skills development and sustainable labour market migration of the Roma in particular Roma women (PATHSKILL) – The former Yugoslav Republic of Macedonia			23 695
Total: The former Yugoslav Republic of Macedonia – Earmarked			23 695

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
TIMOR-LESTE			
Systematic screening for tuberculosis among high-risks groups in Timor-Leste			239 913
Total: Timor-Leste – Earmarked			239 913
TURKEY			
Supporting the efforts of Turkey to manage migration			2 858 894
Regional cooperation on border management with Greece and Bulgaria – phase II – Turkey			1 374 517
Consolidation and strengthening of the national referral mechanism for assisted voluntary return and reintegration of irregular migrants in Turkey			784 447
Enhancing government efforts to address human trafficking and irregular migration in Kachin, northern Shan and Rakhine states – Myanmar			500 000
International dialogue on migration workshop within the global compact for safe, orderly and regular migration			102 669
Institutionalization of counter-trafficking efforts			27 000
Protecting victims of human trafficking – Turkey – net of "for refund"			(43 702)
Total: Turkey – Earmarked			5 603 825
UNITED KINGDOM			
Unearmarked income		5 174 644	
Humanitarian assistance for conflict-affected households in the Greater Upper Nile region – South Sudan			12 618 168
Multi-year programme for natural disaster preparedness, response and recovery in Pakistan 2015–2019			9 380 691
Resettlement of vulnerable Syrians – United Kingdom			6 628 866
Humanitarian assistance for conflict-affected households in the Greater Upper Nile region – South Sudan			4 692 539
Syria resettlement programme (pre-arrival) – United Kingdom			3 713 155
Humanitarian assistance for conflict-affected households in the Greater Upper Nile region – South Sudan			3 666 419
Integrated cholera control and prevention for vulnerable and crisis-affected communities in Yemen			2 597 403
Contribution to the IOM response to hurricane Maria in Dominica – Guyana			1 598 077
Vulnerable children resettlement scheme – United Kingdom			1 468 966
Integrated protection for vulnerable migrants and conflict-affected Yemenis (internally displaced persons) in Yemen			1 461 039
Support for IOM to address the migration crises in Yemen – 2016/2017			1 293 661
Integration and stabilization support through livelihoods for internally displaced persons and the conflict-affected population in Ukraine			1 268 991
Improving the lives of migrants through direct assistance and the displacement tracking matrix – Libya			1 125 349
Supporting Libyan authorities in managing migration flows by improving compliance with human rights in migrant detention centres and through voluntary repatriations – Libya			1 109 475
Gateway resettlement programme (pre-arrival outcomes) – United Kingdom			1 079 484
Monitoring migration flows through the displacement tracking matrix and enhancing the protection of migrants through direct assistance and durable solutions – Sudan – net of "for refund"			1 003 176
Comprehensive response to the humanitarian needs of the displaced population in Burundi			1 002 940
Tajik–Afghan integration, resilience and reform-building programme – Tajikistan			952 522
Support for resettlement of national staff and families working for the British Embassy in Kabul			847 766
Favourable opportunities to reinforce self-advancement for today's youth – Morocco			818 792
Moving towards sustainable approaches in preventing violent extremism in Bosnia and Herzegovina			766 622
Humanitarian assistance for conflict-affected households in the Greater Upper Nile region of South Sudan			712 500
Supporting humanitarian return and reintegration from Libya			671 141
Gateway resettlement programme (pre-arrival outcomes) – United Kingdom			650 991
Mosul emergency response and preparedness – Iraq			635 346
Tajik–Afghan integration, resilience and reform-building programme – Tajikistan			625 626
Opportunities to reinforce self-advancement for today's youth – Morocco			582 698
Providing life-saving shelter/non-food items, site management and health interventions to newly arrived Rohingyas in Bangladesh	531 080		
Sustainable solutions for vulnerable migrants in Egypt			526 207
Improving the response capacity of the office of the high commissioner for peace in transition zones for the implementation of the peace agreements – phase II – Colombia			439 498
Assisted voluntary return and reintegration for irregular migrants in Turkey			424 987
Enhancing the operational capacity of the Turkish coastguard through the provision of rescue equipment – Turkey			410 178
Improving the reception conditions at removal centres – Turkey			347 330

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED KINGDOM (continued)			
Strengthening the immigration and border management capacity of the federal government of Somalia			335 811
Support to strengthen the migration and asylum management system in Serbia			334 798
Life-saving humanitarian assistance for Burundian refugees in the United Republic of Tanzania (2017)			322 165
Assisted voluntary return and reintegration – Turkey			306 491
Strengthening data collection and analysis in response to human mobility in the context of the Mediterranean migration crisis			300 093
Systematic data collection and analysis of migratory flows towards Europe – Austria			300 093
Data collection and analysis on migration from West and Central Africa in the context of the Mediterranean migration crisis – Senegal			300 093
Supporting Turkey in enhancing migrant integration and social cohesion through an online information platform and awareness-raising on migration			283 634
Socioeconomic inclusion of minority communities into society to support long-term reconciliation and conflict prevention – Kosovo ¹			276 488
Strengthening capacity and international cooperation in detecting forged travel documents – Turkey			271 634
Improving coordination of humanitarian interventions for undocumented nationals of Myanmar – Bangladesh – net of "for refund"			271 080
Increasing community participation in the design of development programmes with a territorial approach for the construction of stable and durable peace – Colombia			263 852
Research on improved shelters for responding to floods in Pakistan – phase II			263 087
Contributing to Turkey's efforts to respond to the migration crisis through enhanced migration management – Turkey			260 726
Colombia: support for the implementation of the final agreement with the FARC regarding the priorities and obligations of the office of the high commissioner for peace			246 980
Supporting the efforts of the directorate general for migration management to enhance the capacity of removal centres in line with international human rights standards – Turkey			241 760
Assessment of integrated border management application in Turkey			236 872
Provision of arrival and reintegration assistance to Afghan nationals who have no legal right to remain in the United Kingdom and are being returned to Afghanistan by the United Kingdom government – Afghanistan			226 391
Increasing access to protection for migrants in Serbia and the former Yugoslav Republic of Macedonia – Serbia			225 070
Building Colombian capacities to address gang violence – Colombia			208 135
Improving government communication strategies with communities for a stable and durable peace – phase II – Colombia			205 617
Supporting labour migration management in Turkey – phase II			188 911
Mediterranean sustainable reintegration (MEASURE)			187 558
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Nigeria			186 051
Supporting Turkish national police capacity to detect forged travel documents – Turkey			184 630
Field-level piloting of the labour migration management framework: sustainable labour market inclusion of Syrians under temporary protection in Gaziantep – Turkey			168 035
IDCU – identity documents verification – Afghanistan			162 174
Funding the pre-arrival outcomes in support of the relocation of the "Calais children" – United Kingdom			155 841
Tracing unsafe migration: advancing data and research on migrant deaths – Germany			147 443
Strengthening the capacity of the government of Colombia to implement post-conflict security guarantees			145 846
Facilitated return scheme reintegration support services – United Kingdom			145 199
Supporting foster carers for child victims of human trafficking and modern slavery – United Kingdom			145 069
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Iraq			136 096
Support for the special jurisdiction for peace (JEP) in addressing gender-based violence and other violations of women's human rights – Colombia			134 228
Improving the response capacity of the office of the high commissioner for peace in the implementation of the peace agreements with the FARC – Colombia – net of "for refund"			123 008
Improving the capacity of the government of Kenya in countering human trafficking – Kenya			105 336
Procurement of IT equipment for the staff of the directorate general for international labour of the ministry of labour and social security – Turkey			102 621
Specification for reintegration assistance in Afghanistan			100 066
Improving first reception capacity of the Turkish national police department for countering migrant smuggling and human trafficking – Turkey			98 603
Funding the transfer of unaccompanied children from France to the United Kingdom – France			91 649
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Sri Lanka			80 969
Increasing national and local capacity for achieving peace in Colombia – net of "for refund"			75 038
Baseline assessment related to the vulnerabilities and needs of seasonal agricultural migrant workers' children in Antalya, Turkey			67 684

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED KINGDOM (continued)			
Support for the coordination of the IOM-DFID Mediterranean intervention, including interim and final reporting – United Kingdom			65 520
Provision of basic business skills and vocational skills training and income-generation support to Eritrean communities in the Tigray region in northern Ethiopia			62 094
Support for strengthening migration and asylum management in Serbia – inception phase – net of "for refund"			60 591
Transfer of 50 unaccompanied/separated children in need of international protection from Greece to the United Kingdom – Greece			58 022
Supporting labour migration management in Turkey			57 980
Facilitated reintegration scheme for detained migrants from the United Kingdom – year 1			55 831
Orientation programme for newly assigned staff of the directorate general for international labour – Turkey			54 230
Promoting social integration and reconciliation in Kosovo ¹			47 604
Improvement of infrastructure, security and operational capacities at the Cilvegozu/Bab al-Hawa border crossing at the Turkish-Syrian border			43 689
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			40 009
Supporting the orientation of migrants and refugees in Turkey through harmonization programmes			37 547
Transfer of 100 unaccompanied/separated children in need of international protection from Greece to the United Kingdom – Greece			29 970
Post-arrival reception and reintegration assistance for Afghan nationals returning under United Kingdom assisted voluntary return			27 955
Supporting Turkey in the development of a national integration policy – Turkey			21 537
Translation of international labour law and related secondary legislation into selected languages – Turkey			19 399
Assessment of how Chinese social media and internet search engines are used to facilitate fraudulent visa services and irregular migration to the United Kingdom – China			12 831
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Islamic Republic of Iran – net of "for refund"			5 413
Support for the socioeconomic development of conflict-affected populations in Azerbaijan			3 731
Direct assistance for migrants rescued at sea and tracking displaced populations inside Libya – for refund			(14)
Malakal protection-of-civilians site extension: improving living conditions for internally displaced persons in the UNMISS base in Malakal – South Sudan – for refund			(428)
Transportation of refugees and newly arrived migrants to the first reception centre on the island of Lesbos – Greece – for refund			(534)
Addressing the humanitarian needs of Burundian refugees in the United Republic of Tanzania – for refund			(1 190)
Support for the coordination of the IOM Mediterranean intervention – for refund			(5 631)
Transportation aid for Syrian refugees and camp coordination and camp management in Jordan – for refund			(5 825)
Expert-level workshop series on protection at sea – for refund			(15,607)
Strengthening the protection of migrants through the humanitarian resilience programme – Yemen – for refund			(17 880)
Study on migrant profiles and building an evidence base – Italy – for refund			(26 650)
Mediterranean migration response – reducing risks of unsafe migration: linking research data and policy – Germany – for refund			(34 223)
Promotion of sustainable reintegration in Iraq through the creation of job counselling – Iraq – for refund			(40 193)
Data collection to improve understanding of migration flows from Afghanistan and Pakistan towards Europe – for refund			(42 632)
Improving the response to increased migration flows through the Western Balkans route – The former Yugoslav Republic of Macedonia – for refund			(57 534)
Housing recovery and reconstruction platform – phase II – Nepal – for refund			(139 313)
Total: United Kingdom – Unearmarked and earmarked	531 080	5 174 644	74 049 832
UNITED STATES OF AMERICA			
Unearmarked income		2 157 566	
United States refugee admission program			125 591 895
IOM appeal on the Rohingya crisis of August 2017			28 650 000
Typhoon Maysak reconstruction project: preparing stage 3 – Federated States of Micronesia			21 321 609
Community revitalization programme – phase VII – Iraq			18 000 000
Integrated emergency response: addressing the needs of displacement-affected populations in Iraq			16 893 416
Federally administered tribal areas transition initiative in Pakistan			16 381 356
Improving access to humanitarian services for refugees from Myanmar and undocumented nationals of Myanmar in Cox's Bazar – Bangladesh			15 692 850
Multisectoral assistance for populations affected by the Syrian crisis in the Syrian Arab Republic			12 656 801

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Addressing basic needs and enhancing resilience and access to services			10 400 000
Somalia stabilization initiative – Somalia			9 504 739
Provision of emergency water, sanitation and hygiene, health and psychosocial support in South Sudan			8 656 677
Community cohesion initiative – Niger			8 276 449
Reintegration and prevention of recruitment programme – Colombia			7 885 000
Emergency evacuation in Yemen 2016			6 100 000
Life-saving emergency assistance for internally displaced persons and conflict-affected populations in Yemen			5 906 170
Rapid response fund: South Sudan and Abyei – net of "for refund"			5 763 835
Inclusion for peace activities – Colombia			4 950 000
Humanitarian assistance programme in Afghanistan			4 703 740
Supply chain support for humanitarian partners providing assistance to populations affected by the crisis in northern Syrian Arab Republic			4 513 125
Conflict victims project: institutional strengthening activity – Colombia			4 300 000
Strengthening the humanitarian response for conflict-affected populations in north-eastern Nigeria			3 867 439
Integrated emergency response: addressing the needs of displacement-affected populations in Iraq – net of "for refund"			3 802 200
Monitoring and oversight of infrastructure and agriculture projects – Pakistan			3 775 713
Shelter provision and water, sanitation and hygiene response for conflict-affected populations in Borno state – Nigeria			3 189 430
Essential relief and early recovery support for vulnerable returnees, internally displaced persons and other conflict-affected communities in eastern Ukraine			3 000 000
Promoting the reduction of and an improved operational response to gender-based violence through camp management and site planning – phase III			2 900 000
Global health security partner engagement: expanding efforts and strategies to protect and improve public health globally			2 893 427
Regional programme to strengthen capacities to protect and assist vulnerable migrants in Mesoamerica – phase VIII – Costa Rica			2 830 000
Migrant support programme – United States			2 762 161
Implementation of the IOM displacement tracking matrix across Iraq			2 750 000
Provision of emergency CCCM, DTM, WASH, health and mental health and psychosocial support services in South Sudan			2 536 748
Enhancing the overseas health assessment and management of United States-bound refugees			2 429 504
Combating human trafficking in Afghanistan			2 417 944
Dignity and rights in Central Asia – Kazakhstan			2 270 614
Addressing irregular migration flows and upholding human rights of migrants along the north-eastern African migration route and North Africa – NOAH phase V – Egypt			2 217 468
Greater Mekong subregion and Malaysia: migrant assistance and protection programme – Thailand			2 100 000
Horn of Africa/Gulf of Aden/Yemen: improving protection of migrants – phase VIII – Ethiopia			1 965 534
Provision of camp management services in the Bentiu protection-of-civilians site – South Sudan			1 924 968
Abyei rehabilitation initiative – South Sudan			1 917 298
Global health security partner engagement: expanding efforts and strategies to protect and improve public health globally			1 811 104
Rapid assistance programme for the internally displaced: R.A.P.I.D. fund for eastern Democratic Republic of the Congo			1 705 066
Improving access to health, water and sanitation services, education and freedom from violence in Cox's Bazar – Bangladesh			1 663 841
Emergency humanitarian assistance for internally displaced persons, returnees and host communities in the Central African Republic			1 611 595
Disaster risk reduction through building community resilience – Papua New Guinea			1 508 264
Technical capacity-building for the ministry of refugees and repatriation in return and reintegration – phase II – Afghanistan			1 500 000
Hispaniola–Caribbean PACTA: prevention, assistance for migrants along the Haitian–Dominican border, facilitation of international coordination, provision of training, technical assistance, and advocacy – Dominican Republic			1 500 000
Addressing irregular migration in Southern Africa – phase VIII – Botswana			1 471 892
Enhanced opportunities for Moroccan youth			1 440 115
Enhancing the living conditions of Syrian refugees and host communities affected by the Syrian crisis			1 400 000
Global compact for safe, orderly and regular migration and the intergovernmental conference on international migration in 2018			1 383 887
Inspiring a movement and public action to counter trafficking and exploitation (IMPACT) – Thailand			1 378 855
Protecting vulnerable migrants in Western Central Africa – Senegal			1 357 830

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Responsible minerals trade: creation and monitoring of conflict-free supply chains (1 January 2017 to 31 December 2018)			1 355 806
Rapid response fund for humanitarian emergencies in Sudan – net of "for refund"			1 345 355
Logistics management for urgent humanitarian assistance in response to hurricane Matthew – Haiti			1 328 453
Assistance for Syrian refugees: regional refugee and resilience plan (3RP): 2017 contribution – Iraq			1 300 000
Port-au-Prince northern extension zone: community revitalization programme – Haiti			1 279 221
Enhancing capacities and mechanisms to identify and protect vulnerable migrants in the Western Balkans – phase II – Bosnia and Herzegovina			1 185 851
Multisectoral assistance for populations in the Syrian Arab Republic affected by the crisis			1 164 723
Programme for improved disaster management and resilience against natural disasters in Myanmar			1 148 280
Providing life-saving transportation assistance to refugees in the United Republic of Tanzania			1 000 000
Humanitarian shelter/non-food item assistance and improved coordination in response to the refugee crisis in the Diffa region – Niger			1 000 000
Emergency transportation and relocation assistance for Eritrean, Somali and South Sudanese refugees – Ethiopia			1 000 000
Expanded vaccination and presumptive treatment project for United States-bound refugees			962 158
Humanitarian assistance for the internally displaced person population in the Diffa region – Niger			927 048
Disaster preparedness for effective response (PREPARE) programme – Federated States of Micronesia			926 364
Providing critical support to cyclone Mora-affected Rohingya households in Cox's Bazar – Bangladesh			925 000
Integrated emergency water, sanitation and hygiene response and prevention of gender-based violence – South Sudan			910 310
Countering trafficking in persons in Ukraine			902 104
Humanitarian assistance through the provision of non-food items and hygiene kits to vulnerable internally displaced persons in Libya			870 718
Establishment of infection prevention and control short course departments and mobile training in Sierra Leone			868 563
Cross-border community engagement on border management mechanisms enforcement in Niger			856 583
Addressing migration movements through capacity-building in Central Asia – Kazakhstan			840 000
Disaster risk reduction – building community resilience in Timor-Leste – phase III			826 672
Support for enhanced coordination of assistance provided to displaced populations in the Darfur region – Sudan			800 000
Supporting refugees and migrants through a consolidated Mediterranean and flow-monitoring response in Turkey			800 000
Post-return humanitarian assistance for deportees – Haiti			769 561
Emergency assistance for persons in search of international protection and community-strengthening in western Bolivarian Republic of Venezuela – phase XIII – Colombia			750 000
Reinforcing the Haitian national police academy – Haiti			735 090
Increasing livelihood opportunities for Malian refugees and selected host communities in Hodh ech Chargui – Mauritania			700 000
HIV prevention and care interventions for migrants and specific communities in Africa – net of "for refund"			699 919
Tracking and monitoring population displacement trends using the displacement tracking matrix system in Somalia			698 399
Return, reintegration and family reunification for victims of trafficking in the United States – phase XIV			689 000
IOM appeal Haiti/hurricane Matthew – Haiti – net of "for refund"	4 309 914		663 194
Strengthening disaster risk reduction capacity and promoting community resilience in Aceh – phase II – Indonesia			659 953
Global: strengthening IOM capacities in project information management			650 000
Technical support for the national programme on disengaged combatants in Somalia			649 620
Reinforcing the Haitian border police headquarters in the Nord-Est department – Haiti			644 943
Establishing and managing humanitarian hubs for increased aid coordination and reach in north-eastern Nigeria			644 602
Capacity-building support for the Kenyan authorities and assistance for at-risk groups in marginalized communities in Kenya to counter violent extremism			602 194
Enhancing health responses through the provision of comprehensive primary health care and cholera response in high-risk regions of Grande-Anse and Sud departments – Haiti			600 000
Post-presidential disaster declaration on El Niño-induced drought response in the Marshall Islands – Federated States of Micronesia			567 460
Assisting the government of Ghana to combat child trafficking – Ghana			561 310
Global health security partner engagement: expanding efforts and strategies to protect and improve public health globally			548 529
Emergency response for internally displaced persons and host communities in northern Cameroon			541 696
IOM global assistance fund for the protection, return and reintegration of victims of trafficking			525 905

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Enhancing capacities to manage mixed migratory flows from the Greater Mekong subregion – China			525 000
Rapid assistance programme for the internally displaced: R.A.P.I.D. fund for North Kivu and Tanganyika – Democratic Republic of the Congo			520 068
Building capacities of governments to prepare for, respond to and manage crisis-induced displacement and improving understanding of mobility patterns in ECOWAS countries – Senegal			511 334
Strengthening the emergency mental health and psychosocial support response for crisis-affected populations in north-eastern Nigeria			510 312
Emergency direct assistance for victims of trafficking – United States			496 560
Prevention of youth violence in the Zinder region – Niger			483 522
Early recovery assistance for internally displaced persons, returnees and host communities in the Central African Republic			481 371
Prevention and the reintegration of at-risk youth in the north Caribbean coast autonomous region of Nicaragua			479 261
Climate adaptation, disaster risk reduction and education (CADRE) – Federated States of Micronesia			467 917
Construction of health and education facilities – Afghanistan			458 054
Camp coordination and camp management support and capacity-building in Rakhine and Kachin states – Myanmar – net of "for refund"			442 041
International disaster response capacity-building for humanitarian actors in the Republic of Korea			431 761
Community-based approach to support youth in target municipalities in Bosnia and Herzegovina			424 993
Supporting implementation of the guidelines to protect migrants in countries experiencing conflict or natural disaster: knowledge transfer and capacity-building			418 269
Enhancing basic services and livelihood opportunities in Abyei – Sudan			416 157
Lao People's Democratic Republic: combating human trafficking through reinforcing judicial capacity			400 000
E-learning solutions to support the justice academy of the ministry of justice of Azerbaijan – phase II			396 257
Sri Lanka adverse south-west monsoon response			391 194
Improving the conditions of vulnerable internally displaced persons, returnees and host community members in northern Mali through the displacement tracking matrix and return information, support for protection assistance and protection referral system			354 746
Capacity-building and mentorship of civil protection actors to reinforce the functionality of emergency operation centres – Haiti			354 722
Global knowledge management: support for regional migration and vulnerable migrant protection			351 153
Improving knowledge, enforcement and coordination in counter-trafficking – Rwanda			350 867
Providing infrastructure and regulatory reform to reduce population movement in eastern Democratic Republic of the Congo – net of "for refund"			342 126
Emergency preparedness and capacity-building in 2017 – Haiti			340 305
Empowering Mauritanian youth through education, leadership and self-improvement (EMELI) – Mauritania			330 124
Building preparedness for disaster risk management in Indonesia: reducing risks of displacement			323 357
Monitoring the regional PRM-funded migration programmes – United States			322 605
Strengthening coordination to respond to trafficking in persons and to provide protection for all victims of trafficking in Mozambique			313 095
Women in policing regional conference – Georgia			308 185
Humanitarian assistance programme in Afghanistan			306 111
Positive life alternatives for Egyptian youth at risk of irregular migration (PLAYA) – Egypt			301 025
Positive life alternatives for Egyptian youth at risk of irregular migration (PLAYA) – Egypt – net of "for refund"			300 556
Capacity-building to support policymaking: enhancement of national migration governance frameworks			300 000
Global migration data portal – Germany			300 000
Strengthening intercommunal dialogue and non-violent conflict resolution in Ouham Pende – Central African Republic			294 156
Displacement tracking in Burundi			294 017
Technical assistance for the government of Kyrgyzstan to strengthen the framework on combating trafficking in persons – Kazakhstan			291 260
Water, sanitation and hygiene vulnerability study – Sudan			275 000
Countering trafficking in persons – Belarus			270 616
Combating human trafficking in Burkina Faso by strengthening the national framework, improving data collection and providing training on victim protection – Burkina Faso			264 431
Strengthening early warning systems and preparedness actions for disaster risk reduction in Papua New Guinea			263 486
Humanitarian assistance for Muslims of Myanmar from Rakhine state and special at-risk groups in Thailand			260 000

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Strengthening the capacity of the government of Mexico to conduct victim-centred investigations and prosecutions of trafficking in persons cases and to enhance victim protection systems – Mexico			257 193
Preventing and addressing gender-based violence in South Africa			250 000
Support for ongoing efforts to institutionalize accountability to affected populations in strategic planning, programme design and adjustments during implementation, monitoring and evaluation			250 000
Building an NGO network to combat trafficking, especially in conflict and ceasefire areas in Myanmar			242 656
Border community engagement in border security and management in Senegal			229 360
Income tax reimbursement			229 318
Human trafficking information exchange: a reliable foundation for effective anti-trafficking			216 488
Vendor role in the Central American minors programme on parole processing – El Salvador			209 125
Rural community engagement in border security and management – Senegal			206 274
Enhancing counter-trafficking in the Western Balkans – Bosnia and Herzegovina			205 382
Counter-trafficking activity – Azerbaijan			203 523
Strengthening capacities for improved coordination, protection and prosecution relating to trafficking in persons in Madagascar			203 014
Rapid response fund – South Sudan			202 005
Promoting community cohesion for Syrian female refugees and members of their host communities – Egypt			200 000
Childcare services and psychosocial assistance at the Bangkok immigration detention centre			200 000
Strengthening international cooperation on migration and support for the global compact on migration – United States			199 955
Enhancing national counter-trafficking efforts in Malaysia			191 238
Counter-trafficking training and technical assistance: a global rapid response project– United States			185 551
Supporting the enactment of anti-trafficking legislation and the national action plan in Tunisia			183 431
Strengthening institutional capacity to coordinate national anti-trafficking response, including the identification and protection of victims and investigation and prosecution of trafficking offenders			180 798
Enhancing national and local capacities for the prevention of trafficking in persons and protection of victims of trafficking and vulnerable returnees in Ethiopia			170 849
Capacity-building towards resilience for reducing disaster risks in Palau – Federated States of Micronesia			169 738
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			165 000
Strengthening counter-trafficking efforts for improved human security in Indonesia			162 062
Combating trafficking in persons in the Federated States of Micronesia through the establishment of protection frameworks			161 529
Strengthening Ukraine's response to trafficking in persons – Ukraine – net of "for refund"			159 636
Protecting victims of trafficking through enhanced partnership, identification and referral – Timor-Leste			137 671
Identification and management of open spaces for disaster preparedness (PMOS – phase II) – Nepal			124 836
Strengthening coordination to respond to trafficking in persons and ensure justice and protection for all victims of trafficking in Namibia			122 572
Camp coordination and camp management capacity-building and support for the government of Peru			120 020
Institutional strengthening for crime prevention initiatives targeting underserved youth in San Miguelito – Panama			119 468
Support for the government of Turkmenistan in the implementation of standard operating procedures on the identification of victims of trafficking – phase III – Kazakhstan			115 000
Provision of emergency humanitarian assistance to drought-affected displaced populations in Somalia			114 770
Community engagement in Bosnia and Herzegovina			114 332
Capacity-building for criminal justice actors in the Caribbean to counter trafficking in persons – Jamaica			111 767
Strengthening the national action plan on trafficking in persons in Turkmenistan to ensure coordinated assistance and a victim-centred approach – Kazakhstan – net of "for refund"			109 529
Enhancing availability and accessibility of services for victims and potential victims of trafficking, especially children, in Ukraine			104 971
Engaging communities in border management in Niger – phase II			101 064
International dialogue on migration in 2017: strengthening international cooperation on and governance of migration towards a global compact on migration in 2018			100 000
Strengthening the capacity of Guyana to effectively combat trafficking in persons and assist victims of trafficking – Guyana			92 417
Protection and life-saving emergency shelter and non-food item response for internally displaced persons in Ethiopia			89 362
Fostering a South American network for knowledge management on trafficking in persons investigations and prosecutions – Colombia			85 609
Reducing vulnerabilities to human trafficking activity in Myanmar			80 674

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Countering trafficking in persons – Belarus – net of "for refund"			79 638
Strengthening disaster risk reduction capacity and promoting community resilience – Indonesia			76 910
Demobilization, disassociation, reintegration and reconciliation: conflict dissolution and peacebuilding in Nigeria			74 650
Capacity-building for the national security forces of Nepal in camp coordination and camp management – Nepal			72 931
2017 global meeting of consultative processes on migration: the global compact for safe, orderly and regular migration			65 000
Contributing to the fight against trafficking in persons in Turkmenistan – Kazakhstan			62 000
Research in domestic trafficking in persons for sexual and labour exploitation in Tajikistan			60 057
Strengthening governmental efforts to combat human trafficking through enhanced prosecution and victim protection in Egypt			59 870
Developing the binational protocol on consular assistance for victims of trafficking in persons – Mexico			57 956
Displacement tracking matrix and shelter/non-food item and camp coordination and camp management assistance for affected and displaced communities in Burundi			56 083
Non-food item pre-positioning and capacity-building for strengthened emergency response capacities – Haiti			51 383
Relief and reconstruction efforts in response to the major flood in Mocoa – Colombia			50 000
Armenia trafficking in persons assessment project			45 000
Capacity-building for institutionalized victim-centred investigations and prosecutions of trafficking in persons cases in South Africa			44 187
The Moldovan youth health and well-being survey "Sanatatea Mea" – Republic of Moldova			43 800
Strengthening government capacity for disaster management – logistical support for incident command system training in Timor-Leste – phase II			40 172
Migrants in countries in crisis initiative – phase III: secretariat and capacity-building			31 217
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			30 000
Favourable opportunities to reinforce self-advancement for today's youth – Morocco			28 124
Research, design and publishing of a manual for community-based psychosocial support programming in emergency, displacement and return situations – Belgium			26 657
Enhanced pre-positioning for disaster response preparedness in the Federated States of Micronesia			24 897
Sustainable tuberculosis diagnostic and treatment services for non-resettlement Bhutanese refugees in Jhapa and Morang districts – Nepal			24 442
Afghanistan rapid humanitarian assistance programme – net of "for refund"			21 104
Shelter projects 2015–2016			18 277
Technical assistance to strengthen measures to combat trafficking in persons in Papua New Guinea			17 991
Demobilization, disassociation, reintegration and reconciliation: conflict resolution and peacebuilding in the Lake Chad region (Cameroon, Chad and Niger)			17 480
Improving future shelter programming through effective dissemination of experiences learned from past shelter practices			13 319
Engaging diasporas for an alternative approach to safer shelters in disaster response and preparedness – United States			13 019
Camp coordination and camp management and disaster risk management capacity-building in Southern Africa – phase III – Mozambique			12 854
Assessment and improvement of security and operational capacities of the Cilvegözü/Bab al-Hawa and other border crossing points in south-eastern Turkey			12 582
Supporting availability and access to specialized services for victims of trafficking and individuals at risk through the provision of basic assistance and technical support to first responders – Iraq			11 857
Life-saving emergency assistance for internally displaced persons and conflict-affected populations in Yemen			10 938
Assessment of a hybrid power system for the Kyzyl-Art customs post – Tajikistan			10 000
Comprehensive action to combat trafficking in persons in Maldives			9 710
Victim-centred response to trafficking crimes in Tajikistan			9 630
Enhancing screening activity and surveillance capacity at borders and in border communities: Ebola crisis response			7 834
Enhancing the capacity of Somali immigration officers to use the IOM migration information and data analysis system (MIDAS) – Somalia			5 445
Summer school on migration studies 2017 – Czechia			4 903
IOM gender marker validation workshop			3 377
Counter-trafficking training and technical assistance: a global rapid response project – United States			2 889
Shelter emergency response: tropical cyclone Dineo in Inhambane province in Mozambique			2 809
Comprehensive action to combat trafficking in persons in Maldives – net of "for refund"			198
Consultative workshop on community-based complaint mechanisms on sexual exploitation and abuse – for refund			(816)
Mobile training for Ebola practitioners and for non-Ebola health-care clinicians – Sierra Leone – for refund			(3 796)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Strengthening the criminal justice response to human trafficking in Thailand – for refund			(9 761)
Support for migrant resettlement in Slovakia – for refund			(16 948)
Resettlement of the MEKs (Mojahedin-e-Khalq, or the People's Mujahedin of Iran) – Jordan – for refund			(71 469)
Total: United States of America – Unearmarked and earmarked	4 309 914	2 157 566	468 807 745
URUGUAY			
Strengthening the capacities of the refugees commission (CORE) in Uruguay			234 226
Funds received in 2017 – to be allocated			34 492
Promotion of human rights and migration in Uruguay			30 000
Total: Uruguay – Earmarked			298 718
Subtotal: MEMBER STATES	5 037 270	14 880 494	1 176 680 107
NON-MEMBER STATES			
BAHRAIN			
Capacity-building training for labour inspectors in Bahrain: ethical recruitment and combating exploitative practices – Kuwait			38 391
Total: Bahrain – Earmarked			38 391
KUWAIT			
IOM whole-of-Syria multisectoral programme			3 000 000
Kuwait initiative: IOM Kuwait office and operations			573 033
Total: Kuwait – Earmarked			3 573 033
SAUDI ARABIA			
Increasing safe movement, protection and durable solutions for returnees, refugees and migrants fleeing the Yemen crisis – Somalia			2 570 500
Providing life-saving shelter/non-food item pipeline supplies to support newly arrived Rohingyas in Cox's Bazar – Bangladesh	400 986		1 358 000
Funds received in 2017 – to be allocated			52 243
Additional activities for the KSRelief-funded Marhaba! information campaign targeting Yemeni refugees, Somali returnees and migrants fleeing to Somalia from the war in Yemen – Somalia			39 317
Total: Saudi Arabia – Earmarked	400 986		4 020 060
UNITED ARAB EMIRATES			
Global compact for safe, orderly and regular migration – regional civil society consultations			105 047
Total: United Arab Emirates – Earmarked			105 047
Subtotal: NON-MEMBER STATES	400 986		7 736 531
KOSOVO¹			
Return and reintegration in Kosovo ¹ – phase IV			266 942
Support for micro-, small- and medium-sized enterprises in Kosovo ¹ – for refund			(7 264)
Total: Kosovo¹ – Earmarked			259 678
EUROPEAN COMMISSION			
Protecting vulnerable migrants and stabilizing communities in Libya			30 053 279
Humanitarian and recovery support for populations affected by the crisis in Greece			14 423 077
Strengthening the operational capacities of the Turkish coastguard in managing migration flows in the Mediterranean sea – Turkey			13 168 871
Multisectoral assistance for and protection of migrants and refugees stranded in Greece			12 803 101
Facility on sustainable and dignified return and reintegration in support of the Khartoum process – Kenya			9 497 178
Migrant resource and response mechanism – phase II – Niger			6 664 218
European readmission capacity building facility (EURCAP) – phase II – Belgium			6 635 071
Support for the free movement of persons and migration in West Africa – Nigeria			5 811 241
EU border assistance mission in the Republic of Moldova and Ukraine – EUBAM II			5 728 210

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)			
Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in Nigeria			5 426 906
EUTF-IOM initiative for the protection and reintegration of migrants – Niger			5 347 089
Pilot action on voluntary return and sustainable, community-based reintegration – Switzerland			5 218 169
Implementation of the EU election observation mission to Kenya 2017 (services) – Belgium			4 938 235
Strengthening the implementation and expansion of displacement tracking activities and facilitating the establishment of humanitarian hubs in north-eastern Nigeria			4 823 084
EUTF-IOM initiative for migrant protection and reintegration – Mali			4 672 974
WASH, CCCM and DTM assistance for vulnerable, conflict-affected communities in South Sudan			4 544 965
EUTF-IOM initiative for migrant protection and reintegration – Burkina Faso			4 107 654
Integrated humanitarian response programme for conflict-affected populations across Iraq			4 031 765
Implementation of the EU election observation mission to Liberia – presidential and general elections – Belgium			3 892 721
Protection and life-saving assistance for disaster-affected internally displaced persons in Ethiopia			3 688 388
Integrated emergency response programme to improve the living conditions of the most vulnerable conflict-affected populations across Yemen			3 622 298
Reintegration and development assistance in Afghanistan			3 460 593
Protection of vulnerable migrants and assisted voluntary return and reintegration support – Bulgaria			3 272 416
Support for national efforts to manage migration flows and the influx of refugees in the context of the Syrian crisis – Jordan			3 245 686
EUTF-IOM initiative for strengthening border management and protecting and reintegrating migrants – Mauritania			3 234 381
Helping Belarus address the phenomenon of increasing numbers of irregular migrants			3 198 856
IOM initiative for the protection and reintegration of migrants – Senegal			2 992 364
Supporting ACP-EU cooperation on migration and development – Belgium			2 948 113
Integrated emergency response programme to improve the living conditions of the most vulnerable conflict-affected populations across central Iraq			2 705 882
EU return and reintegration in Kosovo ¹ – phase V			2 581 742
Whole humanitarian assistance programme for vulnerable Syrians affected by the crisis			2 555 168
Emergency assistance for populations affected by the crisis in South Sudan			2 547 771
Special measures to support Serbia to improve border management capabilities in the context of the European migration crisis – phase II – Serbia			2 274 779
IOM information management, logistics and rapid response programme in Jordan, the Syrian Arab Republic and Turkey			2 239 642
Sustaining border management and migration governance in Georgia			2 235 842
Humanitarian assistance for undocumented nationals of Myanmar and the most vulnerable communities in Cox's Bazar to improve their living conditions and well-being – Bangladesh			2 221 879
Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in Guinea			2 210 735
Strengthening social cohesion and stability in slum populations – Uganda			2 112 049
Further improvement of the reception capacity of the Bulgarian asylum and migration management system – Belgium			2 108 042
Bangladesh sustainable reintegration and improved migration governance – Bangladesh			2 086 825
Promoting security and stability at the South Sudan border and other conflict areas within South Sudan			2 082 867
Enhancing access to services and facilitating the integration of refugees			1 981 363
Regional support for protection-sensitive migration management in the Western Balkans and Turkey – component II – Serbia			1 967 557
Addressing needs of stranded migrants in targeted sending, transit and receiving countries – Morocco			1 905 323
Water, sanitation and hygiene service delivery for South Sudanese refugees and host communities in Uganda			1 790 433
Integrated support programme for populations affected by displacement in Sudan			1 710 200
Emergency assistance for populations affected by the crisis in South Sudan			1 682 691
Support for border management – Côte d'Ivoire			1 588 759
EUTF-IOM initiative for migrant protection and reintegration – Gambia			1 568 560
Consolidation of migration and border management capacities in Azerbaijan			1 494 188
Support for the development of the global compact for safe, orderly and regular migration			1 393 728
EUTF-IOM initiative for migrant protection and reintegration – Côte d'Ivoire			1 310 546
Provision of coordinated shelter assistance to populations affected by hurricane Matthew – Haiti			1 288 937
EUTF-IOM initiative for migrant protection and reintegration – Cameroon			1 283 866
EUTF-IOM initiative for migrant protection and reintegration – Ghana			1 260 730
Eastern partnership: integrated border management – capacity-building project – Georgia			1 191 428

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)			
Promoting community stabilization in northern Rakhine state in Myanmar to address irregular migration			1 142 894
Ghana integrated migration approach			1 122 121
EUTF-IOM initiative for migrant protection and reintegration – Guinea-Bissau			1 011 246
European Union community stabilization programme – phase III – Kosovo ¹			976 499
Contributing to a better understanding of human mobility in crises and enhancing linkages with citizen-driven assistance			920 502
IOM's whole-of-Syria humanitarian assistance programme for vulnerable Syrians affected by the crisis in Jordan, the Syrian Arab Republic and Turkey			825 472
2017-2018 action grant to the European migration network national contact point of Austria			821 147
Provision of camp coordination and camp management services to displaced populations in Somalia			769 231
Promoting stability, well-being and harmony for Muslims of Myanmar and host communities in Thailand			695 191
Readmission capacity-building facility (EURCAP) – Belgium			685 148
Strengthening protection mechanisms in Afghanistan			671 893
Introduction of an automated intelligent video control system at the Novaya Huta–Novi Yarilovychi road border crossing at the Belarus–Ukraine border (IVCO) – Belarus			644 468
Improving post-crisis recovery through community stabilization initiatives in Burundi			637 088
Support for the EU–China dialogue on migration and mobility project – China			615 180
Support for information management, communication and planning capacity in addressing the migration management challenges in Serbia			580 720
The Iraq EU–IOM jointly run advanced assisted migration initiative (HIJRA AMINA)			557 646
Enhancing information management services to better locate, identify and monitor vulnerable populations in Libya and assess urgent needs			534 554
Ensuring the dignity and quality of life for conflict-affected internally displaced populations in eastern Democratic Republic of the Congo			515 575
Supporting the implementation of the migration and development component of the EU–Republic of Moldova mobility partnership and harnessing its benefits for the residents of the Transnistria region of the Republic of Moldova			511 112
Strengthening the capacities of the government of Georgia in border and migration management			498 092
Strengthening the national capacities in the area of asylum, migration and trafficking in human beings – The former Yugoslav Republic of Macedonia.			486 836
Integrated support programme for populations affected by displacement in Sudan			483 491
Contributing to ongoing stabilization efforts in Iraq by helping to reduce tensions between internally displaced persons and host communities – Iraq			480 071
Water, sanitation and hygiene and winterization support for the conflict-affected population in the eastern regions of Ukraine			472 255
Disaster risk reduction and resilience-building in the most vulnerable cities in Metro Manila – Philippines			472 255
Building back safer communities in flood- and cyclone-affected areas of Myanmar			455 063
Strengthening migration governance and response to mixed migration flows in the Agadez region – Niger			448 750
European migration network 2017-2018: national contact point for Slovakia			432 941
Support programme for the reintegration of returnees from the Central African Republic and support for host communities in Chad			422 260
European migration network 2017-2018: national contact point for Lithuania			393 269
Implementation of personal health records as a tool for integrating refugees in European Union health systems – re-health2 – Belgium			375 000
Regional support for protection-sensitive migration management in the Western Balkans and Turkey – component I – Serbia			355 451
Humanitarian protection assistance for vulnerable undocumented Afghan unaccompanied minor and single female deportees from the Islamic Republic of Iran – Afghanistan			350 310
Emergency assistance for conflict-affected populations in Cameroon: displacement tracking matrix			343 716
Implementation of the European election expert mission to Algeria 2017 – Belgium			295 494
European migration network 2017-2018: national contact point for Croatia			288 450
European Union – Beautiful Kosovo ¹ II			274 705
Support for Jordanian border guards in the provision of humanitarian assistance to Syrian refugees			259 860
Rapid response for disaster-affected internally displaced persons in Ethiopia			236 967
Support for European Union member states under particular migratory pressure in their response to health-related challenges – Belgium			235 006
Establishing a displacement tracking matrix to track vulnerable people displaced by crisis – Libya			234 650
Integrated support programme for populations affected by displacement in Sudan			219 665
Comprehensive assistance for the population affected by the earthquake in Ecuador			209 059
Guidelines on mainstreaming migration into international cooperation and development – Belgium			189 332

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)			
Assistance for conflict-affected populations – phase II – Democratic Republic of the Congo			188 902
Humanitarian assistance for Muslims from Myanmar and special at-risk groups in Thailand			173 724
Support for the eastern partnership panel on migration and asylum – Ukraine			172 426
Strengthening surveillance and bilateral coordination capacity along the common border – Belarus			160 685
EUTF-IOM initiative for migrant protection and reintegration – Chad			159 956
Supporting protection, assistance and referral mechanisms for child victims of trafficking – United Republic of Tanzania			151 537
Supporting informed migration decisions in Niger			147 680
Humanitarian assistance for undocumented nationals of Myanmar in Cox's Bazar to improve living conditions – Bangladesh			145 929
Support for micro-, small- and medium-sized enterprises in Kosovo ¹			145 497
Establishing a displacement tracking matrix system in Somalia to address information management gaps and strengthen the effectiveness of humanitarian actors targeting riverine areas – Somalia			139 373
European migration network: national contact point 2015–2016 – Austria			123 113
Enhancing the sustainability of reintegration for migrants returning from the European Union – Italy			121 663
Protecting the rights of vulnerable migrants and victims of trafficking in Mongolia – China			116 036
Exploratory mission to Liberia – Belgium			104 904
Supporting governmental and non-governmental partners to protect migrants' human rights – Egypt			102 944
Fostering health provision for migrants, the Roma and other vulnerable groups			98 972
External thematic expertise in migration – Belgium			98 578
Exploratory mission to Honduras 2017 – Belgium			98 013
Emergency assistance for conflict-affected populations: human mobility tracking and psychosocial support for the most vulnerable mobile populations – Cameroon			77 234
Humanitarian assistance for Muslims of Myanmar from Rakhine state and special at-risk groups – Thailand			70 588
Implementation of the European Union exploratory mission to Sierra Leone 2017 – Belgium			66 729
Implementation of the European Union election exploratory mission to Nepal 2017 – Belgium			64 319
Provision of security awareness support to the humanitarian community in Pakistan			64 312
European migration network 2015–2016: national contact point for Lithuania			38 385
European migration network 2015–2016: national contact point for Slovakia			34 294
European migration network 2015–2016: national contact point for Croatia			23 078
Reducing exploitation of internal migrant workers in Guangdong province – China			17 772
European Union election observation mission in Uganda 2016: first MEP visit – Belgium			9 984
Strengthening dialogue and cooperation to establish management models on migration and development policies			5 715
Emergency assistance for conflict-affected populations in Cameroon: assistance for internally displaced persons			5 279
Support for the eastern partnership panel on migration and asylum – Ukraine			2 696
Funds received in 2017 – to be allocated			1 340
Regional cooperation on border management between Bulgaria, Greece and Turkey – phase I – Turkey – for refund			(3 783)
Coordinated approach for the reintegration of victims of trafficking (CARE) – France – for refund			(22 577)
Stabilizing communities and enhancing migration management for smooth transitions in Egypt, Libya and Tunisia – for refund			(31 024)
Enhancing the health status of uprooted people and host communities in Mon state in Myanmar – for refund			(37 785)
GIVE: grass-roots integration through volunteering experiences – Ireland – net of "for refund"			(55 704)
Safe and sustainable return and reintegration of victims of trafficking in human beings – transnational action – France – for refund			(59 082)
Strengthening the delivery of reintegration assistance for returning Nigerian migrants from Europe – net of "for refund"			(159 429)
Promoting better management of migration in Nigeria: implementation phase – for refund			(186 056)
Migration, environment and climate change: evidence for policy (MECLEP) – for refund			(263 327)
Implementation of the European election observation mission in Ghana – Belgium – for refund			(329 606)
Implementation of pilot projects on land management in new territories of peace – Colombia – for refund			(608 419)
Subtotal: EUROPEAN COMMISSION			259 157 937

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED NATIONS ORGANIZATIONS AND FUNDS			
ALBANIA ONE UN COHERENCE FUND			
Contributing to sustainable reintegration of victims of trafficking in persons in Albania through the development of reintegration standards			39 996
Total: Albania One UN Coherence Fund – Earmarked			39 996
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC COMMON HUMANITARIAN FUND			
Support in Kaga-Bandoro, Bangassou and Mobaye during emergency and return initiatives – Central African Republic			445 955
Mpoko II: registration and return assistance for internally displaced persons at the Mpoko site – Central African Republic – net of "for refund"			349 925
Total: Central African Republic Common Humanitarian Fund – Earmarked			795 880
CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND			
Establishing and managing humanitarian hubs for increased aid coordination and reach in north-eastern Nigeria			3 250 000
Provision of adapted inter-cluster survival kits, standard shelter materials and non-food items – South Sudan			2 000 819
Providing critical shelter support to newly arrived Rohingyas in Cox's Bazar			1 999 997
Providing life-saving humanitarian assistance, including protection, emergency shelter and winter support, for undocumented Afghan returnees from the Islamic Republic of Iran – Afghanistan			1 786 246
Provision of life-saving primary water, sanitation and hygiene services to drought-affected populations in Mudug and Lower Shabelle regions – Somalia			1 746 138
Funds received in 2017 – to be allocated			1 627 386
Shelter and non-food item assistance for conflict-affected populations in north-eastern Nigeria			1 572 472
Emergency shelter assistance for 35,000 people in new spontaneous settlements in Teknaf upazila – Bangladesh			1 408 654
Provision and management of common water, sanitation and hygiene core pipeline supplies for WASH cluster partners – South Sudan			1 250 560
Emergency response to drought conditions in Somalia through access to clean water, sanitation and hygiene services			1 150 000
Improving conditions for internally displaced persons through the establishment and upgrading of shelters in the Piura region – Peru			1 140 181
Emergency assistance for internally displaced persons in humanitarian hotspots – Central African Republic			1 059 981
Provision of life-saving WASH services to the Rohingya refugee population to prevent and respond to acute water diarrhoea outbreaks in the Ukhiya upazila in Cox's Bazar			1 028 273
Humanitarian assistance for newly displaced populations fleeing violence in the Lake Chad basin caused by Boko Haram in the Diffa region – Niger			1 000 001
Emergency shelter and non-food item support for flood- and landslide-affected populations in south-western and central provinces – Sri Lanka			1 000 001
Emergency shelter assistance for populations affected by cyclone Enawo in the districts of Antalaha and Maroantsetra of Madagascar			999 969
Emergency shelter and rehabilitation assistance for victims of typhoon Damrey in the two provinces of Phu Yen and Dac Lac – Viet Nam			923 309
Contributing to the protection of displaced populations affected by the crisis in Tanganyika and Haut Katanga through support for their relocation and return to their areas of origin – Democratic Republic of the Congo			875 000
Provision of life-saving multisectoral services to meet the needs of the most vulnerable migrants and host communities – Libya			849 996
Provision of life-saving primary health-care services to drought- and acute watery diarrhoea/cholera-affected populations in Somalia			780 753
Provision of life-saving water, sanitation and hygiene services to the Rohingya refugee population in Teknaf and Ukhiya upazilas in Cox's Bazar			602 378
Provision of integrated health and nutrition life-saving services to famine-affected and displaced populations in central Unity, Upper Nile and Greater Equatoria regions – South Sudan			600 000
Camp coordination and camp management support for the displaced population of Marawi city – Philippines			500 460
Displacement tracking matrix in Burundi			500 000
Emergency life-saving water, sanitation and hygiene response for South Sudanese refugees in South Kordofan – Sudan			500 000
Emergency shelter and non-food item support for populations affected by the 2017 flood in Terai districts of Nepal			450 149
Emergency assistance for conflict-affected populations in Cameroon: tracking the mobility of displaced populations			450 000
Provision of life-saving primary health-care services to drought-affected populations in Somaliland and Puntland – Somalia			400 000
Emergency sanitation and hygiene for South Sudanese refugees in Palorinya – Uganda			400 000
Immediate provision of temporary emergency shelter and non-food items to victims of tropical cyclone Dineo in Inhambane, Mozambique			400 000

C/109/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND (continued)			
Provision of emergency shelter and non-food item kits to households affected in 2017 by displacement-inducing floods and tropical cyclone Dineo in Zimbabwe			391 446
Shelter and displacement tracking assistance for the hurricane-affected population in Dominica – Guyana			355 615
Provision of non-food items to drought-affected displaced populations and host communities in Gedo – Somalia			350 000
Augmenting the logistics response to meet increasing needs – South Sudan			299 999
Core camp management activities for internally displaced person settlements in Fashoda county, South Sudan			250 000
Emergency shelter and non-food item support for cyclone Mora-affected Rohingyas in Ukhiya and Teknaf upazilas in Cox's Bazar – Bangladesh			219 748
Restoring safe and adequate water, sanitation and hygiene facilities in makeshift settlements in Cox's Bazar – Bangladesh			216 609
Providing life-saving emergency health services to newly arrived Rohingyas in Cox's Bazar			196 555
Shelter and displacement tracking assistance for hurricane-affected populations in the Eastern Caribbean region – Guyana			180 006
Emergency repairs and restoring full functionality of Leda clinic in Teknaf – Bangladesh			149 130
Providing shelter to vulnerable returnees, internally displaced persons and host populations in return areas of northern Mali to ensure their access to adequate housing – Mali			112 550
Provision of transportation assistance to refugees from the Democratic Republic of the Congo in Lunda-Norte province – Angola			100 002
Emergency sanitation, hygiene and water provision for refugees from the Democratic Republic of the Congo in south-west and mid-west Uganda (Kyangwali, Kyaka II and Rwamwanja refugee settlements) – Uganda – for refund			(7 696)
Provision of transportation assistance and transitional shelters to South Sudanese refugees – Ethiopia – for refund			(27 797)
Contributing to improving deteriorating health among displaced Ethiopian migrant populations across Djibouti and health assistance for affected host communities – for refund			(28 186)
Fiji cyclone response: shelter and non-food item pipeline – Australia – for refund			(41 188)
Registration/profiling and provision of essential household items and emergency shelter to displaced persons (including returnees and third-country nationals) in the Lac region of Chad – for refund			(70 520)
Emergency humanitarian response for the Syrian population at the berm border area – Jordan – for refund			(350 477)
Total: Central Emergency Response Fund – Earmarked			34 548 519
COLOMBIA POST-CONFLICT UNITED NATIONS MULTI-PARTNER TRUST FUND			
Support for indemnification quotas focusing on rapid response strategic zones – Colombia			2 502 750
Development of local capacities to promote and guarantee the right to health in departments and municipalities where the 26 training and reintegration territorial zones are located – Colombia			1 152 294
Local implementation of the rapid response strategy and disclosure of transparency and communications mechanisms – Colombia			1 104 461
Support for the special jurisdiction for peace (JEP) through the establishment of its executive secretariat – Colombia			1 026 267
Plan for the national coordination of the project for the prevention of recruitment and utilization of children and adolescents by armed groups – Colombia			176 995
Total: Colombia Post-conflict United Nations Multi-partner Trust Fund – Earmarked			5 962 767
DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO STABILIZATION COHERENCE FUND			
Together for peace – Democratic Republic of the Congo			388 500
Peace is the way forward (phase II) in the Ituri province in the Democratic Republic of the Congo			274 400
Consolidation of the integrated project for the stabilization of North Kalehe – phase II – Democratic Republic of the Congo			171 523
Total: Democratic Republic of Congo Stabilization Coherence Fund – Earmarked			834 423
DIASPORA ENGAGEMENT IN ECONOMIC DEVELOPMENT JOINT PROGRAMME IN KOSOVO¹			
Diaspora engagement in economic development (DEED II) – Kosovo ¹ – for refund			(61 217)
Total: Diaspora Engagement in Economic Development Joint Programme in Kosovo¹ – Earmarked			(61 217)
FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS			
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			57 326
Provision of support to vulnerable households affected by the Syrian crisis in Lebanon			17 746
Funds received in 2017 – to be allocated			12 500
Total: Food and Agriculture Organization of the United Nations – Earmarked			87 572

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION			
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			36 802
Total: International Civil Aviation Organization – Earmarked			36 802
INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION			
Promoting ethical conduct and professionalizing the recruitment industry – Sri Lanka			211 782
Identification and introduction of sustainable approaches for new welfare services and review of a labour market information system – Bangladesh			145 500
Third pan-African forum on migration			20 000
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			7 077
Total: International Labour Organization – Earmarked			384 360
JOINT PROGRAMME ON SEEKING CARE, SUPPORT AND JUSTICE FOR SURVIVORS OF CONFLICT-RELATED SEXUAL VIOLENCE IN BOSNIA AND HERZEGOVINA			
Seeking care, support and justice for survivors of conflict-related sexual violence in Bosnia and Herzegovina – phase III			9 925
Total: Joint Programme on Seeking Care, Support and Justice for Survivors of Conflict-Related Sexual Violence in Bosnia and Herzegovina – Earmarked			9 925
JOINT UNITED NATIONS PROGRAMME OF SUPPORT ON AIDS IN UGANDA			
Karamoja United Nations HIV programme (KARUNA HP) – Uganda			83 070
Total: Joint United Nations Programme of Support on AIDS in Uganda – Earmarked			83 070
MOZAMBIQUE ONE UN FUND			
Community stabilization programme in Manica province for internally displaced person communities – Mozambique			70 000
UN CARES: United Nations system-wide workplace programme on HIV – Mozambique			10 500
Total: Mozambique One UN Fund – Earmarked			80 500
OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES			
Voluntary repatriation and relocation of refugees within Kenya – net of "for refund"			1 996 443
Management of Dhobley way station and transit assistance in Mogadishu to support voluntary repatriation of Somali refugees from Kenya – Somalia			1 432 997
Resettlement activities for refugees in Lebanon			815 538
Office of the United Nations High Commissioner for Refugees – In-kind contribution	522 105		
Emergency assistance to identify and document Haitian migrants: providing a comprehensive response to the mixed migration crisis on the island of Hispaniola – phase II – Dominican Republic			410 368
Provision of emergency evacuation and relocation assistance (transportation) to South Sudanese refugees in Gambella – Ethiopia – net of "for refund"			400 960
Relocation of 15,000 refugees from the Democratic Republic of the Congo in Lunda Norte province in Angola			360 247
Provision of transportation assistance and preventing onward movements of Somali and Eritrean refugees – Ethiopia			235 002
Medical assessments and transportation fees – Jordan			213 735
Access to safe water, sanitation and hygiene for the most vulnerable internally displaced persons, returnees and host communities in Dhobley – Somalia			177 508
Funds received in 2017 – to be allocated			126 549
Provision of support services to Norwegian selection mission and other resettlement activities by UNHCR – Turkey			113 616
Humanitarian and recovery support for populations affected by the crisis in Greece	97 387		
Implementation of the displacement tracking matrix to monitor migration flows from the Bolivarian Republic of Venezuela to Colombia – Colombia			55 000
Enhancing coordination of humanitarian shelter response			37 579
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			33 971
MIDSA conference support project – Botswana			23 540
Movement of persons of concern – UNHCR – South Africa			14 656
Voluntary repatriation of refugees from South Africa – net of "for refund"			9 023
Combating secondary movement and irregular migration in Eritrean refugee camps in northern Ethiopia – for refund			(804)
Voluntary repatriation and relocation of refugees within Kenya – net of "for refund"			(1 385)
Movements from Africa to Denmark – net of "for refund"			(2 645)
Resettlement medical assessment and provision of transportation for refugees from Jijiga to Melkadida – Ethiopia – for refund			(7 173)
Medical assessment for resettlement for persons of concern and transportation for United States Refugee Admissions Program refugees – Jordan – for refund			(60 401)

C/109/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (continued)			
Resettlement activities for refugees in Lebanon – for refund			(96 515)
Potential for resettlement for Ashraf transportation – Iraq – for refund			(354 627)
Establishment of dedicated voluntary repatriation centres within nine temporary shelters along the Thailand–Myanmar border – Thailand – for refund			(428 813)
Total: Office of the United Nations High Commissioner for Refugees – Earmarked	619 492		5 504 371
ONE UN FUND FOR THE UNITED REPUBLIC OF TANZANIA			
United Nations joint programme for the region of Kigoma – violence against women and children – United Republic of Tanzania			376 377
IOM actions in the refugee programme of the United Nations Development Assistance Plan (2011–2015) – United Republic of Tanzania – for refund			(157 527)
IOM actions in the social protection programme of the United Nations Development Assistance Plan (2011–2015) – United Republic of Tanzania – for refund			(345 816)
Total: One UN Fund for the United Republic of Tanzania – Earmarked			(126 966)
PEACEBUILDING FUND			
Community violence reduction in greater Bambari – Central African Republic			2 099 999
Community violence reduction programmes in the Central African Republic			1 250 000
Strengthening the authority of the State in southern Madagascar			880 000
Strengthening the role of women in conflict resolution through natural resources management at the community level in the rural areas of the governorates of Sana'a and Lahj in Yemen			700 000
Support to strengthen capacities to undertake reforms to advance peacebuilding and transitional justice processes in Sri Lanka			517 706
Cross-border cooperation between Côte d'Ivoire and Liberia for sustainable peace and social cohesion – Côte d'Ivoire			422 189
Cross-border cooperation between Côte d'Ivoire and Liberia for sustainable peace and social cohesion – Liberia			420 017
Joint peace programme for the post-conflict generation – El Salvador			320 000
Kenya–Somalia refugees and peacebuilding cross-border pilot project for voluntary return, coexistence and sustainable reintegration in areas of return – Somalia			245 000
Strengthening dialogue for peace and reconciliation in South Sudan			170 000
Empowering women 4 women: access to land for sustainable peace in Nepal – for refund			(11 499)
Empowering ethnic youth as peacebuilders in Mon and Kayin states – Myanmar – for refund			(17 611)
Total: Peacebuilding Fund – Earmarked			6 995 800
SOUTH SUDAN COMMON HUMANITARIAN FUND			
Provision of shelter/non-food item pipeline supplies to cluster partners, and non-food item assistance for beneficiaries in South Sudan			1 989 185
Provision of shelter/non-food item pipeline supplies to cluster partners, and non-food item assistance for beneficiaries in South Sudan			1 700 047
Procurement and management of core pipeline emergency supplies to support the enhancement of the water, sanitation and hygiene sector's preparedness and response in South Sudan			1 075 720
Humanitarian common logistics services in South Sudan 2017–2018			1 000 000
Procurement and management of water, sanitation and hygiene core pipeline relief items for cholera- and conflict-affected communities in South Sudan			800 000
Humanitarian common logistics services in South Sudan			796 044
Provision of emergency life-saving primary health-care services to vulnerable populations in Unity, Upper Nile and Central Equatoria states and priority locations through clinics and rapid response teams			345 000
Providing timely information services to support the humanitarian response to conflict and displacement – South Sudan			250 000
Camp coordination and camp management and internally displaced person tracking and monitoring – South Sudan – for refund			(83 414)
Providing life-saving assistance to internally displaced persons in camps through camp coordination and camp management intervention – for refund			(94 038)
Total: South Sudan Common Humanitarian Fund – Earmarked			7 778 544
SUDAN COMMON HUMANITARIAN FUND			
Implementation of the displacement tracking matrix and emergency information management in Sudan			350 039
Restoring basic human dignity through emergency shelter and non-food item assistance – Sudan			200 000
Support for South Sudanese affected by conflict – Sudan – for refund			(272)
Water, sanitation and hygiene activities in South Kordofan and West Kordofan states – Sudan – for refund			(1 462)
Water, sanitation and hygiene activities in the southern border region of Sudan (Abyei, West Kordofan, South Kordofan, Blue Nile) – Sudan – for refund			(14 846)
Total: Sudan Common Humanitarian Fund – Earmarked			533 459

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNAIDS			
Study on the nexus between migration and HIV in Belarus			56 654
Total: UNAIDS – Earmarked			56 654
UN–HABITAT			
Myanmar consortium for capacity development on disaster management			40 067
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			15 570
Total: UN–HABITAT – Earmarked			55 637
UNICEF			
Funds received in 2017 – to be allocated			679 046
Strengthening malaria control and health systems for internally displaced persons in Somalia			636 212
Roll-out of the essential package of health services in Kismayo district, in the Lower Juba region of Somalia			326 320
Joint programme on social protection in Zambia			309 017
Cold chain and vaccine management in the Lower Juba region of Somalia – Somalia			217 488
Global fund implementing partners capacity development 2017 – Somalia			186 218
Emergency water and sanitation support for informal settlements and rural communities affected by the earthquake – Ecuador			87 816
Strengthening coordination for increased protection of trafficked migrant children – Ethiopia			87 765
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			58 977
Pre-positioning water, sanitation and hygiene emergency supplies and equipment in the Lower Juba region of Somalia			27 927
Enhancing the network of evacuation centres in Eastern Samar in the Philippines			21 398
Total: UNICEF – Earmarked			2 638 184
UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION IN SOMALIA			
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			12 739
Total: United Nations Assistance Mission in Somalia – Earmarked			12 739
UNITED NATIONS CAPITAL DEVELOPMENT FUND			
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			4 246
Total: United Nations Capital Development Fund – Earmarked			4 246
UNITED NATIONS CONVENTION TO COMBAT DESERTIFICATION			
Migrant reintegration and community stabilization through job creation and the restoration of degraded land – Niger			441 176
Total: United Nations Convention to Combat Desertification – Earmarked			441 176
UNITED NATIONS DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS			
Integrating migration into national development plans: towards policy coherence and the achievement of the sustainable development goals at national and global level – Ghana			485 982
Junior professional officer – Italy			120 518
Junior professional officer			75 137
Total: United Nations Department of Economic and Social Affairs – Earmarked			681 637
UNITED NATIONS DEPARTMENT OF PUBLIC INFORMATION			
Global migration film festival			25 000
Total: United Nations Department of Public Information – Earmarked			25 000
UNITED NATIONS DEPARTMENT OF SAFETY AND SECURITY			
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			21 940
Total: United Nations Department of Safety and Security – Earmarked			21 940
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME			
Funds received in 2017 – to be allocated			1 265 736
Open communities – successful communities: support for health, communal and social services in Serbian municipalities hosting migrants and refugees – Serbia			243 847
Support for humanitarian response and early recovery for the most vulnerable people experiencing severe food insecurity affected by the drought in the Androy region – Madagascar			178 200

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (continued)			
Liberia land administration and governance support project I: support the establishment and functioning of the Liberia land authority - Liberia			150 000
Seeking care, support and justice for survivors of conflict-related sexual violence in Bosnia and Herzegovina - phase IV			128 637
Joint migration and development initiative - phase II - Belgium - net of "for refund"			106 990
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland - Somalia			65 819
Support for the global compact for safe, orderly and regular migration			35 343
Total: United Nations Development Programme - Earmarked			2 174 571
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME PROJECT CLEARING ACCOUNT			
Investing in having an impact on HIV and AIDS in South Sudan			3 550 308
Improving access to sustainable water for internally displaced persons and host communities in Baidoa and surrounding villages - Somalia			384 686
Supporting regular and fair labour migration policies, including return migration management - Kuwait			316 831
Provision of technical support and information management coordination for drought response in Somalia			200 000
Mainstreaming the concept of migration and development into relevant policies, plans and actions in Bosnia and Herzegovina			154 572
Joint migration and development initiative: strengthening the contribution of migration			118 505
Joint conflict reduction programme - Sudan			33 399
Seeking care, support and justice for survivors of conflict-related sexual violence in Bosnia and Herzegovina - Bosnia and Herzegovina			16 339
Flood recovery: housing interventions in Republika Srpska - Bosnia and Herzegovina			2 800
Recruitment of Somali diaspora technical experts for the beneficiary institutions in Somalia under the joint rule of law programme			1 406
Recruitment of Somali diaspora technical experts for local governance in Somalia - for refund			(613)
Total: United Nations Development Programme Project Clearing Account - Earmarked			4 778 233
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME - SOMALIA			
Joint programme to support the electoral process in Somalia in 2016			2 210 070
Total: United Nations Development Programme - Somalia - Earmarked			2 210 070
UNITED NATIONS EBOLA RESPONSE			
Support for multi-hazard preparedness and response for Liberia			600 000
Total: United Nations Ebola Response - Earmarked			600 000
UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION			
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland - Somalia			1 415
Total: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization - Earmarked			1 415
UNITED NATIONS FUND FOR RECOVERY, RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT IN DARFUR			
Water, sanitation and hygiene services underpinned by improved integrated water resource management in Darfur - Sudan			320 253
Total: United Nations Fund for Recovery, Reconstruction and Development in Darfur - Earmarked			320 253
UNITED NATIONS MISSION IN LIBERIA			
Procurement and installation of the migration information data analysis system (MIDAS) in support of the UNMIL implementation of the integrated border management, security and stabilization (IBM II) project			324 000
Procurement and installation of the migration information data and analysis system (MIDAS) in support of UNMIL implementation of the border management, security and stabilization project - Liberia			146 480
Total: United Nations Mission in Liberia - Earmarked			470 480
UNITED NATIONS MULTIDIMENSIONAL INTEGRATED STABILIZATION MISSION IN MALI			
Promoting community initiatives to reduce violence in localities surrounding cantonment sites in Timbuktu and Gao - Mali			249 962
Technical support for the Mali national border policy review - Mali			81 889
Total: United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali - Earmarked			331 851

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED NATIONS OFFICE FOR PROJECT SERVICES			
Providing life-saving shelter/non-food items and site management and health interventions to newly arrived Rohingyas in Bangladesh			4 832 215
Increasing the developmental impact of labour migration through strengthened governance and partnerships – Myanmar			3 259 658
Providing life-saving shelter/non-food items and site management and health interventions to newly arrived Rohingyas in Bangladesh			1 115 657
Capitalizing human mobility for poverty alleviation and inclusive development in Myanmar – Myanmar			547 074
Maternal and neonatal child health project in Rakhine state – Myanmar			453 589
Assistance for Rohingya refugees, undocumented nationals of Myanmar and host communities in Cox's Bazar 2017–2019 – Bangladesh			229 170
Migration as a livelihood diversification strategy in the Delta (MILDAS) – Myanmar			220 585
Maternal, newborn and child health: 3MDG fund – programme management budget – Myanmar			136 468
Maternal, newborn and child health: 3MDG fund – comprehensive health plan (Mawlamyinegyun) – Myanmar	29 999		50 544
Maternal, newborn and child health: 3MDG fund – comprehensive health plan (Bogale) – Myanmar	14 744		50 594
Chile: regional workshop on the development of guidelines and/or a manual on the protection of displaced persons in disaster settings			58 048
Migrant junior basketball league of Yopougon – social integration in Côte d'Ivoire			45 159
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			5 662
Stop TB Partnership–IOM grant to work on key populations, migrants and mobile populations – for refund			(14 586)
Total: United Nations Office for Project Services – Earmarked	44 743		10 989 836
UNITED NATIONS OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS			
Procurement and delivery of emergency non-food item stocks and winter clothing and the insulation of tents to respond to urgent winterization needs			4 616 222
Envelope 2: integrated response in providing life-saving protection, food and non-food items to internally displaced persons, returnees and vulnerable host community families in the districts of Khamir and Huth in the Amran governorate of Yemen			2 500 000
Establishing and managing humanitarian hubs and common services in north-eastern Nigeria			2 034 344
Provision of life-saving nutrition, health and WASH assistance to the most vulnerable conflict-affected communities in Abyan and Shabwa in Yemen			2 000 000
Establishment of an internally displaced person camp in Idlib and provision of multisectoral assistance for newly arrived internally displaced persons affected by the conflict in northern Syrian Arab Republic			1 886 440
Procurement and delivery of emergency non-food item stock and winter clothing to respond to Aleppo and Raqqa displacement			1 749 914
Establishment of emergency transit and reception centres and multisectoral assistance for newly arrived internally displaced persons affected by the conflict in northern Syrian Arab Republic			1 723 153
Shelter and non-food item assistance for conflict-affected populations in north-eastern Nigeria			1 336 805
Provision of transportation assistance to South Sudanese, Somali and Eritrean refugees in Ethiopia			1 000 000
Life-saving emergency shelter and non-food item response for newly displaced persons in 2017 – Ethiopia			1 000 000
Supporting recovery of the economic sector and economic stability in Jarablus, Ar Raee and Azaz and procurement and delivery of emergency non-food item stocks to respond to the urgent needs of internally displaced persons			693 917
Life-saving emergency shelter and non-food item response for conflict-affected internally displaced persons in Ethiopia			676 501
Strengthened emergency health-care services for internally displaced persons and vulnerable host communities in Anbar governorate and Nargizlia camp in Ninewa governorate – Iraq			650 000
Emergency shelter assistance for internally displaced persons in Basateen camp affected by Hawija operations – Iraq			551 636
Enhanced data collection and provision of life-saving information on the multisectoral needs of internally displaced populations in Ethiopia			499 998
Provision of urgent health services to displaced and conflict-affected populations in the Syrian Arab Republic			400 000
Provision of life-saving emergency shelter support to vulnerable internally displaced persons and conflict-affected populations across Anbar, Ninewa and Salah al Din governorates – Iraq			390 765
Integrating protection services in the reception centre in Al Bab			300 093
Emergency health-care and referral services for internally displaced persons from Hawija and Shirqat in Kirkuk and Salah al Din governorates – Iraq			225 000
SSAFE training			188 647
Supporting insecurity-affected populations in Pakistan through the provision of life-saving information via formal and informal communication channels			171 285
Strengthening evidence-based response planning for undocumented Afghan migrants and potential returnees to facilitate informed, dignified and sustainable returns – Pakistan			153 000
Needs and population monitoring: third-party monitoring – Iraq			54 212

C/109/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED NATIONS OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS (continued)			
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			8 965
Enhancing access to safe drinking water for vulnerable internally displaced persons and host communities in Taiz and Abyan governorates in Yemen – for refund			(5 885)
Response planning through timely and accurate assessments and information management – Pakistan – for refund			(16 479)
Lebanese returnees profiling and registration project in Lebanon – for refund			(31 241)
Building local capacity to create safe and livable environments and responding to the most urgent camp care and maintenance needs through CCCM mobile teams in central Iraq – for refund			(34 650)
Building capacity to create a safe and livable environment and responding to the most urgent IDP site care and maintenance needs through mobile CCCM teams in central Iraq – for refund			(38 359)
Implementation of the displacement tracking matrix across Iraq – Iraq – for refund			(41 556)
Provision of emergency non-food items and shelter to vulnerable internally displaced persons and the affected populations of Iraq – for refund			(146 935)
Total: United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs – Earmarked			24 495 793
UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME			
IOM global action to protect and assist trafficked and smuggled migrants and similarly vulnerable persons			279 000
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			6 370
Total: United Nations Office on Drugs and Crime – Earmarked			285 370
UNITED NATIONS OPERATION IN CÔTE D'IVOIRE			
Implementation arrangement for UNOCI and UNDP (cross-border between Côte d'Ivoire and Liberia) – Côte d'Ivoire			299 999
Total: United Nations Operation in Côte d'Ivoire – Earmarked			299 999
UNITED NATIONS ORGANIZATION STABILIZATION MISSION IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO			
In-kind contribution	23 199		
Total: United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo – Earmarked	23 199		
UNITED NATIONS POPULATION FUND			
Sexual and reproductive health and gender-based violence – Myanmar			175 028
Township approach to improve access for women and girls to integrated services relating to gender-based violence and sexual and reproductive health in Rakhine state – Myanmar			154 862
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			12 031
Prevention of violence against women in Central America – for refund			(27 907)
Total: United Nations Population Fund – Earmarked			314 015
UNITED NATIONS SUPPORT OFFICE IN SOMALIA			
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			4 246
Total: United Nations Support Office in Somalia – Earmarked			4 246
UNITED NATIONS TRUST FUND FOR HUMAN SECURITY			
Achieving local solutions to displacement crises in Somalia: a human security approach to durable solutions			435 530
United Nations pilot project for social cohesion, conflict prevention, violence reduction and human security to support youth of the Central African Republic			317 062
Total: United Nations Trust Fund for Human Security – Earmarked			752 592
UN-WOMEN			
The future we want: creating sustainable foundations to address human trafficking and unsafe migration of women and girls in Nepal			151 938
Empowerment of women migrant workers in South Asia through the implementation of standard terms of employment – Nepal			78 034
Strengthening the capacity of the government of Nepal to address conflict-related sexual violence in the second phase of the national plan of action – Nepal			30 000
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			4 954
Total: UN-Women – Earmarked			264 926

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
WORLD FOOD PROGRAMME			
Assessing the needs and vulnerabilities of populations affected by displacement in South and West Kordofan states – Sudan			308 154
Bentiu protection of civilians site logistics hub development – South Sudan			258 802
Extension of household surveys in communes facing severe and chronic food insecurity – Haiti			200 000
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			104 744
Collecting information from returning Chadians from the Central African Republic – Chad			45 919
Supplementary feeding for vulnerable HIV and tuberculosis patients in south-eastern Myanmar			32 435
Provision of cash payments under the voluntary repatriation of refugees of Myanmar from Thailand			7 399
Cold chain and vaccine management in the Lower Juba region of Somalia – Somalia			4 107
Total: World Food Programme – Earmarked			961 560
WORLD HEALTH ORGANIZATION			
Management and payment of special protection unit central management teams in Puntland and Somaliland – Somalia			46 002
Funds received in 2017 – to be allocated			15 334
Enhancing health and sanitation services through sustainable water in drought-affected communities in the highlands region of Papua New Guinea – for refund			(69 320)
Total: World Health Organization – Earmarked			(7 984)
Subtotal: UNITED NATIONS ORGANIZATIONS AND FUNDS	687 434		116 672 245
PRIVATE SECTOR			
Management Systems International, Inc. – Darfur monitoring project II – Sudan			1 123 854
University of the Republic – Cooperation agreement with the University of the Republic (Uruguay)			666 832
KT Group Hope Sharing Foundation – Poverty reduction through an e-commerce platform for remote rural communities – Bangladesh			276 064
AMADEUS – Amadeus incentive – global			276 040
New Venture Fund – Impact of migration on left-behind children and families in Cambodia (IMPACT)			224 371
Fundación Telefónica – Promoting digital employability to prevent adolescents and young people from participating in new forms of urban violence – Colombia			169 895
KT Group Hope Sharing Foundation – Digital Island Moheshkhali – enhancing access to and quality of public services in rural areas in Bangladesh through information and communication technologies – phase II			163 988
AECOM International Development, Inc. – Enhancing the resilience of Misseriya communities by improving basic water services – Sudan			149 647
Private sector organization – Fostering the rights protection of foreign domestic workers and victims of trafficking			140 995
BP Exploration (Caspian Sea) Ltd. – Supporting the establishment of effective migration management in Azerbaijan (SEMMA)			111 688
KIA Motors Corporation – Support for internally displaced persons in the Piura region – Peru			100 000
Pfizer – Expanded vaccination and presumptive treatment project for United States-bound refugees (PRM-funded)	81 644		
Pfizer – Expanded vaccination and presumptive treatment project for United States-bound refugees	81 644		
Private individual donations – Partnership support for trafficked children in Ghana			74 091
Empresas Públicas de Medellín – Management of migratory effects of the Ituango hydroelectric project: improving the livelihood of rural households and 750 women in the affected area – Colombia			61 905
Oak Foundation Ltd. – Raising awareness on human trafficking: events on 18 October and itinerant bus			51 848
Panasonic Corporation – Supporting Panasonic’s responsible employment project – Viet Nam			51 650
Fundación La Caixa – Funds received in 2017 – to be allocated			49 361
Equión Energía Limited – Strengthening socioproductive conditions of coffee-growing families and youth – Colombia			41 708
Apple Inc. – Promoting ethical recruitment and fair labour practices in the electronics industry supply chain – phase II			36 922
Private sector organization – Hong Kong SAR, China: victim assistance fund			30 048
Americares Foundation – Recovery phase: step-down care facility for earthquake-affected patients and their families in Sindhupalchowk – Nepal			24 868
Syracuse University – Student mobility programme for Syracuse University in Ghana (2017)			22 609
Private sector organization – Adidas – Viet Nam: Corporate responsibility in eliminating slavery and trafficking (CREST) pillar I training			18 927
Private online donations – Funds received in 2017 – to be allocated			17 815

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
PRIVATE SECTOR (continued)			
Gobi Oyu Development Support Fund – Protecting the rights of vulnerable migrants and victims of human trafficking in Mongolia – China			13 957
Private donations on the IOM website – Humanitarian assistance fund – Bangladesh			13 854
BBC Media Action – Advocacy for communication with communities at national level in Bangladesh			13 453
Deutsche Post DHL Group – Global migration film festival			11 848
Private donations on the IOM website – IOM global assistance fund for the protection, return and reintegration of victims of trafficking			1 342
Bundesimmobiliengesellschaft m.b.H. (BIG) – In-kind contribution	649		
Minera Quinchia SAS. – Improving socioeconomic development and mitigating migration impacts for families in Quinchia – Colombia – for refund			(261)
Subtotal: PRIVATE SECTOR	163 937		3 939 319
OTHER ORGANIZATIONS			
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Middle East HIV, tuberculosis and malaria response – Jordan	31 223		6 380 068
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Middle East response: Iraq tuberculosis – Iraq			2 410 159
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Sex workers of Latin America and the Caribbean working to create alternatives that reduce their vulnerability to HIV: a regional strategy with genuine impact – Argentina			2 011 624
Swisscontact – Implementation of a mobile training unit under the vocational skills development programme – Myanmar	20 469		1 540 740
Council of Europe Development Bank – Enhancing reception capacities to accommodate vulnerable migrants – The former Yugoslav Republic of Macedonia			1 536 820
Financial Mechanism Office – Supporting organizations that assist migrant asylum seeking populations in Greece			1 396 206
Save the Children International – Community-based tuberculosis awareness, detection, diagnosis and treatment in mobility-impacted communities in Mon and Kayin states – Myanmar			1 182 700
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Transwomen without borders against transphobia and HIV/AIDS – Argentina			1 040 301
African Development Bank – Provision of life-saving assistance to drought-affected populations in Somalia			1 000 000
Council of Europe Development Bank – European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Afghanistan			956 025
Council of Europe Development Bank – Responding to emergency needs and fostering refugee and migrant empowerment (REFRAME) – Greece			910 569
Save the Children International – Targeted HIV prevention and community-based diagnosis, treatment, care and support in mobility-impacted communities in Mon and Kayin states – Myanmar			882 215
African Development Bank – Improving access to water and sanitation in Somalia			840 000
Save the Children International – Community-based malaria prevention, detection and treatment in mobility-impacted communities in Mon and Kayin states – Myanmar			700 674
African Development Bank – Improving access to water and sanitation in Somalia			699 653
International Rescue Committee – Maternal, newborn and child health services in Kayah state – Myanmar	63 919		587 210
African Development Bank – Socioeconomic reintegration of ex-combatants and youth at risk project – Somalia			639 539
Mercy Corps – Multisectoral assistance for populations in the Syrian Arab Republic affected by the crisis	631 680		
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Middle East tuberculosis, HIV and malaria response – Jordan			538 671
Swedish Red Cross – Family reunification resettlement cases to Sweden			527 327
African Development Bank – Improving access to water and sanitation in Somalia			430 229
Intergovernmental Authority on Development – Building regional and national capacities for improved migration governance in Ethiopia			418 403
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Strengthening the national strategy to prevent the reintroduction of malaria in Paraguay (malaria-free country certification process) – Paraguay			334 090
Oxfam Novib – Work in progress – youth empowerment skills and knowledge development in Hargeisa in Somalia – Netherlands			296 762
Asian Development Bank – Malaria and communicable disease control in the Greater Mekong subregion – mobile and migrant populations (Myanmar)			296 566
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Strengthening the Stop TB strategy in 46 high-priority municipalities of Colombia			285 323
Croix-Rouge Genevoise – Project between IOM Bern and Croix-Rouge Genevoise – Assisted voluntary return and reintegration for migrants in an irregular situation in Geneva			271 398
Asian Development Bank – Regional capacity development technical assistance for malaria and communicable disease control in mobile and migrant populations in the Lao People's Democratic Republic			206 592

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
OTHER ORGANIZATIONS (continued)			
Council of Europe Development Bank – Financial assistance from the migrant and refugee fund for IOM migrants and refugees in the Hellenic Republic – Greece			181 612
International Rescue Committee – Epidemic preparedness and response consortium – Liberia			175 902
University of Bedfordshire/Home Office of the United Kingdom – Vulnerability to human trafficking and modern slavery: a comparative study of Albania, Nigeria and Viet Nam – United Kingdom			164 901
Anesvad Foundation – Strengthening the integration of quality and comprehensive health services into government health-care systems for survivors of human trafficking and abuse in Jessore and Satkhira districts – Bangladesh			160 819
Cooperazione Internazionale – Funds received in 2017 – to be allocated			147 688
Council of Europe Development Bank – IOM migrants and refugees in Slovenia – net of "for refund"			144 785
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Hosting the global fund steering committee secretariat in Somalia			140 120
Conference Board of Canada – Contributing to the protection of the labour rights of in-migrant workers in Meta – Colombia			138 855
Save the Children International – Targeted HIV prevention and community-based diagnosis, treatment and care and support in mobility-impacted communities in Mon and Kayin states – Myanmar	131 982		
Southern African Development Community – HIV and tuberculosis integrated biological and behavioural study for migrant worker communities – South Africa			125 000
Anesvad Foundation – Promoting comprehensive sexual and reproductive health rights for internal migrants and internally displaced populations living in 756 urban slums in Sylhet city of Bangladesh – net of "for refund"			124 440
Creative Associates International – Boko Haram reintegration in Nigeria – phase I assessment – Nigeria			122 664
Religiosas Oblatas del Santísimo Redentor – Strengthening the efforts of Uruguay to effectively combat trafficking in persons at the local level – Uruguay			101 712
World Vision – Philippines – Enhancement of the common reporting and feedback platform for the community of practice on community engagement – Philippines			99 287
Creative Associates International – Operation safe corridor: international study tours with IOM – Nigeria			98 765
Center for International Migration and Integration – Assisted voluntary return and reintegration for vulnerable migrants in Israel – phase III – Austria			98 491
Project HOPE – USAID tuberculosis control programme – Tajikistan			98 317
ShelterBox – Migration emergency funding mechanism for emergency response in Cox's Bazar – Bangladesh	91 600		
Save the Children International – Families are stronger together – Cambodia			91 140
Project HOPE – Addressing multidrug-resistant tuberculosis/extensively drug-resistant tuberculosis and HIV-related tuberculosis among migrant workers in Kazakhstan			87 996
Colnodo – Supporting digital marketing strategies of entrepreneurship initiatives for former combatants – Colombia			87 974
Foundation Stichting Plan Nederland/DEVCO – IOM contribution to the project "joining forces: multi-stakeholder action to offer young refugees and host communities a sustainable future in Ethiopia"			87 108
Council of Europe Development Bank – Improving reception capacities and access to services for migrants and refugees entering Albania			86 862
Croix-Rouge Genevoise – Project between IOM Bern and the Croix-Rouge Genevoise – Assisted voluntary return and reintegration for migrants in an irregular situation in Geneva			77 886
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Technical secretariat of the Colombian country coordinator mechanism (MCP-C) of the global fund to fight AIDS, tuberculosis and malaria – Colombia			75 000
Asian Development Bank – Regional capacity development technical assistance for malaria and communicable disease control – Cambodia			61 169
Council of Europe Development Bank – IOM migrants and refugees in Croatia			60 670
Save the Children International – Community-based malaria prevention, detection and treatment in mobility-affected communities in Mon and Kayin states – Myanmar	51 055		
Verité – Promoting safe and fair labour migration from Kenya to the Gulf States			49 552
Medair – Sierra Leone – In-kind contribution	41 066		
Asian Development Bank – Greater Mekong subregion: capacity-building for HIV/AIDS prevention – NGO service providers/community outreach – phase I – Myanmar			40 760
Red Cross Cantonale Bernoise – Reimbursable movements to/from Switzerland – net of "for refund"			39 995
Prospettiva Futuro Soc. Coop. Sociale – Beyond the borders – Italy			38 478
Caritas Bern – Reimbursable movements to/from Switzerland			36 748
Family Health International – Cross-border health integrated partnership project – Kenya			36 684
Norwegian Refugee Council – Workshop on the protection for persons moving across borders in context of disasters: a guide for regional conference on migration member countries			26 352
Institutul Intercultural Timisoara – Educational resources for Romanian language learning and orientation for beneficiaries of international protection and third-country nationals in Romania			25 329
USAIM c/o IOM – Children first: editions of talents and life projects awards – Italy			25 000
USAIM c/o IOM – Humanitarian assistance for vulnerable internally displaced persons affected by the Mosul crisis – Iraq			25 000

C/109/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
OTHER ORGANIZATIONS (continued)			
ACF International – Strengthening the response capacities for cholera outbreaks in Haiti – Haiti			24 373
Liga Apararii Drepturilor Omului – MIGRANET: regional network for migrant integration – Romania			23 739
Southern African Development Community Secretariat – Southern Africa: development of the regional training curriculum and information, education and communication materials on trafficking in persons for the SADC region – Namibia			22 395
Vital Voices Global Partnership – Gender-based violence emergency response and protection initiative			12 425
USAIM c/o IOM – Together: IOM migrant podcasts			10 500
USAIM c/o IOM – Hurricane Matthew: USAIM contribution – Haiti			10 000
USAIM c/o IOM – Direct assistance for Ethiopian migrants released from detention in Zambia – Ethiopia			10 000
Center for International Migration and Integration – Assisted voluntary return and reintegration for vulnerable migrants in Israel – phase II – Austria			9 464
Irish Red Cross – Movements from Africa to Denmark			8 630
Council of Europe Development Bank – European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Islamic Republic of Iran			8 599
Red Cross Sion (Croix-Rouge Suisse) – reimbursable movements to/from Switzerland			7 231
USAIM c/o IOM – Partnership support for trafficked children in Ghana			6 611
French Red Cross/Swiss Red Cross/Red Cross Mexico – Funds received in 2017 – to be allocated			6 577
Centre Social Protestant – Reimbursable movements to/from Switzerland			5 371
Asociatia Ecumenica a Bisericilor din Romania – Integration services for beneficiaries of international protection and third-country nationals legally residing in the western region of Romania – net of "for refund"			5 368
Save the Children Regional Office for Latin America and the Caribbean – Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			5 000
Human Rights Association Austria – Funds received in 2017 – to be allocated			4 160
Swiss Red Cross Zurich – reimbursable movements to/from Switzerland			4 158
Swiss Red Cross Zurich – reimbursable movements to/from Switzerland			4 123
Asylbrücke Zug – Reimbursable movements to/from Switzerland – net of "for refund"			4 100
Funds received in 2017 – to be allocated			3 769
Caritas Fribourg – Caritas Genève – Reimbursable movements to/from Switzerland			3 746
Asociatia Ecumenica a Bisericilor din Romania – INTERACT: integrated services for migrants and social and multicultural dialogue in Romania			3 365
Asociatia Global Help – INTERACT: integrated services for migrants and social and multicultural dialogue in Romania			2 983
Fundatia Schottener Servicii Sociale – INTERACT: integrated services for migrants and social and multicultural dialogue in Romania			2 759
Caritas Aargau – Reimbursable movements to/from Switzerland			2 616
Visegrad Fund – SAFE: smart, aware, free, enjoy – information campaign to prevent trafficking in human beings – Slovakia			2 335
Caritas Neuchatel – Reimbursement movements			1 523
Intergovernmental donor – other – funds received in 2017 – to be allocated			909
Save the Children International – Community-based tuberculosis awareness, detection, diagnosis and treatment in mobility-affected communities in Mon and Kayin states – Myanmar	581		
Caritas Schwyz – Training on migration and development for the Swiss civil society platform on migration and development – for refund			(2 094)
International and European Forum of Research on Migration – WORK INT: assessing and enhancing integration in workplaces – Belgium – for refund			(5 412)
USAIM c/o IOM – Facilitating the voluntary return of Ethiopian migrants detained in Malawi – for refund			(9 000)
Anesvad Foundation – Strengthening the integration of quality and comprehensive health services into the government health-care system for survivors of human trafficking and abuse in Jessore and Satkhira districts – Bangladesh – net of "for refund"			(9 365)
Nordic Council of Ministers (Norden) – Nordic health-care network on counter-trafficking – Finland – for refund			(10 718)
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Enhancing tuberculosis prevention diagnosis and treatment for Syrian refugees and other vulnerable populations affected by the Syrian crisis in Lebanon – phase II – Lebanon – for refund			(14 072)
Save the Children International/DEVCO – Addressing negative economic and social consequences of migration in Tajikistan – net of "for refund"			(17 145)
International Trust Fund – Enhancing human security: socioeconomic reintegration programme for mine victims in South Caucasus – phase III – Armenia – for refund			(31 931)
Tearfund/DEVCO – Reintegration assistance for returnees and host communities in Uige province in Angola – net of "for refund"			(33 840)
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Emergency fund: enhancing tuberculosis prevention, diagnosis and treatment among Syrian refugees and other vulnerable migrant populations in Jordan and Lebanon – Jordan – for refund			(391 549)
Subtotal: OTHER ORGANIZATIONS	1 063 575		31 194 603

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
Promissory note repayments			53 052 492
Net interest and other income		5 909 544	
Refugees, migrants, sponsors and others			94 380 161
Period-end net accrual adjustments of down payment			(205 968 287)
<u>TOTAL: CONTRIBUTIONS</u>	<u>7 353 202</u>	<u>20 790 038</u>	<u>1 537 104 785</u>
<u>TOTAL: REVENUE – CONTRIBUTIONS AND OTHER</u>			<u>1 565 248 025</u>

GOUVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE DU GUATEMALA

Etat des ressources et des charges pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2017

Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM.

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
RESSOURCES		
FONAPAZ		
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	1 056	1 057
Programmes techniques – Exécutif I – PTV	13	13
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO	(144)	(84)
	925	986
SCEP		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	32	31
	32	31
Réévaluation du taux de change du solde reporté	384 335	146 419
TOTAL DES RESSOURCES	385 292	147 436
CHARGES		
FONAPAZ	0	0
SCEP		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	43	49
TOTAL DES CHARGES	43	49
EXCEDENT DE RESSOURCES POUR L'EXERCICE	385 249	147 387
MOUVEMENT OF RESSOURCES		
Ressources reportées en début d'exercice		
FONAPAZ	15 270 890	15 123 485
SCEP	(413 310)	(413 292)
	14 857 580	14 710 193
Ressources reportées en fin d'exercice		
FONAPAZ	15 656 150	15 270 890
SCEP	(413 321)	(413 310)
	15 242 829	14 857 580

GOUVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE DU GUATEMALA (suite)

Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 2017

	Dollars E.-U.	
	2017	2016
ACTIF		
Avoirs bancaires et liquidités	37 648	35 773
Sommes à recevoir	19 667 304	19 170 429
TOTAL ACTIF	19 704 952	19 206 202
PASSIF ET FONDS		
Sommes à payer	4 462 123	4 348 621
Recettes reportées en fin d'exercice	15 242 829	14 857 581
TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS	19 704 952	19 206 202

Remarque générale

Sous l'égide du Gouvernement guatémaltèque et de FONAPAZ (Fonds national pour la paix), l'OIM agit en qualité de partenaire d'exécution pour tout un ensemble d'activités destinées à améliorer les conditions de vie de la population guatémaltèque, notamment dans les zones de retour et de réinsertion, et dans les zones voisines. Suite à un échange de correspondance entre l'OIM et le Gouvernement guatémaltèque en 1997, il a été convenu que le financement de ces activités se ferait sous la forme d'un fonds fiduciaire. Les termes de cette relation fiduciaire ont été officialisés dans un accord daté du 4 juin 1998 et actualisés dans un protocole d'accord daté du 12 décembre 2000. Cet accord précise que le but du Fonds est d'administrer les projets dans lesquels l'OIM est engagée, en coopération avec le Gouvernement guatémaltèque et FONAPAZ. Les dépenses du Fonds fiduciaire sont autorisées par des représentants du Gouvernement et font l'objet d'une vérification comptable de la part de l'OIM, conformément à son Règlement financier.

Le Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales est financé par le Secrétariat à la coordination exécutive de la présidence (SCEP), une institution qui recueille les demandes d'investissement social soumises par les communautés urbaines et rurales en accord avec les dispositions du décret n° 35-04 du Congrès guatémaltèque et du Budget d'Etat général pour les rentrées et les dépenses (année fiscale 2005). Plus précisément, ce programme comprend les éléments ci-après : construction de routes locales ; fourniture d'eau potable et de structures d'assainissement ; construction d'écoles ; mise en place d'infrastructures, fourniture de services sanitaires et assistance sociale ; exécution de programmes productifs ; ainsi que d'autres éléments destinés à améliorer le niveau de vie des populations vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté partout dans le pays. L'OIM fournit une assistance technique et administrative à la mise en œuvre et au fonctionnement du Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales encouragé par la présidence du Guatemala au travers du SCEP. Ce programme prend appui sur la longue expérience de l'OIM dans l'exécution fructueuse de projets complets de développement dans le cadre de FONAPAZ.

Politique comptable

Les états financiers ont été établis selon le système de comptabilité de caisse modifiée. En conséquence, les produits sont comptabilisés non pas lorsqu'ils sont acquis, mais lorsqu'ils sont reçus, tandis que les charges sont comptabilisées lorsqu'elles ont été réglées et/ou lorsque l'obligation est acquise. Les charges pourraient donc excéder temporairement les produits enregistrés pour une catégorie donnée de projets.

Les recettes et les dépenses du Fonds fiduciaire sont présentées par catégorie de projet. Les transactions sous-jacentes et les écritures comptables sont exprimées en quetzales guatémaltèques. L'état financier résumé est donné en dollars E.-U., après conversion au taux de 7,35 au 31 décembre 2017 (contre 7,54 au 31 décembre 2016).